



PROMOTION P27

2019-2020

L'ÉTHIQUE ET LA PUISSANCE AÉRIENNE

Analyse des spécificités éthiques de l'aviation et de l'aviateur militaires



Lieutenant-colonel Florian Morilhat

Sous la direction de

Lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois

*Chef de la division des études, de la prospective et des publications
Centre des études, du rayonnement et des partenariats de l'armée de l'air*

Résumé

La puissance aérienne est aujourd'hui incontournable dans la panoplie du décideur politique comme du chef militaire. Elle a déjà transformé la manière de faire la guerre, et elle continue d'exacerber les dilemmes éthiques dans la conduite des hostilités. Au niveau individuel, elle marque l'identité des aviateurs qui la servent, tout comme ceux-ci influencent en retour sa conception et sa manifestation. Aussi s'exprime-t-elle dans un cadre éthique particulier, adapté à ses spécificités et jonglant tour à tour avec les trois grandes familles de l'éthique : déontologie, conséquentialisme et éthique de la vertu.

Cette éthique de la puissance aérienne permet d'appréhender l'usage de la force militaire dans des conditions spécifiques. Elle apporte des clefs de compréhension face à des dilemmes en apparence insurmontables : donner la mort en maîtrisant sa propre mise en danger, recourir à la technologie sans déresponsabiliser l'humain, ou encore accroître la létalité tout en augmentant la précision...

Parallèlement, une éthique spécifique de l'aviateur se dessine, idiosyncratique, au carrefour de valeurs et de traditions distinctes de celles de ses frères d'armes des forces terrestre ou navale. Sans remettre en cause les fondements de l'éthique militaire, elle la complète et la singularise au service de la puissance aérienne.

Prologue

« Le premier venu, aujourd'hui, du haut des airs, peut liquider en vingt minutes des milliers de petits enfants avec le maximum de confort, et il n'éprouve de nausées qu'en cas de mauvais temps, s'il est, par malheur, sujet au mal d'avion... »

Georges Bernanos, 1947

« The United States military successfully executed a flawless precision strike that killed the number one terrorist anywhere in the world, Qassem Soleimani. »
« We took action last night to stop a war. We did not take action to start a war. »

Donald Trump, 3 janvier 2020

À première vue, la dimension éthique du déluge de feu qu'un raid aérien est capable de déverser n'est pas flagrante. Inconsciemment, l'imaginaire collectif est marqué par une mise en scène cinématographique qui, à l'image du chef d'œuvre *Jeux interdits* de René Clément, stupéfie les acteurs comme les spectateurs face la soudaineté d'une attaque aérienne. A la verticale d'un cortège de fuyards de cet « *intarissable exode* » de la campagne de France de 1940, sur ces « *routes noires de l'interminable sirop qui n'en finit plus de couler* » telles que les décrit Saint-Exupéry dans *Pilote de Guerre*, les avions Junker 87, Heinkel 111 et Focke-Wulf 190¹ allemands s'en prennent tour à tour à cette foule paniquée et décimée par les obus et les bombes. Cette petite fille

¹ Anachronisme ou liberté volontaire prise par le réalisateur, il convient de signaler que le Fw-190, entré en service en 1941 dans la Luftwaffe, n'a pas participé à la campagne de France.

innocente incarnée à l'écran par Brigitte Fossey, qui sauve son chiot mais perd ses parents, est l'allégorie d'une France agressée, endeuillée et sans défense face à l'orage d'acier déclenché par l'ennemi.

Pourtant, les notions ancestrales de morale ou d'éthique sont incontestablement à l'œuvre dans l'esprit de ces hommes et ces femmes qui décident de l'emploi de la force aérienne, comme de celles et ceux qui la libèrent.

Au cœur des décisions humaines, l'éthique donne un sens à notre espèce. Elle propose des règles qui permettent aux individus d'une société de vivre ensemble. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, elle repose avant tout sur la notion de liberté. Pour Sartre par exemple, « *il n'y a pas de déterminisme, l'homme est libre, l'homme est liberté*² ». Mais le corollaire de la liberté, c'est le poids de la responsabilité. D'après Éric Fiat, « *l'acte, c'est ce dont je suis l'auteur ; ce dont je dois par conséquent répondre, origine du mot responsabilité. La responsabilité est une réelle création humaine, un fait d'humanité*³ ». C'est ce qui distingue l'homme de l'animal, qui lui agit par instinct. L'homme a la liberté de délibérer, de décider. Dans un domaine professionnel soumis à des situations d'urgence, il y a des gestes immédiats, des actes-réflexes, effectués par habitude et non par instinct, et il y a des moments de temps long, propices à la délibération. Et quand il y a délibération, il y a des choix à opérer, parfois aporétiques, c'est-à-dire sans issue apparente. Se demander « que faire ? », c'est se demander à la fois

² SARTRE (Jean-Paul), *L'existentialisme est un humanisme*, Gallimard (Folio essais), Paris, 1996, 120 p.

³ FIAT (Eric), « Les enjeux éthiques de la décision – 1ère partie », *La lettre de l'Espace éthique*, n°12-13-14, Été – automne 2000, 99 p., p. 3 – 5.

« quelles règles respecter ? », et « pour quelle finalité ? ». Cette dualité entre déontologie (discours sur les devoirs) et téléologie (discours sur les fins) est la quintessence de la philosophie morale, plus connue sous le terme *éthique*.

L'éthique investit l'ensemble du vaste champ des comportements humains. On parle aujourd'hui d'*éthique des affaires*. L'école de Chicago, dans la lignée de Milton Friedmann considérait que les entreprises sont là pour faire du profit et non pour se préoccuper d'éthique. Mais une évolution récente inverse la tendance, dans la lignée de Robert Edward Freemann et sa théorie des parties prenantes, ou même en France où le rapport de Nicole Notat et Jean-Dominique Sénard de mars 2018 a entraîné une modification de la loi sur le rôle des entreprises⁴, leur attribuant désormais un rôle social.

L'empire de la guerre n'échappe pas cette emprise de la morale. Compte-tenu de la gravité des enjeux, face à une situation qui demande de choisir, donc de renoncer, la responsabilité du décideur politique comme du soldat leur interdit l'esquive. Mais comment choisir, lorsque, bien souvent, l'alternative se fait entre un mal et un moindre mal ? Ces questions, séculaires, explosent aujourd'hui sous les projecteurs, conséquence directe d'une médiatisation croissante des opérations. Preuve de la prise en compte de ce sujet au plus haut niveau en France, la ministre des Armées Florence Parly a lancé la création d'un comité d'éthique de la Défense le 10 janvier 2020, considérant que « *l'éthique est au fondement même de la raison d'être du militaire*⁵ ». En

⁴ La loi n°2019-486 du 22 mai 2019 a ajouté un alinéa à l'article 1833 du code civil : « *La société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité* ».

⁵ PARLY (Florence), *Lancement du comité d'éthique de la Défense* [Discours], Paris, 10 janvier 2020, 7p.

effet, si, pour les forces armées, l'éthique est un « *espace incontournable d'autonomie et de liberté*⁶ », il s'agit évidemment de maîtriser la violence, dont le monopole légitime (et légal) leur est accordé par l'Etat, pour reprendre les termes de Max Weber.

Composante de la force armée aux caractéristiques propres, la puissance aérienne n'échappe pas aux questions éthiques posées par son utilisation. Mais étrangement, si de nombreuses analyses ont été produites sur des points précis, comme les bombardements de zone ou les frappes aériennes de drones armés, l'éthique de la puissance aérienne n'est que peu, voire pas traitée dans la littérature, en tout cas d'un point de vue général et englobant. Cette réflexion cherche modestement à combler cette lacune.

Le questionnement éthique lié à l'arme aérienne est pourtant apparu dès son origine, avec le bombardement italien des troupes turques en Cyrénaïque en novembre 1911. Patrick Facon relève qu'à l'époque, cette nouvelle capacité est vilipendée comme entorse aux lois de la guerre à l'encontre des militaires, et aux lois de l'humanité vis-à-vis des civils⁷. La littérature d'anticipation de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle⁸ contribuera à nourrir la peur engendrée par un potentiel destructeur que l'on peine à cerner. Quelques tentatives, à faible portée, de régulation juridique de la guerre aérienne, débutées entre la guerre de 1870 et la Première Guerre mondiale, seront reconduites durant

⁶ HUET (Armel), « Rationalité éthique et maîtrise de la violence armée », *Inflexions*, n°36, 2017/3, 266 p., p. 39 – 53.

⁷ FACON (Patrick), *Le bombardement stratégique*, Éditions du Rocher (L'art de la guerre), Monaco, 1996, 357 p.

⁸ On peut citer par exemple *Robur le conquérant* de Jules Verne (1886), *La guerre au vingtième siècle* d'Albert Robida (1887), ou encore *The war in the Air* de H. G. Wells (1907).

l'entre-deux-guerres, sans davantage de succès. Le traumatisme des bombardements stratégiques de la Seconde Guerre mondiale, dont l'apogée fût incontestablement atteinte avec les frappes nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, relancera l'interrogation sur ce qui est acceptable, ou non, en matière de guerre aérienne. De manière instinctive, on entrevoit aisément que ce qui a posé et pose toujours problème, ce n'est pas l'aviation de chasse (peu importe qu'elle fasse intervenir des avions, des hélicoptères ou des drones) ou l'aviation de transport (à voilure fixe ou tournante), car ces concepts sont unanimement considérés comme honorables. Si la puissance aérienne a été depuis son origine la cible privilégiée des débats sur la moralité de l'action militaire, c'est d'abord en raison de sa focalisation originelle sur le bombardement, qui, sous des formes certes plus diverses (avec les *frappes chirurgicales*), a toujours cours aujourd'hui.

Devant l'ampleur du sujet, fixons à cette réflexion un cadre, arbitraire certes, mais qui tentera d'appréhender le problème de manière globale, en semant des graines qui pourront être cultivées et récoltées par d'autres si l'intérêt suscité se révèle assez grand.

Nous aborderons, en général, la philosophie de la guerre aérienne d'un point de vue occidental, c'est-à-dire celui des démocraties libérales dont la France fait partie, avec les Etats-Unis ou le Royaume-Uni par exemple - Nations qui présentent d'ailleurs l'intérêt de disposer d'un outil militaire aérien comparable, si ce n'est par la quantité, au moins par la qualité. Le récent recours au *carpet bombing*⁹ par l'aviation russe par exemple, sur les

⁹ Opération de bombardement visant à saturer de bombes une large zone dans le but de maximiser les chances de détruire un objectif qui

villes syriennes d'Alep ou d'Idlib, témoigne de la différence notable de conception de l'emploi de l'arme aérienne dans les sociétés modernes¹⁰.

Le domaine de notre étude est par essence pluridisciplinaire, puisqu'elle concerne aussi bien la philosophie morale, la philosophie politique, le droit des conflits armés, la stratégie, l'histoire militaire, la sociologie voire éventuellement le champ des perceptions, mais tous les aspects ne pourront évidemment pas être couverts de manière exhaustive. Notre approche consistera à nous appuyer sur des faits historiques, quitte à déconstruire certains mythes, ainsi que sur des considérations sociologiques, pour tenter de tirer des conclusions sur les spécificités d'une éthique de la puissance aérienne et des femmes et hommes qui la mettent en œuvre. Nous nous intéresserons d'ailleurs à l'ensemble des intervenants, du militaire qui exécute ses ordres au plus bas de l'échelle hiérarchique, au niveau politique qui déclenche la guerre et fixe le cadre général de son exécution, sans oublier le commandement qui est à l'origine des ordres et qui planifie et conduit les opérations militaires.

Les termes de puissance aérienne et d'arme aérienne, que nous emprunterons tour à tour, recouvrent des notions très proches. Par puissance aérienne¹¹, nous entendrons *la capacité à agir sur ou à influencer une*

se trouve à l'intérieur. Également appelée *area bombing* ou *bombardement de zone*.

¹⁰ Pour autant, des divergences existent naturellement au sein du « camp occidental », les États-Unis étant par exemple plus sensibles à l'égard des pertes amies. Le fort émoi suscité par la mort de quatre soldats des forces spéciales américaines, tués au Niger en octobre 2017, et le débat national qu'elle a provoqué, le démontrent.

¹¹ *Airpower*, son équivalent en langue anglaise, est parfois également employé dans les travaux francophones.

situation donnée en utilisant les moyens aériens, dans l'esprit de la définition originelle de l'un de ses premiers théoriciens, l'Américain William Mitchell. L'arme aérienne, quant à elle, désignera *l'aviation militaire, embarquée ou à terre, pilotée directement ou pilotée à distance, à voilure fixe ou tournante*¹². En d'autres termes, la puissance aérienne exerce ses effets par le truchement de l'arme aérienne, nonobstant l'armée (armée de l'air, armée de terre ou marine nationale¹³) qui la met en œuvre. La notion complémentaire de *guerre aérienne* fera référence aux *situations de combats dans lesquelles l'arme aérienne joue un rôle*¹⁴. Plus complexe est la définition des termes *éthique* et *morale*. Etymologiquement, *éthique* vient du grec *ethos*, qui renvoie à une manière d'être, tandis que *morale*, du latin *mos*, désigne une habitude, un caractère ou un comportement. Paul Ricœur, par exemple, tout en reconnaissant que les termes peuvent être considérés comme synonymes, réserve par convention « *le terme d'éthique pour la visée d'une vie accomplie sous le signe des actions estimées bonnes, et celui de morale pour le*

¹² Ces définitions sont largement inspirées des travaux de Jérôme de Lespinois. Voir par exemple LESPINOIS (Jérôme de), « Peut-on mesurer la puissance aérienne ? », *Revue Défense Nationale*, n°775, Décembre 2014, p. 59 – 62, et LESPINOIS (Jérôme de), « L'arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », in HOLEINDRE (Jean-Vincent) & MURAT (Geoffroy) [dir.], *La démocratie et la guerre au XXI^e siècle : De la paix démocratique aux guerres irrégulières*, Editions Hermann, Paris, 2012, p. 157 – 169.

¹³ Par convention, les termes *Armée de l'air*, *Armée de terre* et *Marine nationale* commençant par une majuscule désigneront les composantes des armées françaises, tandis que les mêmes termes sans majuscule désigneront une composante d'armée aérienne, terrestre ou navale en général, sans renvoyer à un Etat particulier.

¹⁴ Le terme *guerre* sera entendu au sens large, couvrant toute situation de conflit armé, international ou non.

*côté obligatoire, marqué par des normes, des obligations, des interdictions caractérisées à la fois par une exigence d'universalité et par un effet de contrainte*¹⁵ ». L'éthique, connotée positivement, traduit donc une réflexion placée sous le signe de la conscience, quand la morale, connotée de manière plus négative, exprime un arsenal normatif. Mais dans un souci de simplification, et sauf précision particulière, les termes *morale* et *éthique* renverront tous deux ici, indistinctement, à la somme de ces deux sous-catégories.

Ces précisions sémantiques sont utiles pour comprendre l'objet de notre réflexion. Il s'agira de dépasser le domaine, plus large, de l'éthique du fait guerrier afin de nous interroger sur l'existence d'une spécificité éthique liée à l'arme aérienne et à ses fidèles servants. Autrement dit, les multiples protagonistes intervenant dans la mise en œuvre de la puissance aérienne inscrivent-ils leur action dans un cadre moral qui leur serait propre ?

Pour répondre à cette question, il semble d'abord nécessaire de s'intéresser à la manière dont l'éthique est appliquée à la guerre, pour constater que cela n'offre pas une granularité suffisante pour retranscrire les particularités de la guerre aérienne. Une éthique spécifique à la puissance aérienne semble alors se

¹⁵ RICŒUR (Paul), *Lectures 1. Autour du politique*, Seuil (La Couleur des idées), Paris, 1991, 420 p. Pour plus de détails sur les différentes compréhensions des notions associées à ces deux termes, voir par exemple l'introduction de la thèse de Geoffroy Murat : MURAT (Geoffroy), *L'éthique dans les organisations militaires : traduction sur le terrain et enseignements pour les sciences de gestion*, 425 p., sous la direction de M. Samuel Mercier, Th., Université de Bourgogne, 2016, NNT : 2016DIJOE005.

dégager, alors même que l'on tente de l'observer selon le prisme traditionnel de la théorie de la guerre juste. Enfin, l'interaction réciproque entre l'arme aérienne et ses serviteurs semble permettre d'élargir le raisonnement à la communauté des aviateurs, qui, à leur tour, sont caractérisés par une identité éthique qui leur est propre et qui les distingue, pour le meilleur et pour le pire, de leurs camarades des autres armées.

De l'éthique de la guerre à l'éthique de la guerre aérienne

L'éthique ou l'action réfléchie

Bref rappel conceptuel de philosophie morale

Paul Ricœur aborde la philosophie morale sous la forme d'un triptyque : « *la morale se distingue alors de l'éthique en amont, la source de la motivation morale, et des éthiques en aval, les éthiques appliquées dans les contextes*¹⁶. » En d'autres termes, la philosophie morale s'étudie sous trois axes différents : l'éthique fondamentale ou la méta-éthique (*qu'est-ce que le bien et le mal ?*), la morale en elle-même avec le domaine des normes (*que faut-il faire ou ne pas faire ?*), et l'ensemble des éthiques normatives appliquées à des domaines particuliers (professionnels par exemple). Concernant plus particulièrement ces dernières, Ricœur regroupe sous la désignation de « *sagesse pratique* » les « *éthiques appliquées qui, dans le cadre de jugements en situation s'inscrivant dans le tragique de l'action, tentent de dire et de faire le juste*¹⁷ ». Cela signifie que chaque communauté adopte une lecture et une compréhension spécifique de son milieu. L'éthique militaire est indiscutablement une éthique appliquée, et l'éthique de la puissance aérienne (postulons son existence propre à ce stade) l'est aussi.

Au sein de l'éthique normative, celle qui *prescrit*, et donc, *juge*, on distingue trois grandes familles qui, toutes, concernent la chose militaire. *La déontologie*,

¹⁶ RICŒUR (Paul), *Le Juste* 2, Esprit, Paris, 2001, 297 p.

¹⁷ *Ibid.*

d'inspiration kantienne, est le domaine des normes, obligations et interdits *absolus*. C'est en quelque sorte un code de conduite exigeant le respect de règles de comportement universelles (qui ne tiennent donc pas compte des valeurs propres à l'agent), qui juge d'une action a priori, sans tenir compte du contexte dans lequel elle s'inscrit, et quelles qu'en soient les conséquences. *Le conséquentialisme*, quant à lui, juge une action à l'aune de ses conséquences prévisibles au moment où elle est commise, en recherchant les meilleures conséquences possibles pour tout le monde ; cette approche se base donc sur des valeurs qu'il convient de promouvoir. Un cas particulier du conséquentialisme, *l'utilitarisme moral*, initié par les travaux de Jeremy Bentham et John Stuart Mill, recherche les actions dont les conséquences maximisent l'utilité collective, c'est-à-dire le bien d'une communauté morale (ou, à l'inverse, qui minimisent le tort qui lui est fait). *L'éthique de la vertu*, enfin, héritée de la pensée aristotélicienne, s'attache à la personne et recherche la manière d'agir la plus vertueuse ; elle juge la moralité de l'agent, ce qu'Aristote désignait par le terme *ethos*¹⁸.

¹⁸ Jean Baechler propose une définition détaillée de l'éthique de la vertu dans son *Précis d'éthique* : « *l'éthique fait obligation à chaque acteur d'acquérir les compétences correspondant le mieux à ses dotations naturelles, d'en faire l'acquisition jusqu'au niveau le plus élevé possible, de les mettre en œuvre avec la plus grande efficacité, de ne jamais cesser de les entretenir et de toujours s'efforcer de les améliorer encore.* » Il érige cette éthique de la vertu en véritable norme, au service de la société humaine, puisqu'il précise que « *cette injonction est un devoir général, applicable à tous, car elle est incluse dans la nature des fins ; en tant que solutions de problèmes de survie et de destination, elles doivent être portées à leur point de perfection le plus haut par l'entremise des contributions optimales de chaque être humain* ». BAECHLER (Jean), *Précis d'éthique*, Editions Hermann (Hermann Philosophie), Paris, 2013, 122 p.

De la coexistence de ces différentes familles naissent les dilemmes moraux. Ainsi, doit-on agir en respectant des règles coûte que coûte, comme le suggère la philosophie d'Emmanuel Kant ? Ou doit-on agir dans la perspective d'un effet final recherché, dont l'atteinte passe parfois par des chemins détournés ? Et que faire lorsque ces deux raisonnements proposent des choix inconciliables ? En effet, l'antinomie entre déontologisme, c'est-à-dire une *éthique de conviction*, et conséquentialisme, c'est-à-dire une *éthique de responsabilité*, selon la distinction opérée par Max Weber, l'amène à les considérer comme « *deux maximes totalement différentes et irréductiblement opposées*¹⁹ ». Toute la difficulté réside dans le fait d'éviter de succomber à la tentation, trop réductrice, d'en faire arbitrairement primer l'une sur l'autre, à l'image du célèbre adage de Machiavel : « *si le fait l'accuse, le résultat l'excuse* ». Aristote, dans *Ethique à Nicomaque*, esquisse une amorce de réponse en nous invitant à cultiver la *prudence*, ce talent qui consiste à saisir les opportunités en vue d'obtenir le bien. Il suggère que notre démarche intellectuelle procède à la fois par raisonnement et par intuition, ces deux voies étant présentées comme complémentaires pour aboutir à la meilleure – ou du moins à la moins mauvaise – décision²⁰. C'est donc une proposition fondée sur l'éthique de la vertu qu'il propose, pour tenter de dépasser une éventuelle aporie.

De même, une critique régulièrement formulée à l'endroit des conséquentialistes est l'incertitude dans

¹⁹ WEBER (Max), *Le savant et le politique*, 10x18, Paris, 2002, 224 p.

²⁰ FIAT (Éric), « Les enjeux éthiques de la décision – 2ème partie », *La lettre de l'Espace éthique*, n°15-16-17-18, Hiver – été 2002, 189 p., p. 39 – 41.

laquelle nous nous trouvons, *ex ante*, des conséquences de nos actions. C'est tout l'intérêt de faire appel à l'Histoire, comme nous nous proposons de le faire au sujet de la guerre aérienne, car elle-seule permet d'analyser, *ex post*, les conséquences réelles des décisions prises. Malgré tout, cela ne résout qu'une partie du problème, puisque nous ne pourrions pas les confronter aux conséquences des autres décisions (celles qui, justement, n'ont pas été prises), auxquelles nous n'aurons, par définition, jamais accès.

Le questionnement éthique, ou le choix d'une action fondée sur des valeurs dans la perspective de l'atteinte d'un souverain bien

Les questionnements éthiques surviennent lorsqu'aucun cheminement rationnel ne peut être tracé en référence à une théorie. On distingue deux volets dans le questionnement éthique : le *dilemme éthique* à proprement parler, c'est-à-dire la difficulté à distinguer ce qui est bien de ce qui est mal, et ce que Stephen Coleman appelle le « *test d'intégrité* », c'est-à-dire la difficulté de faire ce que l'on sait être bien²¹.

Pour parvenir à une décision, notre raisonnement peut s'appuyer sur des valeurs, universelles ou personnelles, dans la perspective d'atteindre un objectif ultime, que les philosophes appellent *souverain bien*. Basiquement, une valeur est ce à quoi nous accordons du prix, ce qui nous est précieux ; cela s'applique également aux idées. Sur des valeurs partagées par un groupe social sont bâties des normes que le groupe s'attend à voir respecter. Si l'on élargit la focale du groupe à la totalité

²¹ COLEMAN (Stephen), *Military Ethics: An Introduction with Case Studies*, Oxford University Press, Oxford, 2012, 320 p.

de la société, on comprend immédiatement que c'est la question du caractère universel, ou non, des valeurs qui va poser problème. En d'autres termes, sont-elles partagées par tout le monde, de tout temps et en tous lieux ? Sans être évidente, la réponse est, *a priori*, non. En effet, l'immense majorité des valeurs semblent contextuelles, contingentes, relatives²². Quoi qu'il en soit, selon Jean Baechler, « *l'éthique du bien et du mal connaît peu de variations de société à société, et d'époque en époque* ». Il précise seulement que « *le bien ne peut être recherché que dans des contextes culturels qui le particularisent sans le relativiser*²³ ».

De même n'y a-t-il pas de véritable consensus sur cet objectif ultime désigné par l'expression *souverain bien*, qui peut renvoyer à des notions diverses. Pour Spinoza par exemple, l'éthique est le chemin vers le bonheur ultime, autrement dit la joie, ou la béatitude (qui pour lui se caractérisent par la connaissance et l'amour de Dieu). Jean Baechler rejoint Spinoza, la dimension religieuse mise à part, lorsqu'il considère que « *les fins de l'éthique sont le bien, le bonheur et la béatitude ; ce sont les fins dernières de l'homme* » ; ou encore que la félicité sert de « *fin à toutes les fins*²⁴ ». Pour Aristote, c'est la vertu (l'éthique étant la visée d'une vie bonne), pour Epicure, le plaisir (au sens des plaisirs naturels et nécessaires). Enfin, pour le philosophe Pascal, c'est tout

²² Monique Canto-Sperber croit pour sa part en l'existence de « *normes universelles concrètes, fondées sur des valeurs communes et partagées qui sont les mêmes pour tous* » (HALPERN (Catherine), « Des valeurs partagées par toutes les cultures », in BEDIN (Véronique) [dir.], *Philosophies et pensées de notre temps*. Editions Sciences Humaines, Auxerre, 2011, p. 71 – 76). C'est une position qui n'est toutefois que peu partagée.

²³ BAECHLER, *op. cit.*

²⁴ Ibid.

simplement la paix. Là encore, Jean Baechler le rejoint et précise que « *la paix entre polities, par exemple, est une fin, qui doit s'appuyer sur un système d'alliances approprié et sur un instrument militaire efficace*²⁵ ».

Ainsi, l'éthique représente-t-elle le cheminement intellectuel et personnel qui passe une décision au prisme de valeurs, et dans la perspective d'un souverain bien. Elle est donc consubstantielle de la décision, et de son expression publique, l'action politique. Cas particulier du champ d'action politique, la guerre, qui selon la formule de Clausewitz en est la continuation par d'autres moyens, n'échappe pas à la règle. Paradoxalement peut-être, la gravité de la chose rend encore plus précieux et indispensable le questionnement éthique.

L'éthique de la guerre, ou comment surmonter le paradoxe

« *Il n'est pas évident que les principes éthiques fondamentaux s'appliquent aussi dans un conflit armé où la plupart des autres règles du comportement social sont mises en suspens et où les combattants sont entraînés à faire le contraire : tuer et détruire*²⁶ ».

Le dilemme moral de la guerre

Une éthique guerrière – tournure d'apparence oxymorique – peut sembler paradoxale à de nombreux

²⁵ Ibid.

²⁶ SASSOLI (Marco), BOUVIER (Antoine A.), QUINTIN (Anne), *Un droit dans la guerre ? : cas, documents et supports d'enseignement relatifs à la pratique contemporaine du droit international humanitaire*, volume 1, 2^{nde} édition, CICR, Genève, 2012, 487 p.

titres. On peine à imaginer une réflexion que ni le cadre temporel, ni l'importance des enjeux, ni même la discipline militaire ne semble favoriser. Par exemple, comme dans toute situation d'urgence, la contrainte temporelle de la décision en situation de guerre ne permet pas de concaténer l'ensemble de la connaissance nécessaire à la parfaite prise de décision. Pour autant, la guerre est loin d'être un simple déchaînement de violence, irrationnel et aléatoire. Elle résulte au contraire d'un raisonnement perpétuel, d'une dialectique entre deux volontés opposées pour paraphraser André Beauffre. Elle peut se manifester de différentes manières, qui reflètent différentes approches. Les deux pères de la stratégie, Sun Zu et Clausewitz, d'ailleurs, s'opposent : le premier préconise d'éviter la guerre dans toute la mesure du possible, tandis que le second prône une explosion de violence pour asservir la volonté de l'ennemi. Entre ces deux extrêmes, le choix est large.

Distincte de l'agressivité, qui est le mode de survie des espèces animales, la violence est sans aucun doute le propre de l'homme. Elle est d'ailleurs apparue relativement tard à l'échelle de l'humanité, vraisemblablement durant la période néolithique²⁷. Mais on distingue désormais la *force* de la *violence* : intuitivement, la première est juste, la seconde injuste, c'est-à-dire qu'elles se départagent au titre de la morale. Mais comment les différencier ? On peut par exemple recourir à un critère matériel (massacre, sévices...), ou encore à la catégorie de l'agent (public ou privé). C'est là tout l'intérêt d'une éthique de la guerre.

²⁷ PATOU-MATHIS (Marylène), dans l'émission « Aux origines de la violence et de la guerre », Podcast de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire *Le Collimateur*, diffusée le 26 novembre 2019.

Au niveau « supérieur », dans la théorie des relations internationales, le débat est vif entre les réalistes, qui considèrent au pire que la morale n'a pas sa place dans les relations internationales²⁸, au mieux que seules les conséquences des actions importent (c'est l'éthique de responsabilité d'inspiration wébérienne), et les idéalistes d'obédience kantienne, qui défendent une éthique de conviction en faisant primer l'accomplissement d'un devoir sur le résultat des actions. Mais Jean-Vincent Holeindre, citant Hubert Védrine, dépasse ce débat stérile en considérant qu'« *il importe en effet de ne pas opposer artificiellement la Realpolitik, où le jeu des puissances exclurait la prise en compte des critères moraux, à une politique exclusivement motivée par des considérations humanitaires. Ni l'une ni l'autre de ces options ne reflètent la réalité politique* »²⁹.

A l'échelle militaire, le dilemme moral de la guerre est exacerbé par la nécessité de remporter la victoire. Comme le rappelle Michael Walzer, les choix sont « *difficiles et douloureux* », et se résument dans « *le dilemme entre gagner et bien combattre* »³⁰. Il y a

²⁸ Au nom du principe de la *Kriegsraison*, c'est-à-dire le prolongement dans la guerre de la raison d'Etat. Ce principe fait donc barrière à toute justification éthique du bien-fondé d'une guerre menée pour des raisons stratégiques. En revanche, pour les réalistes, la conduite de la guerre en elle-même reste soumise au respect des principes de l'éthique de la guerre et du droit international. COLONOMOS (Ariel), « Ethique et théories des relations internationales », in JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste) et CHUNG (Roya) [dir.], *Ethique des relations internationales : Problématiques contemporaines*, PUF, Paris, 2013, 474 p.

²⁹ HOLEINDRE (Jean-Vincent), « Les deux guerres justes. L'éthique de la guerre face aux évolutions récentes de la conflictualité internationale », *Raisons politiques*, n°45, 2012/1, 256 p., p. 81 - 101.

³⁰ WALZER (Michael), *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Gallimard (Folio essais), Paris, 2006, 688 p.

d'abord le problème évident de la réciprocité. Nathanaël Ponticelli évoque une « *prime d'efficacité* » accordée au « *moins-disant éthique* » dans un rapport de force³¹. Il est tentant de refuser de s'imposer soi-même des contraintes lorsque l'adversaire, lui, ne bride pas son action. Dans la guerre menée par les démocraties libérales contre le terrorisme, on retrouve cette opposition entre une logique déontologiste qui impose aux démocraties de bien combattre, et une logique conséquentialiste, selon laquelle la fin justifie les moyens, qui autorise l'emploi de la terreur par les terroristes. Cette dernière est d'ailleurs condamnée par la première, au nom de l'impératif kantien de ne pas utiliser des humains comme moyens. Ainsi, face à la menace, une Nation peut-elle accepter de compromettre certaines de ses valeurs les plus fondamentales ? Comment, s'interroge Stephen Garrett au sujet des bombardement alliés contre les puissances de l'Axe, faire face à la remise en question des valeurs basiques de la civilisation sans en même temps bafouer ces mêmes valeurs en tentant de les défendre³² ? Il y a fort à parier qu'« *une victoire obtenue hors de tout cadre éthique ne serait pas tenable sur le long terme* »³³, dans la mesure où elle aurait exacerbé des rancœurs incompatibles avec l'installation d'une paix durable. C'est également l'enseignement que tire Bill Rhodes du célèbre dialogue mélien de *l'Histoire de la*

³¹ PONTICELLI (Nathanaël), « Ethique et efficacité : plaidoyer pour une conscience de guerre », *Revue Défense Nationale*, n°824, Novembre 2019, p. 73 – 78.

³² GARRETT (Stephen A.), *Ethics and Airpower in World War II: The British Bombing of German Cities*, St. Martin's Press, New York, 1993, 276 p.

³³ PONTICELLI, *op. cit.*

guerre du Péloponnèse de Thucydide³⁴. Paul Ricœur cerne parfaitement le type de questionnement éthique consubstantiel de la guerre, lorsqu'il postule que « *la sagesse de jugement consiste à élaborer des compromis fragiles où il s'agit de trancher moins entre le bien et le mal, entre le blanc et le noir, qu'entre le gris et le gris, ou, cas, hautement tragique, entre le mal et le pire*³⁵ ». Quoi qu'il en soit, si la guerre est horrible par nature, il est évident qu'elle le serait encore davantage sans éthique. Comme le résume Bill Rhodes, limiter la fréquence et le caractère destructeur de la guerre est dans l'intérêt de tout être humain³⁶.

Heureusement, dans le domaine de la guerre, les valeurs sont relativement consensuelles, face à des notions manichéennes comme la vie, la mort ou la souffrance. Au sein des démocraties occidentales, on peut constater l'existence d'une matrice commune de valeurs, malgré des sensibilités différentes à l'égard de la guerre, qui s'expliquent en partie par l'histoire des nations. En outre, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), adoptée le 10 décembre 1948, est une source d'inspiration universellement acceptée, du moins en théorie. C'est la hiérarchie entre les valeurs, leur ordonnancement qui diffère d'un groupe social à l'autre, voire même entre deux individus d'un même groupe social, pour celles qui se fondent sur des convictions personnelles intimes.

Mais alors, face à l'ensemble de ces paramètres, quand et comment peut-on légitimement recourir à la force ? Christian Nadeau et Julie Saada, analysant les

³⁴ RHODES (Bill), *An introduction to military ethics*, Praeger, Santa Barbara, 2009, 165 p.

³⁵ RICŒUR (Paul), *Le Juste I*, Esprit, Paris, 1995, 224 p.

³⁶ RHODES, *op. cit.*

travaux de Michael Walzer, considèrent que « *dans la guerre, les choix ne sont ainsi ni seulement politiques, ni seulement militaires (stratégiques et tactiques), mais aussi moraux, c'est-à-dire effectués en conformité ou en violation de normes juridiques (les conventions internationales) comme de normes morales (dont les doctrines de la guerre juste se veulent des formulations)*³⁷ ». C'est pourquoi il nous faut maintenant nous attarder quelques instants sur cette théorie de la guerre juste.

L'enserrement de la guerre par la théorie de la guerre juste

La manière d'utiliser la force se décline dans chaque grande aire culturelle. Au sein des démocraties occidentales³⁸, de tradition judéo-chrétienne, cet *habitus de la guerre* est connu sous la dénomination de *théorie de la guerre juste*. Apparue en Occident à la fin de l'Antiquité et construite au fil des siècles, cette éthique normative a été adaptée à l'ère moderne par Michael Walzer³⁹. Elle effectue un découpage entre trois grands domaines de la guerre : le *jus ad bellum* encadre le recours à la guerre, le *jus in bello* le déroulement de la

³⁷ NADEAU (Christian) & SAADA (Julie), *Guerre juste, guerre injuste : Histoire, théories et critiques*, PUF (Philosophies), Paris, 2009, 153 p.

³⁸ Jean-Baptiste Jeangène Vilmer rappelle que le concept de guerre juste n'est pas une exception occidentale, et que l'on retrouve des principes similaires dans nombre d'autres civilisations. JEANGÈNE VILMER (Jean-Baptiste), « L'éthique de la guerre », in JEANGÈNE VILMER & CHUNG, *op. cit.*

³⁹ Il faut toutefois noter que la norme éthique évolue avec son époque. Augustin, par exemple, a fait évoluer la théorie de la guerre juste pour réconcilier deux impératifs opposés : l'enseignement chrétien hostile à l'utilisation de la violence et la défense de l'Empire romain.

guerre, et le *jus post bellum* la transition et le retour à la paix. Pour complexifier la chose, chacun de ces domaines regroupe à la fois des normes de droit positif⁴⁰ et des normes morales.

Même si cela peut paraître légèrement rébarbatif, il est nécessaire de poser dès maintenant les principes qui sous-tendent les deux premiers volets de la théorie de la guerre juste, à l'aune desquels la puissance aérienne pourra ensuite être analysée.

Pour le *jus ad bellum*, le principe est simple et clairement établi en droit international : les Etats doivent s'abstenir de recourir à la force ; on parle d'ailleurs de *jus contra bellum*. Toutefois, il y a évidemment des exceptions, et, à l'instar de Christian Nadeau et Julie Saada⁴¹, il semble pertinent de retenir six critères : l'existence d'une déclaration publique d'une autorité légitime, la juste cause (au sens de ce qui déclenche le recours à la force), l'intention droite (au sens de l'objectif poursuivi), le dernier recours (toutes les autres voies doivent avoir été explorées), la proportionnalité (les gains de l'entrée en guerre doivent être supérieurs aux maux qu'elle engendre), et des chances raisonnables de succès⁴². Le *jus ad bellum* concerne le décideur politique.

Concernant le *jus in bello*, il s'agit cette fois de limiter la souffrance et les horreurs de la guerre. Nadeau et Saada dégagent de nouveau six critères qui coïncident avec ceux du Droit International Humanitaire (DIH) : l'obéissance inconditionnelle aux lois internationales sur les armes prohibées, la discrimination entre combattants

⁴⁰ Règles de droit en vigueur, écrites et publiées.

⁴¹ NADEAU & SAADA, *op. cit.*

⁴² Parmi ces six critères, seules l'intention droite et les chances raisonnables de succès ne sont pas codifiées en droit international à ce jour, et restent donc du ressort unique de l'éthique normative.

et non-combattants, la proportionnalité des moyens utilisés, le respect des prisonniers de guerre, le refus des moyens *mala in se* (méthodes ou moyens intrinsèquement mauvais), et l'absence de représailles. Le *jus in bello* concerne le combattant militaire.

Ces deux premiers volets sont théoriquement indépendants ; en réalité, ils s'avèrent inévitablement liés. Si la guerre est juste, le soldat se doit d'adopter un comportement exemplaire à la hauteur de son pays et de sa cause ; si elle est injuste, il doit se l'imposer pour redorer l'image de son pays. Les scandales éthiques déclenchés par le comportement de certains militaires occidentaux, alors même que leur pays est le plus souvent engagé dans des conflits considérés comme légitimes, affaiblissent cette légitimité. L'opinion publique nationale se désolidarise alors de l'intervention, engendrant un désastre comme en Algérie ou au Vietnam. On observe aujourd'hui une résurgence de l'approche héritée des maréchaux français Gallieni et Lyautey, et remise à jour par le général Stanley McChrystal en Afghanistan en 2009 : il s'agit avant tout de *gagner les cœurs et les esprits* des populations locales, sans quoi la guerre est perdue d'avance.

Le troisième volet de la théorie de la guerre juste, plus récent, est le *jus post bellum*. Il s'agit de la justice transitionnelle au terme du conflit : les guerres doivent déboucher sur une paix juste. Toutefois, il ne concerne que de très loin la puissance aérienne, aussi sera-t-il volontairement négligé ici.

Si la théorie de la guerre juste fait l'objet d'un large consensus au sein des démocraties libérales, il faut toutefois préciser qu'elle a aussi quelques détracteurs. Certains, comme Maja Zehfuss, considèrent que l'idée même d'une guerre qui serait éthique facilite sa justification, et dénoncent l'aporie d'un raisonnement

engendrant *in fine* la mort de civils que l'on affirme vouloir protéger⁴³. En d'autres termes, on tue et on opprime pour faire cesser les meurtres et l'agression. Son raisonnement s'inscrit dans la conception pacifiste des relations internationales. A l'extrême opposé figure aussi la frange réaliste, pour qui, comme nous l'avons déjà rappelé, la morale n'a pas sa place dans la guerre.

Le respect du droit international comme première règle de l'éthique de la guerre

Intéressons-nous d'abord au droit positif international. Concernant le *jus ad bellum*, le recours à la force est interdit par la Charte des Nations Unies⁴⁴, même s'il existe trois exceptions : la légitime défense, l'intervention sous chapitre VII de la Charte ou à la demande d'un pays tiers. Cette interdiction de principe témoigne de l'esprit pacifique qui la sous-tend. Le droit des conflits armés⁴⁵ quant à lui recense le droit dit *de Genève* (ensemble des règles protégeant les personnes qui se trouvent au pouvoir de la partie adverse) et le droit dit *de La Haye* (ensemble des règles relatives à la conduite des hostilités), dont les périmètres respectifs s'entremêlent parfois. Comme pour le *jus ad bellum*, on distingue cette inspiration pacifique dans la mesure où le

⁴³ ZEHFUSS (Maja), *War and the Politics of Ethics*, Oxford University Press, Oxford, 2018, 260 p.

⁴⁴ Article 2 § 4 : « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force [...] ».

⁴⁵ Par souci de simplification dans le cadre de ce mémoire, *droit international humanitaire* et *droit des conflits armés* seront considérés comme renvoyant au même champ d'application juridique.

fait d'imposer des restrictions à la conduite de la guerre rend celle-ci plus improbable⁴⁶.

L'éthique et le droit (entendu comme la régulation des comportements par la loi) sont irrémédiablement imbriqués. L'éthique précède le droit, l'inspire, le façonne, et celui-ci, en retour, la confronte au réel, l'influence parfois. Ils entrent quelquefois en conflit, lorsque la loi est moralement condamnable, comme les lois de déportation des juifs sous l'occupation du III^{ème} Reich ; il peut alors être éthique d'enfreindre la loi. Les normes éthiques, moins objectives, peuvent à l'inverse être manipulées à des fins politiques, ce qui milite pour une codification normative par le truchement du droit. Il apparaît donc judicieux de se référer aux principes de la guerre juste comme fond de réflexion immuable, autour duquel les normes peuvent être éditées.

Si les normes éthiques ne sont pas universelles, le respect du droit *en général* semble logiquement pouvoir faire l'objet de l'une des premières règles de l'éthique, sauf à remettre en question le cadre même de la société. Pour les démocraties libérales au moins, dans le champ des relations internationales en général, comme dans le cas particulier des conflits armés, le respect du droit (national et international) a valeur de norme, voire de postulat. D'autant plus que le droit international humanitaire est en quelque sorte la déclinaison juridique de cette longue tradition éthique qu'est la théorie de la guerre juste, et, d'un point de vue plus cynique, puisqu'il n'est pas – ou peu – contraignant. Il n'existe pas de législateur supranational, c'est bien tout le problème du

⁴⁶ MAIER (Charles S.), « Les villes pour cible : débats et silences autour des bombardements aériens de la Seconde Guerre mondiale », *International Review of the Red Cross*, n°87 (sélection française), 2005, p. 183 – 202.

droit des conflits armés. Il se fonde donc sur les accords internationaux, conclus au bon vouloir des gouvernements. François Bugnion nous rappelle que « *le droit international humanitaire contemporain se distingue des règles antérieures par le fait qu'il ancre sa force obligatoire dans le droit positif, c'est-à-dire dans la volonté des États, qui s'exprime principalement par la coutume et par des traités* »⁴⁷. Mais les institutions internationales n'ont pas les moyens d'empêcher les États d'entrer en guerre illégalement, comme en témoignent les interventions au Kosovo en 1999, en Irak en 2003, ou encore l'intervention turque au nord de la Syrie depuis 2019. Ainsi, le droit international ne fait pas tout. Il régule, encadre, punit (par le biais de la Cour Pénale Internationale) quand il le peut. C'est justement aux limites du droit que l'éthique entre en jeu.

Cette articulation entre légitimité et légalité est intéressante. La légitimité de l'emploi de la force se fonde sur un jugement moral, par nature subjectif. Comme le souligne Marc Guillaume, la légalité internationale est là pour encadrer le recours à la violence légitime⁴⁸. Mais face à un droit qui « *hésite entre l'encadrement de la guerre et son interdiction* »⁴⁹, au travers de l'opposition moderne entre usage classique de la force et conception humanitaire de la guerre, le recours à l'éthique reprend toute son importance. La France a par exemple pour ambition de faire évoluer ce droit international pour le faire mieux coïncider avec les valeurs qu'elle défend. A l'occasion d'un discours prononcé à l'Ecole militaire, axé de manière inédite sur

⁴⁷ BUGNION (François), « Droit de Genève et droit de La Haye », *International Review of the Red Cross*, n°83/844, 2001, p. 901 – 922.

⁴⁸ GUILLAUME (Marc), « Légitimité et légalité de l'action militaire », *Inflexions*, n°36, 2017/3, 266 p., p. 67 – 72.

⁴⁹ HOLEINDRE, *op.cit.*

les questions éthiques liées à la possession de l'arme nucléaire, le Président de la République Emmanuel Macron donne pour objectif à la France « *d'œuvrer à l'instauration d'un ordre international différent, avec un gouvernement du monde efficace capable d'établir le droit et de le faire respecter*⁵⁰ ».

Dans le cas particulier des guerres asymétriques, une démocratie qui s'abaisserait à utiliser les mêmes moyens que son adversaire signerait tôt ou tard la victoire de celui-ci. Laborieusement obtenu après des siècles de barbarie, le droit international humanitaire est précieux et son respect représente un véritable enjeu de civilisation. C'est donc bien dans un cadre légal que doit d'abord se combattre le terrorisme. Mais comme le fait remarquer Jean-Vincent Holeindre, « *les armées des États démocratiques doivent désormais composer avec des conflits armés aux contours mal définis, qui n'entrent pas dans le schéma « classique » de la guerre interétatique ni dans le modèle juridique qui s'est imposé après le traité de Westphalie* ». Il ajoute que « *l'effacement de la guerre interétatique au profit de guerres "irrégulières" représente un défi à la fois moral et politique*⁵¹ ». C'est donc encore une fois dans le double respect du droit international⁵² et de l'éthique que les démocraties libérales doivent inscrire leur action militaire.

⁵⁰ MACRON (Emmanuel), *Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^{ème} promotion de l'Ecole de guerre*, Paris, 7 février 2020, 16 p.

⁵¹ HOLEINDRE, *op. cit.*

⁵² Il existe évidemment des exceptions, regrettables, qui confirment la règle, comme par exemple les interventions au Kosovo en 1999 ou en Irak en 2003 (en ce qui concerne le recours à la force).

Vers une éthique de la guerre aérienne ?

Naturellement, ce qui est vrai pour la guerre en général, s'applique aussi à la guerre aérienne. Pourtant, deux raisons semblent justifier l'existence d'une éthique propre à la puissance aérienne.

Une arme aux caractéristiques spécifiques

Premièrement, les caractéristiques de l'arme aérienne, héritées du milieu dans lequel elle évolue, en font une arme tout à fait particulière et la différencient de ses consœurs terrestre et navale. Nous reviendrons sur ces spécificités tout au long de notre réflexion, mais nous pouvons d'ores et déjà les esquisser ici.

Evoquons d'abord sa forte létalité. A titre d'illustration, le *Père de toutes les bombes*, une bombe thermobarique russe larguée par avion pour la première fois en 2007, serait capable de générer l'équivalent de quarante-quatre tonnes de TNT⁵³. Ensuite, l'arme aérienne allie fulgurance (les avions actuels peuvent voler à plus de deux fois la vitesse du son) et ubiquité (elle peut intervenir en tout point du globe). Elle présente une forte dimension technologique, mais aussi politique, ce qui mérite d'étudier son articulation avec le *jus ad bellum*. C'est enfin une arme au spectre large, qui peut être employée tour à tour comme outil stratégique et tactique.

Dans le panel des opérations militaires, ces spécificités incontestables conduisent à un emploi particulier ; il semble donc logique de s'intéresser aux répercussions éthiques de celui-ci. D'autant plus que le recours palliatif au droit n'est pas possible, puisqu'il n'existe pas réellement de droit de la guerre aérienne.

⁵³ Acronyme pour *Trinitrotoluène*.

L'absence d'un droit de la guerre aérienne

En préambule, commençons par rappeler que « *l'essor technologique constant et rapide dans le domaine de l'aviation* » est peu propice à l'établissement d'un socle juridique solide pour la guerre aérienne ; en conséquence, « *les instruments juridiques qui abordent spécifiquement le thème de la guerre aérienne sont peu nombreux et d'une faible portée*⁵⁴ ».

De manière générale, sur le plan juridique, l'emploi de l'arme aérienne, à l'instar des autres modes de recours à la force, doit être conforme au droit de la guerre et au droit international humanitaire. Mais d'un point de vue plus spécifique, Javier Guisández Gómez souligne l'absence totale de droit positif (et de droit conventionnel⁵⁵ en l'occurrence) encadrant l'action aérienne, mais affirme qu'elle est soumise à la fois à un droit naturel⁵⁶, à un droit coutumier⁵⁷, et aux restrictions spécifiques du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève de 1949. Pascal Dupont confirme qu'il « *n'existe pas de traité international régissant les opérations aériennes en tant que telles*⁵⁸ ». En revanche, le droit de la guerre aérienne serait plutôt subordonné au droit de la guerre *sur terre* (dont les principes sont d'application générale), notamment via la deuxième

⁵⁴ SASSOLI, BOUVIER, QUINTIN, *op. cit.*

⁵⁵ Règles de droit établies par des traités interétatiques.

⁵⁶ Droits possédés par les individus du fait de leur simple appartenance à l'Humanité.

⁵⁷ Pratiques traditionnelles consacrées par le temps et acceptées comme source de droit.

⁵⁸ DUPONT (Pascal), « Les opérations aériennes face au droit international », *Revue Française de Droit Aérien et Spatial*, n°292, 2019/4, p. 453 – 479.

Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1899.

En l'absence de règles spécifiques, il s'agit donc de s'interroger à la fois sur la licéité des moyens (armes) et la licéité des méthodes (tactiques), au travers de la réglementation qui ne concerne pas spécifiquement l'arme aérienne.

L'encadrement des armes concerne principalement le bombardement, qui est sans aucun doute l'expression la plus contestée de la guerre aérienne. Dans la lignée de la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868, qui peut être considérée comme le premier accord formel visant à interdire l'utilisation de certaines armes pendant la guerre, les déclarations adoptées lors des deux Conférences internationales de la Paix, organisées à La Haye en 1899 et 1907, ont interdit « *de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux*⁵⁹ », et, plus largement, « *d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus*⁶⁰ ». Ultérieurement, la seule mention spécifique de l'arme aérienne en DIH se retrouve dans le *Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires* signé à Genève le 10 octobre 1980. Celui-ci stipule qu'« *il est interdit en toutes circonstances de faire d'un objectif militaire situé à l'intérieur d'une concentration de civils*

⁵⁹ Déclaration relative à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux, signée à La Haye le 29 juillet 1899.

⁶⁰ Article 25 de l'annexe *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* à la Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, signée à La Haye le 18 octobre 1907. Est seulement ajoutée, par rapport à la version de 1899, la mention « *par quelque moyen que ce soit* ».

l'objet d'une attaque au moyen d'armes incendiaires lancées par aéronef ». Cette mention s'explique sans doute par l'atrocité particulière des dommages causés par les bombardements au napalm⁶¹, en Corée, en Indochine (les fameux *bidons spéciaux*), en Algérie ou au Vietnam par exemple. Il y a évidemment l'interdiction juridique de *possession* de l'arme nucléaire par le TNP⁶², pour les Etats non dotés. Cette interdiction ne concerne toutefois pas l'*emploi* des armes nucléaires par les Etats dotés, qui, comme le rappelle Gómez, n'ont jamais été « *ni interdites ni même condamnées par aucun traité international. Seule l'Assemblée Générale des Nations Unies, par la Résolution 1653 (XVI), en a condamné l'emploi en 1953*⁶³ ». C'est l'objet du Traité d'Interdiction de l'Arme Nucléaire (TIAN) signé en 2017, dont la portée, une fois ratifié, restera toutefois essentiellement symbolique (il ne s'imposera pas aux Etats dotés qui, selon toute vraisemblance, refuseront d'y adhérer). Enfin, outre l'interdiction presque universelle des armes bactériologiques et chimiques⁶⁴, l'emploi de certaines armes dites conventionnelles (qui peuvent être mises en œuvre via l'arme aérienne) est également prohibé ou au minimum encadré : les mines anti-personnelles⁶⁵ (dont

⁶¹ Voir par exemple ANONYME, « Qu'est-ce que le Napalm ? », *Esprit*, n°202/5, 1953, p. 761–767.

⁶² *Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires*, signé le 1^{er} juillet 1968 et entré en vigueur le 5 mars 1970. Il regroupe à ce jour 191 Etats parties, dont la France.

⁶³ GÓMEZ (Francisco Javier Guisández), « Le droit dans la guerre aérienne », *International Review of the Red Cross*, n°80/830, 1998, p. 371 – 388.

⁶⁴ Les conventions sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques regroupent respectivement 185 et 193 Etats parties.

⁶⁵ *Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction* (dite *Convention d'Ottawa*), signée le 3 décembre 1997 et

l'une des modalités de mise en place fait intervenir des *semeurs* aériens), les armes incendiaires⁶⁶, les armes aveuglantes⁶⁷ ou encore les bombes à sous-munitions⁶⁸.

Quant aux tactiques autorisées, toujours selon Gómez, si la *perfidie* est évidemment inconditionnellement proscrite, les *stratagèmes* aériens (comme le camouflage, l'intrusion radioélectrique ou le brouillage électromagnétique) sont licites en tout temps.

Enfin, pour être tout à fait exhaustif, aux questions comme « qui peut faire la guerre aérienne ? » ou « quels peuvent être les objectifs d'une attaque aérienne ? », c'est le droit comparé qui permet d'apporter un certain nombre de réponses⁶⁹.

Historiquement, on peut donc relever une forme de *pacifisme aérien*, dont l'origine vient sans doute de la forte préoccupation des puissances qui avaient, aux débuts de l'aviation, accumulé un retard technologique important dans le domaine aéronautique. Des tentatives de régulation ou d'interdiction juridique du bombardement aérien surviendront durant la période de l'entre-deux-guerres, avec la Conférence de La Haye

entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999. Elle regroupe à ce jour 164 Etats parties, dont la France.

⁶⁶ *Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III à la Convention de 1980 sur certaines armes classiques)*, signé le 10 octobre 1980 et entré en vigueur le 2 décembre 1983. Il regroupe à ce jour 115 Etats parties, dont la France.

⁶⁷ *Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV à la Convention de 1980 sur certaines armes classiques)*, signé le 13 octobre 1995 et entré en vigueur le 30 juillet 1998. Il regroupe à ce jour 109 Etats parties, dont la France.

⁶⁸ *Convention sur les armes à sous-munitions*, signée le 3 décembre 2008 et entrée en vigueur le 1^{er} août 2010. Elle regroupe à ce jour 108 Etats parties, dont la France.

⁶⁹ Pour une présentation plus détaillée des règles juridiques applicables à la guerre aérienne, voir l'article de Francisco Javier Guisández GÓMEZ cité *supra*.

(décembre 1922 – février 1923)⁷⁰ et la Conférence de Genève (février 1932), sans succès en l'absence de consensus international.

L'article 24 des règles proposées à la Conférence de La Haye de 1923 autorise le bombardement aérien « *lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net* », mais interdit en revanche « *le bombardement de cités, de villes, de villages, d'habitations et d'édifices qui ne se trouvent pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre* ». Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) considère toutefois que ces règles ont valeur de droit coutumier liant l'ensemble de la communauté internationale⁷¹.

Pour conclure avec le droit de la guerre aérienne, il est intéressant de mentionner l'existence d'un *Manuel de droit international applicable à la guerre aérienne et à la guerre des missiles*⁷², peu connu, rédigé par un groupe d'experts à Berne en 2009, à l'instar de ce qui avait été réalisé pour la guerre sur mer avec le *Manuel de San Remo*.

⁷⁰ Cette réunion d'une commission d'éminents juristes avait pour objectif la rédaction des règles de la guerre aérienne, mais celles-ci n'ont jamais été adoptées, pas même par les Etats représentés au sein de la Commission.

⁷¹ SASSOLI, BOUVIER, QUINTIN, *op.cit.*

⁷² *Manual on International Law Applicable to Air and Missile Warfare*, site ReliefWeb du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 2009, URL : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B2E79FC145BFB3D492576E00021ED34-HPCR-may2009.pdf>, consulté le 5 avril 2020.

L'architecture de la décision dans la guerre aérienne

Pour résumer cette première partie, il peut être utile de construire un arbre de décision applicable à la guerre aérienne.

Au sommet figure le droit, national et international. Au-delà du cadre juridique, théoriquement maîtrisé du décideur politique à l'exécutant militaire (chacun en ce qui concerne sa sphère de responsabilité), des règles d'engagement viennent préciser dans quel cas telle ou telle action militaire est autorisée. Une action autorisée dans l'absolu par le droit international peut ainsi être volontairement retenue par un belligérant. Ces règles d'engagement sont en quelque sorte une éthique appliquée transformée en contrainte juridique. Les différentes Nations d'une coalition ont d'ailleurs la possibilité d'imposer des restrictions nationales, en fonction de valeurs et de traditions qui leurs sont propres. Les règles d'engagement prennent tout leur sens en matière aérienne, puisqu'elles permettent justement de réglementer un usage de la force spécifique à l'arme aérienne et au sujet duquel le droit international serait muet.

L'éthique intervient donc en amont du droit, avec la méta-éthique, lorsqu'elle s'interroge sur le bien et le mal et qu'elle *enfante* le droit. Elle intervient aux côtés du droit, puisqu'elle l'alimente directement par le biais des ROEs⁷³. Mais elle intervient surtout en aval du droit, lorsqu'elle permet, par le raisonnement individuel, d'aider à l'action dans un contexte militaire défini. Du chef politique au membre d'équipage, dans le champ du

⁷³ Pour *Rules Of Engagement* (règles d'engagement). L'acronyme anglais est couramment utilisé en langue française.

jus ad bellum comme dans celui du *jus in bello*, l'éthique est un guide sans lequel la puissance aérienne serait un monstre incontrôlable, à l'image de la créature de Frankenstein.

Il est donc grand temps de vérifier, à l'épreuve des faits, notre postulat de l'existence d'une éthique spécifique de la guerre aérienne.

De la pertinence d'une éthique de la puissance aérienne

Au sens du jus ad bellum : une arme qui a transformé la manière de faire la guerre

Une arme politique par excellence

L'arme aérienne a incontestablement la faveur des décideurs politiques. Son utilisation intensive, parfois de manière quasi-exclusive, au cours des opérations militaires récentes – *Desert Storm* (1991, en Irak), *Deliberate Force* (1995, en Bosnie-Herzégovine), *Allied Force* (1999, au Kosovo), *Unified Protector* (2011, en Libye) ou encore *Inherent Resolve* (depuis 2014 en Syrie et en Irak) – le démontre. La puissance aérienne offre aujourd'hui la perspective d'une victoire militaire sans entraîner une destruction à grande échelle, et tout en limitant les pertes en vies humaines. Sans doute plus important encore, elle permet une létalité accrue par la combinaison d'une forte puissance de feu et d'une extrême précision. Par là-même, compte-tenu de l'ampleur potentielle de ses effets et de l'importance croissante du cadre légal dans les démocraties occidentales, elle est intimement liée à l'échelon politique qui devra directement en assumer les conséquences. Pour cette raison, le pouvoir politique a régulièrement tendance à accaparer au niveau central la supervision des opérations aériennes. Dès la Première Guerre mondiale, alors que la Royal Air Force (RAF) venait juste d'acquérir son indépendance des autres armées, le Gouvernement britannique décida de conserver un contrôle très serré sur l'Independent Air Force, c'est-à-dire sur la force chargée des raids

stratégiques sur le territoire allemand. Un contrôle politique, dans l'optique d'un résultat politique : briser le moral de la population ouvrière, donc dégrader la production et engendrer un soulèvement pacifiste au sein de la population ennemie. Pendant la guerre du Vietnam par exemple, la stratégie, les cibles, et parfois même les tactiques de la campagne aérienne *Rolling Thunder* étaient généralement décidées lors des déjeuners du mardi à la Maison Blanche, auxquels participaient des anciens membres des forces terrestres ou navales, mais aucun aviateur (à l'exception de Robert McNamara qui avait servi dans l'US Army Air Forces). D'après Phillip Meilinger, le président Johnson se serait vanté de son contrôle sur les aviateurs en prononçant les mots suivants : « *Je ne laisserai pas ces généraux de l'armée de l'air bombarder ne serait-ce que la plus petite remise... sans m'en parler*⁷⁴ ».

Par nature, le commandement des opérations aériennes se conçoit par un contrôle centralisé doublé d'une exécution décentralisée⁷⁵. Cette centralisation du contrôle peut être réalisée à distance de la zone d'opération. L'expérience montre que cette situation, que les structures de commandement soient situées sur le territoire métropolitain⁷⁶ ou non, est particulièrement propice à une surveillance étroite et en temps réel du pouvoir politique sur le déroulement des opérations.

⁷⁴ MEILINGER (Phillip S.), « Paradox list », *Air Force Magazine*, n°92, 2009/4, p. 62 – 65.

⁷⁵ Doctrine en vigueur aussi bien dans l'US Air Force que dans l'Armée de l'air.

⁷⁶ A l'instar du Joint Force Air component Command pour l'Afrique centrale et de l'ouest, situé sur la base aérienne de Lyon-Mont Verdun, d'où sont planifiées les opérations aériennes pour l'opération *Barkhane* au Sahel.

Quoi qu'il en soit, dans la logique de la formule de Clausewitz, l'emploi de l'outil militaire reste une partie d'un tout, politique, et l'arme aérienne n'échappe pas à la règle. Une doctrine *douhétienne* de guerre absolue – que permettrait la puissance aérienne – n'est pas envisageable aujourd'hui dans la mesure où elle n'est plus acceptable au plan politique. Le recours à l'arme nucléaire reste toutefois une exception notable, tel qu'il est théorisé tout au moins, même s'il semble pertinent de rappeler que la plus faible charge des missiles aéroportés engendrerait nettement moins de victimes civiles qu'une frappe nucléaire réalisée à partir d'un sous-marin lanceur d'engin⁷⁷. De toute évidence, et alors même qu'elle est depuis plus d'un demi-siècle pensée comme une arme de non-emploi, la bombe atomique demeure un instrument politique de premier ordre⁷⁸.

⁷⁷ Une critique est cependant faite aux armes nucléaires discriminantes, qui allient précision et faible charge, et qui sont plus vraisemblablement destinées à des objectifs militaires dans le cadre d'une stratégie *antiforce*. Cette stratégie nécessite de disposer d'une grande quantité d'armes pour garantir la préservation de quelques-unes d'entre elles, et quasiment de frapper en premier pour être certain de ne pas les voir détruites. Ainsi, elles ont pour conséquence d'abaisser dangereusement le seuil de la guerre nucléaire et d'accroître le risque de dissémination. RHODES, *op.cit.*

⁷⁸ L'amiral Raoul Castex constatait dès octobre 1945 que la possession de cette arme changeait radicalement les rapports de force entre les Etats puisque la bombe permettait à une nation faible de dissuader une nation forte de l'attaquer. CASTEX (Raoul), « Aperçus sur la bombe atomique », *Revue Défense Nationale*, n° 17, Octobre 1945, p 466 – 473.

Une arme qui contribue à contenir l'explosion de la violence

L'histoire a démontré la possibilité d'employer l'arme aérienne *en-deçà* d'un conflit armé. L'avion de reconnaissance américain U-2 abattu le 1^{er} mai 1960 dans l'espace aérien soviétique, comme le chasseur turc F-4 *Phantom* abattu par le régime syrien en 2012, présentent la caractéristique commune de ne pas avoir entraîné l'invocation d'une violation de l'article 2§4 de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire de l'interdiction du recours à la force. Il est en revanche accepté que les Etats fassent usage de la force pour riposter à ce type d'événement, considéré comme une infraction aux règles de la navigation aérienne⁷⁹. Au cours de la guerre de Corée, qui était évidemment un conflit ouvert, les Américains et les Chinois ont refusé d'entrer mutuellement en guerre. Au grand dam des planificateurs aériens américains, les avions chinois ne pouvaient être engagés en combat que du côté coréen de la frontière avec la Chine, et surtout leurs bases de mise en œuvre, situées en Chine, tout comme les infrastructures industrielles chinoises, n'ont jamais fait partie des cibles autorisées. Même si ces conditions d'utilisation dégradent nécessairement son efficacité, la puissance aérienne permet dans ce genre de cas de circonscrire le conflit à un affrontement régional, tout en infligeant des dommages à l'ennemi non-déclaré. Il faut toutefois reconnaître que ces combats aériens entre équipages chinois et américains dans le ciel de Corée ne respectaient évidemment pas le critère de la déclaration de guerre par une autorité légitime du *jus ad bellum*.

⁷⁹ DUPONT, *op. cit.*

Un autre atout de l'arme aérienne réside dans sa forte dimension diplomatique. Jérôme de Lespinois parle de *diplomatie de la puissance aérienne*⁸⁰, celle-ci étant particulièrement adaptée à la notion plus large de diplomatie coercitive⁸¹, théorisée par Thomas Schelling au tout début des années 1960. Pascal Vennesson intitulait d'ailleurs l'un de ses articles sur le Kosovo : « *Bombarder pour convaincre*⁸² ». Dupont remarque que cette diplomatie coercitive est adoubée par l'article 45 de la Charte des Nations Unies, qui stipule qu'« *afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des Membres des Nations Unies maintiendront des contingents nationaux de forces aériennes immédiatement utilisables en vue de l'exécution combinée d'une action coercitive internationale*⁸³ ». Au-delà, naturellement, de l'*action*, la puissance aérienne contribue aux deux autres modes stratégiques développés par Hervé Couteau-Bégarie dans *Le traité de stratégie*⁸⁴, c'est-à-dire la dissuasion et la coercition. Pour faire simple, la *dissuasion* consiste à empêcher, par la menace de la force, un adversaire de faire quelque chose avant qu'il ne le fasse, tandis que la

⁸⁰ LESPINOIS (Jérôme de), « Qu'est-ce que la diplomatie aérienne », *Air & Space Power Journal – Afrique et Francophonie*, n°3/4, 2012, p. 67 – 77.

⁸¹ N'oublions pas que la puissance aérienne peut également contribuer à une forme de diplomatie *positive*, comme en témoigne le pont aérien de Sarajevo. Plus long pont aérien de l'histoire, il a permis, de 1992 à 1996, d'acheminer 180 000 tonnes d'aide humanitaire en 13 000 sorties.

⁸² VENNESSON (Pascal), « Bombarder pour convaincre ? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo », *Cultures & Conflits*, n°37, 2000/1, p. 23 – 59.

⁸³ DUPONT, *op. cit.*

⁸⁴ COUTEAU-BEGARIE (Hervé), *Le traité de stratégie*, Economica, Paris, 2011 (7^{ème} édition), 1200 p.

coercition recherche l'arrêt par cet adversaire de quelque chose qu'il commet déjà, par l'usage (limité) de la force.

L'effet dissuasif de la puissance aérienne a été perçu et théorisé dès son origine. Les frères Wright par exemple pensaient au tout début du XX^{ème} siècle qu'aucun gouvernement ne se risquerait plus à déclencher une guerre, compte-tenu de l'ampleur des dévastations que les avions seraient bientôt en mesure d'infliger à l'encontre des populations⁸⁵. Avant la Première Guerre mondiale, malgré la montée des tensions, nombreux étaient ceux qui voyaient l'aéroplane comme un facteur d'empêchement de la guerre. Cette idée, portée pendant toute la première moitié du XX^{ème} siècle, fut contredite à deux reprises par la survenance d'une guerre mondiale. Toutefois, la transposition de cette logique à l'arme nucléaire connaîtra un succès indéniable, comme en témoigne l'absence d'affrontement direct entre les deux blocs au cours de la Guerre froide. Pour les théoriciens de la dissuasion nucléaire, comme Albert Wohlstetter, « *l'arme nucléaire instaure un "équilibre de la terreur" qui constitue un moyen efficace d'éviter un nouveau conflit mondial*⁸⁶ ». La résonnance éthique de la dissuasion est immédiate, dans la mesure où le mal de la guerre, dissuadé, ne se réalise pas. Alors même que de prime abord, l'arme nucléaire apparaît comme une arme apocalyptique par excellence, immorale s'il en est, inspirant à Michael Walzer les propos suivants : « *les armes nucléaires pulvérisent la théorie de la guerre juste. Elles sont les premières innovations techniques de l'humanité que nous ne pouvons pas faire entrer dans les*

⁸⁵ KELLY (Fred C.), « The Wright Brothers' worst brush off », *Air Force Magazine*, n°36, 1953/12, p. 38.

⁸⁶ Cité par HOLEINDRE, *op. cit.*

*limites de notre univers moral familial*⁸⁷ ». Mais la réflexion sur l'éthique de la dissuasion nucléaire, que nous venons d'effleurer, ne sera pas développée davantage. La richesse de ce sujet peut à elle-seule justifier d'être l'objet d'un travail dédié⁸⁸.

Le raisonnement est légèrement plus subtil dans le cas de la coercition. Convoquons ici l'exemple des frappes ponctuelles contre le régime syrien de Bachar el-Assad, menées à la suite de l'utilisation par celui-ci d'armes chimiques à l'encontre de sa population. Pour mémoire, on estime à plus de quatre-vingts le nombre de ces attaques chimiques perpétrées depuis le début de la guerre civile syrienne, à des échelles diverses⁸⁹. Trois d'entre elles, ayant entraîné un bilan spécialement lourd, ont suscité une réaction particulière de la communauté internationale. La première est celle de La Ghouta orientale (dans la banlieue de Damas) en août 2013, à l'occasion de laquelle les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France avaient envisagé une riposte militaire avant que celle-ci ne soit finalement annulée (après le refus du Parlement britannique et la décision du Président américain de la soumettre à l'autorisation du Congrès). Il est intéressant de se remémorer au passage que l'utilisation d'armes chimiques en Syrie était censée constituer une ligne rouge pour le Gouvernement

⁸⁷ WALZER, *op. cit.*

⁸⁸ Sur ce sujet, voir par exemple : ROCHE (Nicolas), *Pourquoi la dissuasion*, PUF, Paris, 2017, 562 p.

⁸⁹ Voir par exemple MASTERSON (Julia), *Timeline of Syrian Chemical Weapons Activity, 2012-2020*, site de l'Arms Control Association, mars 2020, URL : <https://www.armscontrol.org/factsheets/Timeline-of-Syrian-Chemical-Weapons-Activity>, consulté le 2 avril 2020.

américain⁹⁰. La deuxième est celle de la province d'Idlib en avril 2017, à laquelle les Etats-Unis ont riposté en frappant la base aérienne à partir de laquelle l'attaque chimique avait été menée. Cette frappe américaine, réalisée sans recours à la puissance aérienne (il s'agissait de missiles de croisière Tomahawk tirés depuis des navires de guerre), a été menée sans l'aval du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), ni d'ailleurs du Congrès américain. La troisième enfin est celle de la Douma (à nouveau dans la banlieue de Damas) en avril 2018, qui a entraîné une riposte militaire ferme d'une coalition *ad hoc* regroupant les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. Cette opération, connue sous le nom d'*Hamilton* en France, a impliqué des missiles de croisière navals, mais également des missiles de croisière tirés à partir d'aéronefs ; elle a d'ailleurs été commandée par un aviateur embarqué à bord d'un avion AWACS⁹¹ pendant la durée du raid. Elle a été menée sans mandat exprès de l'ONU⁹², la Russie persistant de toute manière à rejeter un projet de résolution visant à mettre sur pied un mécanisme d'enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie⁹³.

Ces deux derniers exemples sont donc des cas de coercition, concrétisés par des frappes limitées dans le cas particulier d'une réaction à une attaque chimique. Ce

⁹⁰ Conférence de presse du président Barack Obama à la Maison Blanche, le 20 août 2012. Retranscription consultable sur le site internet des archives de la présidence Obama, URL : <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/08/20/remarks-president-white-house-press-corps>, consulté le 2 avril 2020.

⁹¹ *Airborne Warning And Control System*.

⁹² Organisation des Nations Unies.

⁹³ Comme le fait (sans doute) ironiquement remarquer Pascal Dupont, la riposte n'a pas fait l'objet d'une condamnation du CSNU. DUPONT, *op. cit.*

procédé, peu courant en France, est davantage ancré dans la culture stratégique américaine. Mais comment ces frappes peuvent-elles être justifiées ? Si l'on ose une analogie avec la philosophie pénale, doit-on raisonner de manière *rétributiviste* (en considérant que l'on doit punir un acte commis en réaction, ou par symétrie, à l'instar de la peine de mort) ou en *utilitariste* (en considérant cette fois que la peine infligée doit être utile, c'est-à-dire servir à dissuader le coupable ou un tiers de commettre ce même acte à l'avenir) ? Aujourd'hui, comme l'indique la remise en cause généralisée de la peine de mort, la plupart des démocraties libérales s'inscrivent plutôt dans une approche utilitariste. Ainsi, les frappes limitées en riposte aux attaques chimiques ont-elles été réalisées pour punir Assad et son régime (le président François Hollande a utilisé le terme de punition, alors même que les représailles sont interdites par le droit de la guerre) ou pour les dissuader (au sens de la *coercition*) d'y recourir de nouveau ? Est-ce une justification tournée vers le passé ou vers l'avenir ? Sans doute un peu des deux. En outre, si le succès militaire de ces frappes en Syrie semble indiscutable⁹⁴, ont-elles vraiment rempli leur rôle coercitif ? Toujours d'après le suivi réalisé par l'Arms Control Association, la fréquence d'utilisation d'armes chimiques en Syrie semble avoir diminué depuis, sans toutefois que celles-ci ne stoppent définitivement. L'impact réel des ripostes de coercition (et de leur volet aérien en particulier) devra donc être analysé plus finement, en mettant en balance la prise de risque (militaire et diplomatique) et la modification comportementale du régime syrien.

⁹⁴ Les images satellitaires des sites ciblés par l'opération Hamilton, récoltées *après* les frappes, ne laissent planer aucun doute sur leur totale neutralisation.

Le corollaire de l'appétence politique à l'égard de la puissance aérienne est sans doute un recours un peu trop facile à l'arme aérienne, qui pose la question de la légitimité d'une action juridiquement contestable. L'opération *Allied Force* au Kosovo en est sans doute le meilleur exemple. D'un point de vue juridique, il est indéniable que la campagne aérienne de la coalition contre la Serbie et ses milices affidées était illégale puisqu'aucune résolution du CSNU ne l'autorisait *ex ante*. Pour autant, Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères à l'époque, considère que la coalition « *s'approchait* » de la légalité compte-tenu de l'ampleur et de la rigueur du processus diplomatique préalable⁹⁵. En revanche, la légitimité de cette intervention semble recueillir un large consensus, dans une perspective déontologiste (on ne peut laisser perpétrer de telles exactions) comme dans une analyse fondée sur ses conséquences (les exactions à l'égard de la population du Kosovo ont cessé). La manière – plutôt vertueuse – dont l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a conduit les hostilités n'offrira pas davantage d'arguments permettant de remettre en cause cette délicate légitimité. Dans ce cas précis comme dans d'autres, l'éthique peut

⁹⁵ Il se réfère notamment au Groupe de contact, aux négociations de Rambouillet, à l'absence d'opposition parmi tous les membres de l'UE et de l'OTAN, à la participation des Russes à toutes les réunions (la Russie ne se retirera des discussions que lorsqu'il sera définitivement question d'une intervention de l'OTAN, mais les réintègrera dès la fin de l'intervention), ou encore au fait que l'échec des négociations n'est à imputer ni aux Russes ni à Milosevic, mais bien à cause de l'obstination de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). VEDRINE (Hubert), *Discours d'introduction au colloque « L'opération Trident au Kosovo : 20 ans après, quelles leçons pour les forces aériennes ? »*, Assemblée Nationale, 18 novembre 2019.

être convoquée pour légitimer une action que le droit réprouve. On peut tenir ce même genre de raisonnement à l'égard de l'intervention française en Syrie dans la lutte contre Daesh, si l'on considère (ce qui n'est évidemment pas la position officielle de la France) que cette intervention ne satisfait pas aux critères légaux du recours à la force⁹⁶.

La puissance aérienne semble également tout indiquée dans le cadre du concept, particulièrement polémique, de la *légitime défense préventive*, autrement dit, « *d'une guerre de choix et non [d']une réponse à une attaque directe*⁹⁷ ». Avant de le démontrer à l'aide de quelques exemples historiques empruntés aux guerres israélo-arabes, rappelons que la guerre préventive est illicite en droit international, et illégitime dans le cadre de la théorie de la guerre juste (elle contrevient directement au principe de proportionnalité). Le Gouvernement américain, conscient de ce double obstacle, a inventé en 2002 le concept de *guerre préemptive*, apparu pour la première fois dans la Stratégie Nationale de Sécurité de l'administration Bush et relayé dans les prises de parole du président des Etats-Unis. Cette nuance sémantique est fondée sur une menace imminente censée légitimer le recours à la force *en premier*. Or, pour la multitude de ses détracteurs, cela n'est qu'une formalisation différente de

⁹⁶ La partie irakienne de l'intervention française ne pose, elle, pas de problème juridique, dans la mesure où un Etat souverain, l'Irak, a officiellement fait appel à la France. Dans le cadre particulier de l'opération *Hamilton*, il est intéressant de signaler que les Britanniques ont fondé la justification de leur intervention sur un critère de nécessité humanitaire, inexistant en droit international, mais inspiré de l'éthique du *care* (détaillée plus loin). La France s'appuie quant à elle sur une interprétation extensive de la résolution 2118 du CSNU du 27 septembre 2013.

⁹⁷ COLONOMOS, *op. cit.*

la guerre préventive. Walzer consacre un chapitre à ce qu'il nomme *Anticipations* dans *Guerres justes et injustes*. Il n'aborde évidemment pas la guerre *préemptive* (la première version de l'ouvrage a été publiée en 1977), mais s'attarde sur cette remise en cause du paradigme légaliste⁹⁸. Après avoir exprimé le rejet de toute attaque de nature purement préventive, il reconnaît que certaines menaces sont suffisamment graves et imminentes pour justifier des *frappes* préventives. Il prend comme exemple la guerre des Six-Jours qui opposa Israël et plusieurs États arabes, au premier rang desquels l'Égypte, en juin 1967. Revenant sur les quelques jours qui ont précédé l'offensive israélienne du 5 juin, il décrit l'extrême tension régionale et accumule les preuves de l'hostilité de l'Égypte et de la Syrie à l'égard d'Israël. Selon son analyse, la première attaque israélienne est « *un cas évident d'anticipation légitime*⁹⁹ ». La puissance aérienne a joué un rôle décisif dans cette attaque. À l'aube du 5 juin, Israël lança une offensive aérienne surprise (opération *Focus*, ou *Moked* en hébreu), composée de quatre vagues d'une centaine d'avions chacune. En 2h50, dix-neuf bases aériennes égyptiennes étaient hors de combat. Au total, l'opération aura permis de détruire trois cents appareils égyptiens (dont l'immense majorité au sol), quatre-vingts syriens, trente jordaniens et douze irakiens, et de neutraliser également une dizaine de bases aériennes en Syrie, en Jordanie et en Irak. L'armée de l'air israélienne put ensuite consacrer ses efforts contre les forces terrestres ennemies, disposant de la suprématie aérienne pendant tout le conflit. La

⁹⁸ Le *paradigme légaliste*, conceptualisé par Walzer dans son ouvrage *Guerres justes et injustes* (cité *supra*), reflète l'ordre et la loi : il considère que le recours à la force n'est légitime qu'en réponse à une agression adverse, jamais en premier.

⁹⁹ *Ibid.*

contribution aérienne à la victoire israélienne a donc été capitale, permettant à Israël de quadrupler sa superficie en quelques jours, par le contrôle de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du Sinaï égyptien et du Golan syrien, et de constituer ainsi une forme de glacis protecteur à ses frontières. Partagée sur la question de la légalité de l'offensive israélienne, la communauté internationale ne condamnera pas Israël pour ce recours préventif à la force¹⁰⁰, ce qui participera sans doute de la bienveillance de Walzer sur ce cas particulier. Israël persistera dans cette logique de frapper en premier chaque fois qu'elle jugera être soumise à une menace inacceptable. L'attaque du réacteur nucléaire irakien d'Osirak, le 7 juin 1981, par huit F-16 israéliens (escortés par six F-15) fera en revanche l'objet d'une condamnation par le CSNU dans la résolution 487 du 19 juin 1981 (l'attaque y est qualifiée de « *violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des normes de conduite internationales* »). De même, suite au bombardement du siège de l'OLP¹⁰¹ à Tunis, le 1^{er} octobre 1985, par dix F15 israéliens, le texte de la résolution 573 adoptée le 4 octobre 1985 par le CSNU « *condamne énergiquement l'acte d'agression armée perpétré par Israël contre le territoire tunisien, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit et des normes de conduite internationaux* »¹⁰².

Les drones armés, ne faisant courir aucun risque à un quelconque membre d'équipage, s'avèrent particulièrement adaptés au ciblage extraterritorial. Soyons clairs : ce qui reste un cas très particulier de leur

¹⁰⁰ La résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 22 novembre 1967 soulignera simplement « *l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre* ».

¹⁰¹ Organisation de Libération de la Palestine.

¹⁰² DUPONT, *op. cit.*

utilisation est aussi sans doute le plus moralement condamnable, et à double titre : au sens du *jus in bello* certes (comme nous le verrons plus loin), mais d'abord et avant tout vis-à-vis du *jus ad bellum*. Patrice Sartre affirmait en 2013 qu'« évoluant impunément dans le ciel de pays officiellement non consentants mais dans les faits résignés (Pakistan), complaisants (Yémen) ou impuissants (Somalie)¹⁰³, les Reapers sont devenus le maillon essentiel de la traque [américaine] des High Value Targets que représentent les personnalités reconnues comme centrales dans l'organisation terroriste [Al Qaïda] ». L'assassinat du major-général iranien Qassem Soleimani le 3 janvier 2020 est un exemple récent et particulièrement médiatisé qui démontre à quel point le drone armé est au cœur de la stratégie américaine. La licéité de cet assassinat semble hautement contestable¹⁰⁴, sans doute plus encore que dans le cas des frappes contre des membres d'organisations terroristes, puisque le général Soleimani était un représentant officiel d'un Etat tiers avec lequel les Etats-

¹⁰³ Il faut toutefois préciser que la loi américaine *AUMF* (*Authorization to Use Military Force Act*) du 18 septembre 2001 considère « qu'en venant du bout du monde attaquer les tours de Manhattan, les terroristes islamistes ont prononcé une agression au sens de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, sur un théâtre mondial autorisant une légitime défense mondiale » (SARTRE (Patrice), « Drones de guerre », *Etudes*, n°419, 2013/11, p. 439 – 448). C'est d'ailleurs, peu ou prou, la justification qui sous-tend l'intervention française *Chammal* en Syrie, en réponse aux attentats du 13 novembre 2015. En outre, il convient de relativiser l'affirmation de Sartre, dans la mesure où il semblerait que les autorisations officielles nécessaires aient très souvent été accordées...

¹⁰⁴ Sur les trois justifications possibles du recours à la force : le CSNU n'a pas été consulté (et n'a donc pas approuvé la frappe) ; cela ne fait pas partie des cas pour lesquels l'Etat irakien consent aux opérations américaines ; et la légitime défense (qui est la justification retenue par les autorités américaines) semble largement extrapolée.

Unis ne sont pas en guerre. Il ne peut alors pas être couvert par le DIH, et tombe sous la coupe du droit international relatif aux droits de l'homme, moins permissif. Pour autant, en est-il de même de sa légitimité ? Du point de vue du *jus ad bellum*, une analyse des faits (*ex post*) semble en tout cas donner raison à la stratégie américaine d'extrême fermeté, puis de désescalade, vis-à-vis de l'Iran. Qassem Soleimani pouvait quasiment être considéré comme le numéro deux du régime iranien. S'en prendre à lui procédait donc d'une escalade monumentale dans le rapport de force entre Américains et Iraniens, renforcée par la rhétorique très agressive qui l'accompagnait. La réponse iranienne, consistant à tirer sur des hangars vides destinés aux Irakiens, et n'ayant fait aucun blessé américain, prouve que cela a fonctionné. Les deux actes hostiles n'équivalent pas. Les Iraniens ont cherché à sauver la face, mais il semble clair qu'ils ont compris le message. Même si les milices chiïtes, contre lesquelles se battent les Américains au Levant, ne sont pas toutes rigoureusement contrôlées par le régime de Téhéran, la fermeté américaine aura sans doute contribué à rappeler au régime iranien la détermination américaine et à l'amener à reconsidérer l'ampleur de son soutien à la déstabilisation de la région (considérée du point de vue américain, évidemment...). L'autre volet de la question de la légitimité doit être abordé sous le prisme du *jus in bello*, et renvoie au célèbre *soldat nu* de Michael Walzer¹⁰⁵ : même si les règles de la guerre n'interdisent pas de tuer un soldat dans une voiture, qui n'est pas en train de se livrer à une activité de combat, peut-on légitimement frapper n'importe quand, au moment même où la cible s'y attend le moins ? Une perspective réaliste

¹⁰⁵ WALZER, *op. cit.*

ou conséquentialiste n'y verra aucune objection, invoquant immédiatement, et sans contestation possible, le sacrosaint principe de nécessité militaire.

Mais revenons aux considérations juridiques sur les assassinats ciblés en général. La résolution du Parlement européen n° 2014/2567 sur l'utilisation des drones armés du 27 février 2014 considère « *que les frappes de drones, alors qu'aucune guerre n'a été déclarée, menées par un État sur le territoire d'un autre État sans le consentement de ce dernier ou du Conseil de sécurité des Nations Unies, constituent une violation du droit international ainsi que de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de cet État* ». En droit international, comme nous l'avons vu dans le cas particulier du général Soleimani, c'est le droit des droits de l'homme qui s'applique, et l'élimination ciblée (ou assassinat extrajudiciaire) devient alors un crime. Cela explique, aux Etats-Unis, l'attribution initiale de ces frappes à la Central Intelligence Agency (CIA)¹⁰⁶. En revanche, en matière de *jus in bello* dans le cadre du droit des conflits armés, la contestation relativement répandue du statut de combattant pour les opérateurs de drones de l'US Air Force opérant depuis la base aérienne de Creech au Nevada n'est pas justifiée : rien dans le DIH ne permet en effet de considérer que l'opérateur de drone ne serait pas un combattant.

En résumé, le droit semble quelque peu dépassé par ces nouveaux enjeux éthiques. Pour autant, il semble largement exagéré de considérer, à l'instar de Patrick Sartre, qu'avec une « *asymétrie d'une telle nouveauté [...], l'instinct moral ne trouve, dans son indignation face à la mort donnée par la machine télécommandée, aucun recours dans un droit international aux bras ballants* ».

¹⁰⁶ SARTRE (Patrice), *op. cit.*

*devant des phénomènes absents même de ses glossaires*¹⁰⁷ ».

Une arme susceptible de contenir le fléau de la guerre, à la fois dans le temps et en intensité

Il est aujourd'hui incontestable que la puissance aérienne a été survendue par ses premiers théoriciens. Ceux-ci se sont principalement intéressés au bombardement, mais ont exagéré son potentiel stratégique. Ils affirmaient en effet qu'il permettait de remporter la décision rapidement, et de manière autonome, en annihilant la volonté de combattre de l'adversaire, malgré une insuffisance technologique manifeste (faible allonge et forte vulnérabilité, et absence de précision dans les frappes). Or, à l'exception peut-être de la Première guerre du Golfe, au cours de laquelle plus de 80 000 soldats irakiens ont déserté pendant le pilonnage aérien, et 86 000 autres se sont rendus pratiquement sans combattre¹⁰⁸, aucun effondrement psychologique des populations n'a réellement été recensé au cours des différents conflits – malgré de profonds traumatismes. Pourtant, d'importants moyens ont été consacrés aux forces aériennes stratégiques, et de lourdes pertes ont été consenties. Pendant ses cinq mois d'opérations en 1918, l'Independent Air Force a par exemple perdu 439 aviateurs et 458 appareils, sans produire d'interruption dans la production de guerre allemande¹⁰⁹. Malgré une efficacité somme toute très modeste lors de la Grande Guerre, en grande partie due à

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *Air Force Magazine*, n°85, 2002/10, p. 52 – 57.

¹⁰⁹ FACON, *op. cit.*

une technologie encore immature, le legs doctrinal des prophètes de l'*Airpower* (l'Italien Douhet, l'Américain Mitchell ou le Britannique Trenchard, pour ne citer que les plus connus d'entre eux) sera majeur et influencera fortement la réflexion stratégique des principaux belligérants du second conflit mondial. Il sera en partie responsable de l'acharnement allemand, britannique ou américain en faveur des raids stratégiques visant à faire plier l'ennemi sous la masse des bombes. Pour prendre un autre exemple, le lourd bilan du *Blitz*¹¹⁰ pendant la Seconde Guerre mondiale s'est élevé à 40 000 morts et 46 000 blessés environ au Royaume-Uni. Pourtant, loin d'affaiblir sa volonté de résistance, ces bombardements ont eu pour effet de renforcer la cohésion du peuple britannique.

A l'extrême inverse, le rôle de la puissance aérienne dans la résolution des conflits est, à tort, systématiquement relativisé. L'influence de l'aviation dans la Première Guerre mondiale est, par exemple, totalement passée sous silence. Pourtant, alors que l'effet direct des raids stratégiques allemands sur l'Angleterre est resté marginal, ceux-ci ont engendré des conséquences indirectes plus notables. En effet, d'importants effectifs et de nombreux matériels étaient retenus pour la défense du territoire britannique. En juin 1918, 469 canons anti-aériens, 376 avions et 13 000 soldats étaient mobilisés pour faire face aux assauts des Gotha. En outre, les ouvriers cessaient systématiquement le travail pendant les attaques aériennes¹¹¹. Les bombardements stratégiques de la Seconde Guerre mondiale ont décuplé ce même phénomène,

¹¹⁰ Campagne allemande de bombardement stratégique sur le territoire britannique de septembre 1940 à mai 1941.

¹¹¹ FACON, *op. cit.*

contrairement à ce qu'affirment souvent leurs détracteurs. Si la production industrielle allemande augmentait encore début 1944 (elle a commencé à chuter drastiquement à la fin de cette année), ce n'est pas en raison de l'inefficacité des bombardements alliés mais bien grâce à une restructuration de l'économie allemande impulsée par le ministre de l'armement Albert Speer. Il faut comparer la production réelle avec les objectifs de production : Albert Speer lui-même affirmait que l'Allemagne avait produit 35% de tanks, 31% d'avions et 42% de camions en moins que ce qu'elle avait planifié, alors même que 85% des bombes américaines sont tombées sur l'Allemagne après le *D-Day*¹¹² ! Il alla même jusqu'à affirmer que le bombardement stratégique sur le *Reich* avait en quelque sorte ouvert un second front, en raison de la concentration de moyens nécessaire pour lutter contre les bombardements (chasse défensive et défense anti-aérienne) et leurs effets (main d'œuvre pour le déblayement et la reconstruction). Selon lui, le bombardement stratégique aurait pu à lui seul amener l'Allemagne à la capitulation¹¹³. En ce qui concerne les effectifs, jusqu'à 4,5 millions de personnes ont été assignées à des tâches directement liées aux bombardements aériens en Allemagne, et par conséquent, n'étaient pas employables sur les différents fronts. Quant aux équipements, 75% de tous les canons de 88mm allemands (leur meilleure pièce d'artillerie, et surtout leur meilleure arme antichar) étaient utilisés en artillerie anti-

¹¹² MEILINGER (Phillip S.), « Bogus charges against Airpower », *Air Force Magazine*, n°85, 2002/9, p. 70 – 76.

¹¹³ FACON, *op. cit.* L'ouvrage plus récent d'Adam Tooze sur l'économie nazie vient corroborer ces affirmations : TOOZE (Adam), *Le Salaire de la destruction : Formation et ruine de l'économie nazie*, Les Belles Lettres, Paris, 2012. 806 p.

aérienne¹¹⁴. Qui plus est, la chasse allemande avait presque disparu en 1944 et ne put opposer qu'une résistance quasiment insignifiante face aux opérations du débarquement de Normandie (11 000 sorties alliées ont été recensées contre 200 pour les Allemands, pour la seule journée du 6 juin). Il est inutile de préciser que la situation était comparable, sinon pire, pour l'Empire japonais.

Enfin, il convient de souligner que l'investissement américain dans les bombardiers lourds au cours de la Seconde Guerre mondiale s'est élevé à 5% seulement des dépenses totales d'armement américaines, soit 9,2 milliards sur un total évalué 180 milliards de dollars¹¹⁵. Ces chiffres sont édifiants, et permettent d'avoir une idée des effets réels des bombardements de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, l'impact des frappes aériennes est toujours plus difficile à mesurer que celui des traditionnels et sanglants combats clausewitziens, opposant la force à la force : c'est l'un des problèmes majeurs rencontrés aujourd'hui avec l'approche des opérations basées sur les effets (EBO), chère aux planificateurs aériens¹¹⁶. De manière générale, la contribution essentielle de l'aviation aux grandes opérations de la Seconde Guerre mondiale est méconnue. Pour prendre un exemple aéronaval, il est important de noter qu'à partir de la bataille de la mer de Corail en mai 1942, au cours de laquelle aucun obus d'artillerie lourde n'a été tiré entre navires, les affrontements entre les flottes alliées et japonaises ne se sont plus manifestés qu'au travers des combats aéronavals (à l'exception,

¹¹⁴ MEILINGER (Phillip S.), « Bogus charges against Airpower », *op. cit.*

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ MEILINGER (Phillip S.), « Paradox list », *op. cit.*

notable, des attaques sous-marines). Ainsi, force est de constater que la puissance aérienne est la seule composante de la force à être *attaquée* de manière aussi explicite. Rares sont par exemple ceux qui contestent que *les guerres se gagnent toujours au sol*. Pour autant, s'il est communément admis que l'arme aérienne peut difficilement obtenir la décision à elle-seule, elle a souvent permis d'accélérer l'issue des affrontements.

Dans un autre registre, la puissance aérienne est adaptée à un emploi graduel, synonyme de limitation de la violence. Par définition, elle est capable de produire ses effets à distance du lieu de stationnement de ses vecteurs. Son empreinte au sol sur la zone d'opérations peut être nulle, et ainsi limiter le sentiment d'invasion que peuvent ressentir les populations locales. Ce que Pierre Chareyron érige en « *loi* » de la lutte contre-insurrectionnelle, s'applique plus largement à toute forme d'intervention armée : « *plus les activités militaires croissent, plus la guerre tend à s'enraciner durablement*¹¹⁷ ». Les opérations *Allied Force* par exemple, ou *Unified Protector*, ont été menées presque sans intervention de troupes au sol (à la fois en raison de contraintes politiques au sein de la coalition en faveur d'un affichage minimal, et pour conserver la caution, au moins officieuse, de la communauté internationale), et toutes deux ont permis d'atteindre les objectifs fixés par le niveau politique¹¹⁸ sans aucune perte au combat du côté des Alliés. La puissance aérienne est ainsi particulièrement indiquée dans les conflits limités, car,

¹¹⁷ CHAREYRON (Pierre), « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit Afghan », *Politique étrangère*, 2010/1, 256 p., p. 83 – 96.

¹¹⁸ On pourra remarquer que l'atteinte de ces objectifs n'implique pas nécessairement le retour à une situation acceptable, comme en atteste la situation actuelle en Libye, plus de huit ans après la fin de l'intervention militaire.

comme le constate Jérôme de Lespinois, « *dans ces affrontements où leurs intérêts vitaux ne sont pas menacés, les démocraties occidentales répugnent à engager directement et massivement des forces de surface*¹¹⁹ ». L'inconvénient de mettre le pied sur le théâtre d'opération, c'est qu'il est toujours plus difficile d'en repartir. La puissance aérienne peut enfin être retenue jusqu'au dernier moment, en cas d'aboutissement de dernière minute des négociations par exemple. À l'inverse, les frappes peuvent survenir presque instantanément, dès la prise de décision politique. L'arme aérienne permet ainsi de contrôler la montée aux extrêmes, et donc de contenir la violence.

Le corollaire immédiat de la puissance de l'arme aérienne, envisagé dès l'origine, est que si une guerre venait à être déclenchée malgré son effet dissuasif, la puissance aérienne en garantirait une issue rapide et avec relativement peu de pertes en vies humaines. C'est le paradoxe cynique – mais pas inexact – défendu par les prophètes de l'*Airpower* durant l'entre-deux-guerres : le recours à des moyens de destruction extrême par préoccupation humanitaire. On passe d'une éthique déontologique (avec la limitation des bombardements aux conférences de La Haye) à une éthique conséquentialiste, voire utilitariste. Ainsi, « *si l'objectif final recherché est moral (la paix), alors des "entorses" aux principes [comme le ciblage de populations civiles] deviennent acceptables*¹²⁰ ». Les exemples sont légion. Le bombardement britannique du 21 janvier 1920 cible et

¹¹⁹ LESPINOIS (Jérôme de), « L'arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », *op. cit.*

¹²⁰ GERMAIN (Eric), « De la guerre à distance à une guerre désincarnée : les enjeux moraux d'une globalisation du champ de bataille », *International Review of the Red Cross*, n°97 (sélection française), 2015/4, p. 81 – 112.

blesse Mohammed Abdullah Hassan, fils d'un cheik somali et instigateur d'une rébellion wahhabite opposée au colonisateur britannique. Affaibli, pourchassé par l'aviation, il mourra peu après, sonnant ainsi le glas de l'insurrection¹²¹. La courte opération *Linebacker II*¹²², seule véritable campagne de bombardement stratégique (au sens des objectifs ciblés) réalisée durant la guerre du Vietnam, n'a certes pas permis de gagner la guerre pour le camp américain et sud-vietnamien, mais elle a assurément ramené le Nord-Vietnam à la table des négociations et permis la signature des accords de Paris moins d'un mois plus tard, le 27 janvier 1973¹²³. Nixon avouera d'ailleurs plus tard que sa plus grosse erreur en tant que Président ne fut pas le *Watergate*, mais le fait de ne pas avoir conduit *Linebacker II* en 1969, dès sa prise de fonction, car il restait convaincu que cela lui aurait permis de mettre un terme au conflit quatre ans plus tôt¹²⁴. On pourrait également citer les bombardements atomiques d'août 1945 (dont l'influence déterminante sera abordée plus loin), ainsi que les campagnes aériennes de la Première guerre du Golfe, de l'ex-Yougoslavie en 1995, du Kosovo en 1999 ou encore de la Libye en 2011.

Il faut évidemment discerner le concours militaire apporté par la puissance aérienne, de l'atteinte

¹²¹ HIPPLER (Thomas), *Le gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Les Prairies ordinaires (Essais), Paris, 2014, 272 p.

¹²² D'une durée de onze jours, du 18 au 29 décembre 1972, l'opération *Linebacker II* fut caractérisée par des raids massifs de bombardiers B-52 visant des cibles à l'intérieur et aux alentours immédiats des centres urbains de Hanoï et Haïphong.

¹²³ MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *op. cit.*

¹²⁴ CLODFELTER (Mark A.), « The Limits of Airpower or the Limits of Strategy », *Joint Force Quarterly*, n°78, 2015/3, p. 111-124.

du changement politique attendu d'une intervention. L'exemple de la Libye est révélateur d'une campagne aérienne particulièrement satisfaisante, contrebalancée par le désastre politique consécutif à la phase d'intervention militaire. De même, Michael Walzer, revenant sur la Première guerre du Golfe dans l'avant-propos d'une réédition de *Guerres justes et injustes*, convient-il que la manière dont la campagne aérienne de *Desert Storm* fût pensée, et, dans une moindre mesure exécutée, vis-à-vis des civils irakiens, ne souffre pas de contestation morale. En revanche, il condamne l'objectif inavoué et non atteint de renversement du régime baasiste, considérant que cette fin était, elle, injuste¹²⁵.

Une arme largement préférable à d'autres solutions pourtant considérées comme plus morales

La théorie de la guerre juste considère que le choix de la force armée ne doit intervenir qu'en ultime recours, c'est-à-dire après l'épuisement de toutes les autres solutions. Elle fait ainsi référence aux solutions diplomatiques, qui apparaissent préférables lorsque c'est possible. Mais à quoi correspond concrètement cette alternative diplomatique ? On pense logiquement aux sanctions économiques, commerciales ou financières. Prenons alors, par exemple, le cas de l'Irak, et comparons l'intervention armée de 1991 avec les sanctions des Nations Unies. D'après Greenpeace, environ 3 000 civils périrent durant les six semaines de campagne aérienne de *Desert Storm*, mais des études ultérieures penchent plutôt pour des chiffres nettement inférieurs, aux alentours de

¹²⁵ WALZER, *op. cit.*

1000. Selon l'UNICEF¹²⁶ et l'OMS¹²⁷, pas moins d'un million de civils irakiens sont morts à cause des sanctions de l'ONU sur la période de 1990 à 2002, dont 55% étaient des enfants de moins de 5 ans¹²⁸. Sans compter que l'efficacité réelle de ces sanctions demeure hautement discutable, comme en atteste la décision américaine de repartir en guerre contre l'Irak au début 2003. Il apparaît donc impératif de dépasser la trop simple distinction entre l'intervention armée et les mesures non militaires (au sens des articles 41 et 42 de la Charte des Nations Unies), la première pouvant s'avérer plus efficace et surtout à *moindre coût* pour la population civile. Pour le cas précis de l'Irak, les bombardements aériens de *Desert Storm* ont ainsi engendré un nombre de 166 victimes civiles par semaine en moyenne, contre environ 1600 pour les sanctions, soit un rapport de 1 à 10 en faveur de l'arme aérienne¹²⁹.

Au sens du jus in bello : une arme qui exacerbe les dilemmes éthiques dans la conduite des hostilités

Une arme terrorisante

La puissance aérienne s'est positionnée dès l'origine comme une arme de terreur (avec Ader et

¹²⁶ *United Nations of International Children's Emergency Fund*, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

¹²⁷ Organisation Mondiale de la Santé.

¹²⁸ MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *op. cit.*

¹²⁹ Pour une analyse totalement exhaustive, il serait nécessaire de prendre en compte les victimes indirectes des frappes aériennes, comme celles résultant des coupures d'eau potable engendrées par la destruction des usines de traitement des eaux. Mais même ainsi, le rapport reste très *en faveur* de l'arme aérienne.

Douhet par exemple), même si les effets des premiers bombardements de civils, sur Paris et Londres pendant la Première Guerre mondiale, ont été plus psychologiques que destructeurs. Au sujet des futurs bombardiers, qu'il appelait des *avions torpilleurs*, Clément Ader postulait dès 1908, dans son ouvrage hautement prémonitoire *L'aviation militaire* : « *Les grands avions torpilleurs deviendront de véritables terreurs !* » Il était toutefois convaincu que cela inspirerait « *de salutaires réflexions aux hommes d'Etat et diplomates* », et qu'en définitive ces bombardiers deviendraient « *favorables à la cause de l'humanité*¹³⁰ ». La Première Guerre mondiale est rapidement venue confirmer l'aspect terrorisant de la puissance aérienne. La campagne stratégique allemande, via les raids à répétition de dirigeables Zeppelins (surnommés *baby killers*) puis d'avions Gothas principalement sur l'Angleterre, participait de la doctrine germanique de *Schrecklichkeit*¹³¹, c'est-à-dire d'actes de terreur visant à fragiliser la volonté de résistance de l'adversaire. Deux cent soixante-dix tonnes de bombes seront ainsi larguées sur les villes anglaises durant la guerre, occasionnant la mort de 1414 Britanniques¹³², un résultat somme toute assez modeste au regard des efforts déployés et des risques encourus. Revenant sur les atrocités de la Première Guerre mondiale dans son ouvrage majeur *La maîtrise de l'air*, Giulio Douhet préconise de bombardier les villes adverses, sans discrimination, pour saper le moral de l'ennemi et précipiter ainsi la fin de la guerre. Patrick Facon analyse la motivation de Douhet comme un « *acte d'humanité*

¹³⁰ ADER (Clément), *L'aviation militaire*, Berger-Levrault, 7^{ème} édition, Paris, 1913, 400 p.

¹³¹ Terme allemand qui signifie, littéralement, *l'horreur*.

¹³² FACON, *op. cit.*

par la terreur¹³³ », à l'instar du raisonnement poursuivi par le général prussien Von Moltke lorsqu'il critique la tentative de codification des règles de la guerre par la Déclaration de Saint-Petersbourg en 1880¹³⁴. Outre-Atlantique, la doctrine de la puissance aérienne américaine se forge sur cette même idée de « *beneficial bombing* », ou *bombardement bénéfique*, pour reprendre l'oxymore que Mark Clodfelter utilise dans le titre de l'un de ses ouvrages¹³⁵. Chez les Britanniques, l'approche est légèrement plus nuancée (ce qui ne sera plus le cas durant la Seconde Guerre mondiale, en grande partie, sans doute, en raison de la campagne de bombardement stratégique allemande sur les villes anglaises) puisque Hugh Trenchard affirmait en 1928 qu'il était acceptable de terroriser les ouvriers qui fabriquent des munitions afin qu'ils cessent de se rendre au travail, mais que le fait de bombarder de manière indiscriminée une ville dans le seul but de terroriser la population civile était illégitime¹³⁶. Ainsi l'aviation militaire suscitera-t-elle la *grande peur* de l'entre-deux-guerres, au travers notamment du potentiel *péril aérochimique*, qui se manifestera sous la forme d'une hystérie collective à l'égard d'un danger perçu comme imparable, même s'il ne se concrétisera pas. C'est d'ailleurs reconnu comme l'une des raisons déterminantes du pacifisme à outrance

¹³³ Actes des 2^{èmes} ateliers du CESA organisés à l'Ecole militaire le 21 novembre 2005, in « La pensée de Giulio Douhet à l'épreuve des faits : l'apport de Camille Rougeron », *Penser les ailes françaises*, n°9, 2006, 116 p.

¹³⁴ Lettre adressée à J.C. Bluntschli et rapportée dans *Moltke in seinen Briefen*, Berlin, 1902. Cité par WALZER, *op. cit.*

¹³⁵ CLODFELTER (Mark A.), *Beneficial Bombing: The Progressive Foundations of American Air Power, 1917-1945*, University of Nebraska Press, 2010, 392 p.

¹³⁶ MAIER, *op. cit.*

des Gouvernements britanniques et français face aux dictatures belliqueuses à la fin des années 1930. Plus tard, le bombardement nucléaire réincarne la terreur infligée depuis le ciel. A ce jour, les seules armes atomiques employées en temps de guerre ont été tirées depuis un avion, amplifiant l'image apocalyptique du bombardier : un seul avion et une bombe pour des effets immédiats et dévastateurs. Officiellement pourtant, pendant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés n'ont jamais admis rechercher la terrorisation de l'adversaire. Comme le remarque Charles Maier, « *seuls Hitler et Goebbels ont été assez francs pour déclarer que les V-1 et V-2 utilisés dans des phases ultérieures de la guerre avaient été effectivement conçus pour semer la terreur (d'où la présence de l'initiale V pour "Vergeltung", qui signifie "représailles" ou "vengeance"*¹³⁷ ».

Une arme de représailles

Cette notion de représailles, proscrite par l'éthique comme par le droit, est malgré tout centrale dans l'histoire de l'arme aérienne. Attardons-nous sur la justification des frappes sur la population adverse pendant la Première Guerre mondiale, alors même qu'elles avaient été expressément interdites par les deux conventions de La Haye. Le 16 juin 1915, poussé par son état-major, l'empereur Guillaume II prend le prétexte des nombreuses pertes civiles lors du bombardement français de Karlsruhe pour autoriser à son tour le bombardement de Londres (à l'exception des résidences royales et de quelques monuments précis). De même, en représailles au bombardement de Bar-le-Duc par les Allemands le 1^{er} juin 1916, les Français décident de nouveau de

¹³⁷ Ibid.

bombarder Karlsruhe. Sur les archives françaises, où l'on distingue les villes comme des « *objectifs exceptionnels* » du bombardement, par opposition aux « *objectifs normaux* » comme les gares ou les usines, la mention de « *représailles* » apparaît clairement (voir, à titre d'exemple, les documents d'archives de l'état-major français figurant en annexe 1 et 2). Dans la même logique, c'est uniquement en représailles à l'utilisation par l'armée allemande de gaz que l'aviation française est autorisée à bombarder l'usine de Ludwigshafen-sur-Rhin (qui produisit environ 40 000 tonnes de chlore pendant la Grande guerre, dont une grande partie était destinée à des fins militaires). Le risque de tuer les ouvriers d'une usine d'armement chimique est ici justifié par l'absence d'alternative pour stopper la fabrication d'une arme odieuse¹³⁸. Ainsi, dans l'usage de l'arme aérienne, rien ne semble distinguer les démocraties des empires centraux, comme le relève Jérôme de Lespinois : « *Le Royaume-Uni envoie ses bombardiers Handley Page [...] attaquer les villes allemandes de la Ruhr comme le Reich de Guillaume II lance ses Gotha [...] à l'assaut de la capitale britannique*¹³⁹. » Cette symétrie relative se retrouvera d'ailleurs au cours de la Seconde Guerre mondiale, du moins entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni d'une part, et le Troisième Reich d'autre part.

Une arme perçue comme non discriminante

Les militaires adverses n'ont pas toujours été la seule cible de la puissance aérienne, loin s'en faut. Michel Kail aborde ce dilemme de la manière suivante :

¹³⁸ GERMAIN, *op. cit.*

¹³⁹ LESPINOIS (Jérôme de), « L'arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », *op. cit.*

« *Il s'agit donc du problème moral suivant : une stratégie militaire peut-elle légitimement prendre des civils pour cible*¹⁴⁰ ? » Si l'on en croit le soldat de l'armée de terre prussienne Carl von Clausewitz (le peuple est l'une des trois composantes formant la *Trinité* d'un Etat en guerre¹⁴¹) ou l'aviateur américain John Warden (la population fait partie des cinq cercles qui composent le système adverse¹⁴²), la population est sans conteste l'une des parties prenantes dans un conflit. Il apparaît en réalité une double dilution de la distinction entre combattants et civils. D'une part, dès la Première Guerre mondiale, la nature des armements modernes (comme les sous-marins ou l'arme aérienne) rend difficile de restreindre leurs effets aux seuls combattants. D'autre part, comme le souligne Grégoire Chamayou, alors que la guerre se « démocratise », le ciblage des civils devient stratégiquement pertinent : « *si tous les citoyens participent, d'une manière ou d'une autre, à l'effort de guerre, il est absurde de cibler uniquement ceux qui manient les armes et d'épargner ceux qui, par leur travail quotidien, rendent possible leur utilisation*¹⁴³ ». Celui-ci est d'ailleurs facilité par le fait qu'« *une mort dont la victime n'est pas désignée [serait] plus acceptable qu'une mort dont la victime est désignée* », comme le remarque Maier, s'étonnant de l'apparente indifférence de l'opinion à l'égard des centaines de

¹⁴⁰ KAIL (Michel), « Bombardement, Drone, Politique », *L'Homme & la Société*, n° 193-194, 2014/3-4, p. 209 – 220.

¹⁴¹ CLAUSEWITZ (Carl von), *De la guerre*, Editions de minuit (Arguments), Paris, 1955, 760 p.

¹⁴² WARDEN (John A.), *Strategic Warfare: The Enemy as a System*, manuscrit non publié, Air Command and Staff College, Maxwell AFB, Alabama, 1993.

¹⁴³ CHAMAYOU (Grégoire), *Théorie du drone*, La Fabrique, Paris, 2013, 368 p.

milliers de morts des bombardements aériens par rapport à une exécution d'une cinquantaine d'otages par un groupe terroriste par exemple¹⁴⁴.

Si les victimes – par nature essentiellement civiles – des raids stratégiques de la Première Guerre mondiale ont été relativement peu nombreuses, ce n'a évidemment plus été le cas durant la guerre de 1939-1945. Les bombardements *démographiques* de la Seconde Guerre mondiale ont entraîné la mort de centaines de milliers de personnes, parfois délibérément, sous l'autorité d'un commandement tenace et flegmatique (comme le maréchal de l'air Arthur Harris, commandant en chef du Bomber Command britannique à partir de février 1942, qui cristallise les critiques sur le bombardement à outrance). Pour donner quelques chiffres, le bombardement de Hambourg de juillet 1943 entraîna entre 40 000 et 50 000 morts, ceux de Berlin conduits de novembre 1943 à avril 1944 environ 50 000 morts, et le nombre de victimes des attaques sur la ville de Dresde en février 1945 atteindrait 35 000 morts¹⁴⁵.

Mais comment en est-on arrivé là ? L'Air Corps Tactical School américaine avait développé, durant l'entre-deux-guerres, une doctrine de bombardement de précision en formation de jour, à haute altitude, de cibles militaires et industrielles (aérodromes, installations pétrolières, usines de défense...). Maier rappelle d'ailleurs qu'à l'exception du général Curtiss LeMay, les stratèges aériens américains n'ont jamais prétendu « *que les bombardements de civils pourraient provoquer une*

¹⁴⁴ MAIER, *op. cit.*

¹⁴⁵ L'estimation avait été initialement portée à 135 000 morts, mais les travaux ultérieurs des historiens tendent à diminuer drastiquement ce chiffre.

*fin rapide du conflit*¹⁴⁶ ». Pour autant, contrairement à une idée largement répandue, les Américains, comme les Britanniques, ont recouru au bombardement de zone sur le théâtre européen¹⁴⁷. Il y avait toutefois une différence entre les deux alliés. En effet, après avoir enregistré dès 1939 de très lourdes pertes au cours des missions menées de jour¹⁴⁸, les Britanniques ont pris la décision de conduire exclusivement des raids de nuit. Ils ont même interrompu temporairement toutes ces missions stratégiques en novembre 1941, face à la conjugaison de leur faible précision et d'un fort taux d'attrition, avant de les reprogrammer, sous l'impulsion directe de Churchill qui les considérait indispensables pour affaiblir l'adversaire dans la perspective d'une invasion terrestre. Se rendant rapidement compte qu'il était illusoire d'envisager des bombardements de précision de nuit (compte-tenu de l'état de la technologie à cette époque) sur des objectifs isolés, les Anglais se sont orientés vers le bombardement dit *de zone* à l'initiative de Sir Arthur Harris, et en application de la *Directive sur le bombardement de zone* du 14 février 1942¹⁴⁹. Les

¹⁴⁶ MAIER, *op. cit.* Notons toutefois que Maier associe à tort le général Hap Arnold à LeMay, alors même qu'il est l'un des pères du bombardement de précision.

¹⁴⁷ Les exemples sont nombreux : citons par exemple les attaques de Berlin à partir de mars 1944, ou encore de Dresde en février 1945.

¹⁴⁸ Au cours notamment de la bataille de la baie de Heligoland, le 18 décembre 1939.

¹⁴⁹ Diffusée le 14 février 1942 par le Ministère de l'Air britannique, la directive générale n°5 (*General Directive n°5*, référencée S.46368/111. D.C.A.S) ordonnait de concentrer les attaques sur le moral de la population civile ennemie et en particulier sur les ouvriers des industries. Notons qu'Arthur Harris a justement été nommé à la tête du Bomber Command quelques jours après l'émission de cette directive, pour améliorer l'efficacité des bombardements britanniques dans la direction qu'elle indiquait.

Américains leur ont emboîté le pas, mais en refusant toutefois d'intervenir de nuit, dans un souci, au moins affiché, de plus grande précision¹⁵⁰. Le résultat de cette différence d'approche est le concept d'offensive *around the clock*¹⁵¹, décidée à la conférence de Casablanca en janvier 1943, qui ne laissera en pratique aucun répit à l'Allemagne. Sur le théâtre asiatique, les Américains se sont livrés à la destruction de pans entiers des villes japonaises. Sitôt que les bombardements stratégiques ont été rendus possibles sur l'archipel nippon avec la mise en service du bombardier B-29 et la reprise des îles Mariannes fin 1944, le rapport *coût/efficacité* des bombardements américains devînt nettement plus favorable. Les constructions urbaines japonaises étant majoritairement construites à base de bois, l'effet des bombes incendiaires larguées en masse et à basse altitude fut dévastateur. A titre d'exemple, le raid mené sur Tokyo le 9 mars 1945 à l'aide de 334 B-29 entraîna la mort de 83 793 personnes, en blessa environ 100 000 autres, rasa une surface de 40km², au prix de la perte de 14 bombardiers seulement¹⁵².

Mais alors que les opérations de bombardement alliées, menées contre des populations civiles désarmées, n'ont jamais été poursuivies comme crimes de guerre, le raid emblématique allemand de novembre 1940 sur Coventry, ville sidérurgique et cruciale pour la production de matériel de guerre britannique, sera porté sur la liste des crimes de guerre au procès de Nuremberg. Plus largement, comme le relève Charles Maier, les

¹⁵⁰ Il est important de préciser que les Américains disposaient d'un viseur gyrostabilisé, le *Norden*, plus performant que ceux des Britanniques et qu'ils ne souhaitaient pas exporter.

¹⁵¹ Dont la traduction française, moins imagée, serait « 24 heures sur 24 ».

¹⁵² FACON, *op. cit.*

bombardements allemands de la guerre d'Espagne (Madrid, Guernica ou encore Barcelone) et de la Seconde Guerre mondiale (Varsovie, Rotterdam ou Coventry) ont été considérés comme « *des actes de terreur aveugle*¹⁵³ », tandis que les campagnes bien plus dévastatrices lancées par les Alliés contre des centres urbains italiens, allemands ou japonais ont été retenues comme « *des actions militaires légitimes*¹⁵⁴ ». Ici, l'immixtion du *jus ad bellum* dans le *jus in bello* est frappante : sont légitimes, sur la base d'un raisonnement conséquentialiste (car un raisonnement déontologiste réprouve au minimum toute non-discrimination, voire tout acte entraînant des victimes), les bombardements non-discriminants des Alliés car leur cause était juste, là où celle des Allemands ne l'était pas. Ce sentiment semble, étrangement, partagé par les vainqueurs comme par les vaincus. En effet, les Allemands eux-mêmes ne se sont jamais réellement plaints du sort qui leur avait été réservé par les bombardements stratégiques alliés, sans doute parce qu'ils étaient intimement convaincus que leur pays portait la responsabilité de cette guerre atroce. La guerre du Vietnam nous donne un autre exemple de l'interaction entre le *jus in bello* et le *jus ad bellum*. Une note verbale, confidentielle, fût adressée par le CICR à la Mission permanente des États-Unis, le 17 juillet 1972. Elle dénonçait, de manière certes tardive, les « *tapis de bombes lâchés par des bombardiers lourds volant à très haute altitude* ». Celle-ci a immédiatement été jugée inacceptable par le Gouvernement américain qui reprocha au CICR « *de n'avoir fait aucune référence aux raisons*

¹⁵³ C'est également le cas des bombardements aériens japonais sur Nankin, de décembre 1937 à février 1938, qui seront jugés au procès de Tokyo.

¹⁵⁴ MAIER, *op. cit.*

qui avaient motivé l'intervention au Viet Nam, à savoir l'invasion du Viet Nam du Sud par l'armée nord-vietnamienne¹⁵⁵ ».

Au-delà des statistiques déshumanisantes, il est éclairant de s'attarder sur la manière atroce dont les personnes décédaient lors des bombardements. D'après Jörg Friedrich par exemple, les victimes allemandes des bombes incendiaires alliées « mouraient brûlées dans l'asphalte en fusion, incinérées dans des caves ou asphyxiées par le monoxyde de carbone et le manque d'oxygène¹⁵⁶ ». Quelle différence dans l'horreur avec des armes jugées totalement illégitimes, comme par exemple les armes bactériologiques ou chimiques ? Celles-ci, bien qu'illégales, sont d'ailleurs loin d'avoir disparu, comme en témoignent les bombardements chimiques de villages kurdes par l'aviation de Saddam Hussein en 1988¹⁵⁷ ou, plus récemment, ceux commis par les forces loyalistes de Bachar el-Assad sur des villages rebelles en Syrie. Pascal Dupont nous rappelle que « dans son rapport 2017/2018, Amnesty international a dénoncé l'emploi de bombes à sous-munitions et d'armes chimiques dans les conflits de la Syrie et du Yémen. En Syrie notamment, Human Rights Watch et l'ONU ont recensé des attaques aériennes aveugles ou ciblées contre des civils et des biens de caractère civil menées par les forces gouvernementales et leurs alliés, notamment l'Iran et la Russie¹⁵⁸ ».

La question sous-jacente au ciblage de la population civile est en réalité celle de la nécessité

¹⁵⁵ BUGNION, *op. cit.*

¹⁵⁶ FRIEDRICH (Jörg), *Der Brand : Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*, Propyläen Verlag, Munich, 2002, 592 p., cité par MAIER, *op. cit.*

¹⁵⁷ Le plus connu étant celui du 16 mars, sur le village kurde irakien d'Halabja, qui causa le décès d'environ 5 000 civils.

¹⁵⁸ DUPONT, *op. cit.*

militaire, d'autant plus complexe que ce critère est largement subjectif. Pour tenter d'apporter une réponse, prenons l'exemple des deux bombardements nucléaires. Le Japon n'avait pas accepté l'ultimatum de la déclaration de Postdam du 26 juillet 1945, et n'était de fait pas prêt à se rendre. La principale option *conventionnelle* envisagée était la reprise des îles de l'archipel nippon, l'une après l'autre. Or, 600 000 défenseurs japonais étaient attendus sur l'île de Kyushu, où 767 000 soldats étaient prévus de débarquer en novembre 1945 (on découvrira après la guerre qu'il y avait, en réalité, 900 000 défenseurs sur Kyushu). L'étape suivante était le débarquement en mars 1946 de plus d'un million de soldats alliés sur l'île principale de Honshu, où étaient stationnés environ deux millions de soldats adverses. Sachant que les Japonais avaient systématiquement démontré qu'ils se battaient jusqu'à la mort plutôt que de se rendre (comme à Saipan ou Iwo Jima), on imagine le nombre de victimes que ces affrontements conventionnels auraient causé de part et d'autre (sans compter les inévitables dommages collatéraux sur la population civile, comme en témoignent les 160 000 morts civils occasionnés durant la seule campagne d'Okinawa). Les combats antérieurs sur les îles du Pacifique avaient entraîné environ un tiers de victimes chez les soldats américains engagés, réparties entre 30% de morts et 70% de blessés. Sans exagération, et rien que pour les Alliés, on peut donc évaluer à plus de 500 000 morts le bilan des deux opérations planifiées de débarquement. Une alternative *conventionnelle* à l'invasion était le maintien à (très) long-terme d'un blocus maritime renforcé, dont les conséquences auraient été l'affaiblissement progressif de la population japonaise, et le maintien pour encore longtemps des mauvais traitements infligés aux populations asiatiques sous

domination japonaise, ainsi qu'aux nombreux prisonniers de guerre. En comparaison, les estimations les plus hautes – sans doute notablement exagérées – du nombre de victimes (très majoritairement civiles) des deux bombardements nucléaires s'élèvent à 320 000 morts, en incluant les décès ultérieurs liés à la radioactivité. Quant à la polémique sur l'influence réelle des bombardements atomiques sur la reddition japonaise¹⁵⁹, il suffit de relire l'allocution radiophonique du 14 août 1945, dans laquelle l'empereur Hirohito déclare que *« l'ennemi a mis en œuvre une bombe nouvelle d'une extrême cruauté, dont la capacité de destruction est incalculable et décime bien des vies innocentes. Si nous continuions à combattre, cela entraînerait non seulement l'effondrement et l'anéantissement de la nation japonaise, mais encore l'extinction complète de la civilisation humaine »*. Si l'on en croit Christian Kestler, Hisatsune Sakomizu, secrétaire en chef du Cabinet en août 1945, déclarera quelques mois plus tard avoir immédiatement réalisé que *« si l'annonce [du bombardement atomique sur Hiroshima] était vraie, nul pays ne saurait continuer de guerre. Sans bombe atomique, il serait impossible à tout pays de se défendre contre la nation en possession de l'arme. C'était une chance d'en finir avec la guerre. Il n'était pas nécessaire de blâmer le côté militaire, les fabricants ou n'importe*

¹⁵⁹ Si l'on élargit la réflexion, Robert Pape, par exemple, relativise voire conteste l'influence du bombardement stratégique sur la reddition du Japon (PAPE (Robert A.), « Why Japan Surrendered », *International Security*, n°18, 1993/2, p. 154 – 201). C'est sans doute négliger que ces bombardements sur le territoire japonais avaient causé, en cinq mois seulement, trois fois plus de morts que cinq années de bombardement sur le territoire allemand, et que la poursuite (planifiée) de ce rythme infernal aurait nécessairement eu des répercussions majeures sur la résilience japonaise.

qui d'autre – il n'y avait rien que la bombe. C'était une bonne excuse¹⁶⁰ ».

A la lueur de ces éléments, il semble que le dilemme éthique mérite d'être posé en ces termes : quel traitement est-il le moins inhumain, donc le moins immoral ? Un effroyable bombardement nucléaire d'une partie circonscrite de la population japonaise, ou la mort lente de l'ensemble de la Nation et des millions de personnes retenues sous le joug nippon ? Une torture prolongée ne serait-elle pas immorale quand une victoire rapide serait possible ? Un raisonnement déontologiste (plutôt idéaliste) rejette naturellement le bombardement délibéré de centaines de milliers de civils, tandis qu'une logique conséquentialiste (et réaliste) tend évidemment à privilégier la fin rapide du conflit qui occasionne le moins de victimes au total, et chez les militaires de son propre camp en particulier. En outre, si l'on suit le raisonnement de McMahan¹⁶¹, qui préfère une distinction entre le camp qui mène une guerre juste et l'autre (qui, logiquement, mène donc une guerre injuste) plutôt que la traditionnelle délimitation entre combattants et non-combattants, il était largement préférable de causer des victimes civiles japonaises (appartenant donc au *camp du mal*) que des soldats alliés (du *camp du bien*). La justification de la seconde bombe, celle larguée sur Nagasaki, interroge davantage, notamment sur les motivations réelles des Américains. Si l'intérêt militaire de la première bombe se défend, le second bombardement était-il réellement nécessaire pour emporter la décision, ou du mois, à une date si

¹⁶⁰ KESTLER (Christian), *Les kamikazés japonais dans la Guerre du Pacifique 1944-1945*, Economica, Paris, 2018, 188 p.

¹⁶¹ Philosophe britannique qui remet en cause la théorie de la guerre juste telle qu'énoncée par Michael Walzer.

rapprochée que les conséquences politiques de la première n'étaient pas encore mesurables ? De quel poids a réellement pesé la tentation d'expérimenter aussi, grandeur nature, les effets d'une bombe au plutonium¹⁶² ? Et si l'on accepte l'idée de la nécessité militaire, était-ce acceptable au sens du respect de la proportionnalité, autre critère du *jus in bello*¹⁶³ ? D'après Charles Maier, Churchill estimait que la morale « exigeait [...] d'infliger quelques dommages à un ennemi qui menaçait d'envahir le pays et transformait Londres en terrain vague ». Mais il reste convaincu que « les Britanniques sont allés bien au-delà des destructions qu'ils avaient eux-mêmes subies (de la même manière, la riposte américaine contre le Japon a dépassé de beaucoup les pertes subies à Pearl Harbour, si souvent citées comme justification) »¹⁶⁴.

Il est utile de replacer ces événements dans le contexte juridique de l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Comme le rappelle très justement Javier Guisández Gómez, « il n'existait aucun accord, traité, convention ou autre instrument régissant la protection de la population civile ou de ses biens, puisque les conventions alors en vigueur portaient seulement sur la protection des blessés, des malades en campagne et dans la guerre maritime, sur les navires-hôpitaux, les lois et les coutumes de la guerre, ainsi que sur la protection des prisonniers de guerre »¹⁶⁵. Depuis, l'article 51

¹⁶² Pour mémoire, *Little Boy*, la bombe larguée sur Hiroshima le 6 août 1945, était fabriquée à base d'uranium, tandis que la matière fissile de *Fat Man*, larguée sur Nagasaki 3 jours plus tard, était du plutonium.

¹⁶³ Pour Javier Guisández Gómez, « à cause de son caractère subjectif, ce principe est considéré comme le talon d'Achille du droit de la guerre ». GÓMEZ, *op. cit.*

¹⁶⁴ MAIER, *op. cit.*

¹⁶⁵ GÓMEZ, *op. cit.*

« *Protection de la population civile* » du *Protocole additionnel I* de 1977¹⁶⁶ précise le caractère illicite des bombardements de zone effectués sans discrimination, à savoir « *les attaques par bombardement [...], qui traitent comme un objectif militaire unique un certain nombre d'objectifs militaires nettement espacés et distincts situés dans une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil* ». Nonobstant cette lacune juridique, des restrictions ont été régulièrement imposées à l'arme aérienne pour limiter son impact sur les populations civiles. A titre d'exemple, l'empereur Guillaume II était personnellement intervenu pour interdire l'emploi, initialement envisagé, des *Elektronbrandbomben*. La charge utile de ces bombes, l'Elektron, était un alliage de magnésium qui présentait la particularité de déclencher un incendie dont l'extinction était quasiment impossible. L'empereur avait vraisemblablement jugé que l'effet dévastateur de cet armement entraînerait des répercussions humanitaires, et par conséquent politiques, inacceptables.

Il reste, encore aujourd'hui, une zone grise dans les frappes aériennes. Il s'agit du sort que l'on peut réserver, au sein même de la catégorie des combattants, aux fuyards (à la différence des soldats qui se rendent). Au sujet du « *tir au pigeon* » de la coalition contre les forces irakiennes en fuite durant les quatre jours de l'offensive terrestre de la Première guerre du Golfe¹⁶⁷, Michael Walzer évoque un « *sentiment de malaise devant le spectacle de ces dernières heures de la guerre, et [son]*

¹⁶⁶ *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux*, signé le 8 juin 1977.

¹⁶⁷ Opération *Desert Sabre*.

soulagement lorsque le président Bush donna l'ordre d'arrêter la tuerie¹⁶⁸ ». Maja Zehfuss, quant à elle, évoque l'absence de nécessité d'exécuter ces soldats en fuite, et donc, son immoralité¹⁶⁹. Ainsi, même dans une guerre considérée comme juste, et alors même que les méthodes utilisées ne sont pas expressément condamnées par le droit international humanitaire, l'emploi effectif de la puissance aérienne peut être intimement perçu comme illégitime.

Le cas particulier de la mission de *police du ciel* mérite également d'être brièvement abordé. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le risque du détournement d'un avion de ligne est pris très au sérieux par les pays qui sont dans le viseur des organisations terroristes. Les mesures mises en œuvre pour contrer cette menace se résument à la mise en alerte (au sol ou en vol) d'avions et d'hélicoptères armés, doublés parfois de dispositifs de missiles sol-air, parés à ouvrir le feu sur un aéronef avant qu'il ne parvienne à s'écraser sur un objectif critique (on peut penser à un rassemblement de personnes, à des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses comme les barrages, à des centres de pouvoir ou à des symboles culturels par exemple). Mais la décision d'abattre un avion civil en vol, dans lequel se trouvent de nombreux passagers autour d'une poignée de terroristes, n'est pas anodine. Il s'agit, dans un temps particulièrement contraint compte-tenu de l'urgence de la situation, de décider de sacrifier, *de manière certaine*, plusieurs centaines de passagers pour éviter la *possibilité* de dommages moins acceptables. Un raisonnement guidé par l'éthique de conviction inciterait à ne pas intervenir, tandis qu'une éthique de responsabilité impose de

¹⁶⁸ WALZER, *op. cit.*

¹⁶⁹ ZEHFUSS, *op. cit.*

détruire l'avion avant qu'il ne soit trop tard. En France, la sensibilité de cette question a conduit à en confier la responsabilité au Premier ministre, dans une logique similaire à celle suivie pour le déclenchement du feu nucléaire qui reste, lui, du ressort unique du Président de la République.

Enfin, n'oublions pas que l'arme aérienne peut également infliger des dégâts considérables, parfois irréversibles, sur l'environnement, et, partant, entraîner de lourdes conséquences sur les générations futures. Pendant la guerre du Vietnam, dans le but d'affaiblir les armées du Viêt Cong, les Américains ont cherché à détruire massivement l'écosystème en pulvérisant du défoliant (l'*agent Orange*, par ailleurs tératogène) sur 3,3 millions d'hectares de terres et de forêts. Les conséquences de cet épandage (détérioration durable des sols, de l'équilibre alimentaire, des systèmes d'irrigation, de la faune, de la flore et vraisemblablement aussi du climat) se font encore ressentir aujourd'hui, près d'un demi-siècle plus tard. Sans compter les obus et munitions toujours enfouis (et régulièrement retrouvés), au Vietnam comme ailleurs, qui polluent les écosystèmes des zones bombardées en raison de leur composition (mercure, perchlorate...).

Pour clore cette polémique autour de la discrimination, il est nécessaire de préciser que les armées occidentales, aujourd'hui, ne recherchent pas seulement à préserver la vie de leurs soldats, mais également celle des civils. Le traumatisme moral de la société américaine, largement documenté, occasionné par la guerre du Vietnam, a fait prendre conscience à toute une génération de décideurs politiques américains la nécessité absolue de mener une guerre propre, sous peine de perdre l'opinion publique, voire la guerre elle-même.

Une arme qui n'est rétrospectivement responsable que d'une infime minorité des victimes des conflits, à l'opposé de la représentation traditionnelle

Contrairement aux idées reçues, il est intéressant de rappeler que le nombre de victimes causées par les bombardements aériens reste généralement faible, en comparaison avec le nombre total de victimes engendrées par un conflit armé. D'après Gil Elliot, sur les cent dix millions de victimes des conflits des sept premières décennies du XX^{ème} siècle, moins de deux millions sont dues aux frappes aériennes, soit moins de 2%¹⁷⁰. Prenons deux exemples. Sur les cinquante à soixante millions de morts de la Seconde Guerre mondiale, le rapport de l'enquête sur les bombardements stratégiques alliés (*United States Strategic Bombing Survey*), initialement mandatée par le président Roosevelt et terminée après la guerre, n'en a attribué *que* 630 000 aux attaques aériennes, même si ce nombre est sans doute légèrement sous-estimé. Aucune commune mesure, donc, avec les victimes liées aux affrontements terrestres par exemple. Si l'on considère maintenant le conflit vietnamien, les Américains ont largué environ sept millions de tonnes de bombes entre 1966 et 1972, faisant du Laos et du Cambodge les pays les plus bombardés de l'histoire. Ainsi, soumis à plusieurs campagnes de bombardement aérien pendant la guerre (l'opération *Rolling Thunder* a duré 3 ans et demi !), le territoire vietnamien aura été trois fois plus bombardé que l'Allemagne de la Seconde Guerre mondiale. En comparaison, l'US Army a tiré environ 8 millions de tonnes d'obus rien que sur le Sud-

¹⁷⁰ ELLIOT (Gil), *Twentieth Century Book of the Dead*, Penguin Books Ltd, 1973, 256 p.

Vietnam¹⁷¹, déclarant même certaines parties du territoire *zones de tir libre*. Cherchant à déterminer la part attribuable aux frappes aériennes parmi les 587 000 civils vietnamiens décédés, Phillip S. Meilinger l'évalue à un quart *seulement* du total des victimes¹⁷². Étrangement, le retentissement des dommages collatéraux dus au bombardement aérien est toujours plus important que celui des conséquences involontaires du combat terrestre, comme en témoigne le cas de l'opération *Barkhane* actuellement, où toute suspicion de dommage collatéral des frappes aériennes est immédiatement instrumentalisée au travers de publications sur les réseaux sociaux aux relents anti-français.

Les prophètes de la puissance aérienne avaient dès le départ annoncé que l'aviation militaire offrait des perspectives moins meurtrières pour les deux camps que les traditionnels affrontements sur terre ou en mer. Force est donc de constater que l'histoire leur donne raison. Mais les principaux responsables des victimes restent les despotes, au travers des génocides qu'ils orchestrent ou des famines qu'ils engendrent, envers leur propre peuple comme à l'égard de leurs ennemis¹⁷³. Et ce sont principalement contre ces tyrans que les coalitions occidentales cherchent aujourd'hui à lutter, au moyen, notamment, de la puissance aérienne.

¹⁷¹ Les 27 000 tonnes d'obus non explosés seront d'ailleurs réutilisées par le Viêt-Cong pour fabriquer des pièges qui seront responsables d'environ 6 000 victimes parmi les soldats américains. MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *op. cit.*

¹⁷² En l'absence de chiffres vérifiables, il se fonde sur une extrapolation des données fournies par Guenter Lewy dans *America in Vietnam*, publié en 1978. *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*

*Une arme qui rompt avec le traditionnel
équilibre du risque entre les deux adversaires*

La puissance aérienne implique, intrinsèquement, une forme de distanciation du combat, face à laquelle les réactions morales sont partagées, entre ceux qui condamnent le fait de tuer sans s'exposer, et ceux qui louent les vies (amies) épargnées. Le dilemme sous-jacent est la dissymétrie, ou plus exactement la disproportionnalité, entre une faible prise de risque par les aviateurs et l'ampleur des dommages infligés. C'est peut-être d'ailleurs la critique la plus régulièrement formulée à l'encontre de la puissance aérienne, même si, comme souvent, son fondement est en réalité bien fragile.

D'un point de vue moral, il convient en premier lieu de veiller à utiliser la formidable puissance destructrice de l'arme aérienne à bon escient, sur la bonne cible, et non pas *d'écraser une mouche avec un marteau*. Cela explique l'importance accordée au processus de ciblage dans les armées occidentales, qui va jusqu'au choix de l'arme la plus adaptée à la cible.

L'autre volet de cette critique courante réside dans l'affirmation que les aviateurs s'éloigneraient justement du *combattant* pour devenir des *assassins*. Hélié de Saint Marc pense par exemple que « *les bombardements contre la Serbie, l'Irak, ou l'Afghanistan posent un grave problème éthique. La conception américaine de la guerre, née après le Vietnam, consiste à provoquer la mort sans subir de pertes humaines : des avions sans pilotes, des drones et des missiles. Or depuis la nuit des temps, la légitimité du soldat vient de son acceptation du risque. Il a le pouvoir exorbitant de tuer, mais il met également sa peau en jeu. Ainsi, il n'est pas*

*un assassin mais un combattant*¹⁷⁴ ». En effet, le général François Lecointre, quelques années avant de devenir chef d'état-major de l'armée française, affirmait que « *c'est, en fait, le sacrifice consenti de sa propre vie qui rend moralement supportable l'obligation de tuer. La mort acceptée est intimement liée à l'éthique militaire*¹⁷⁵ ». Or la distanciation, dans la mesure où elle évacue toute possibilité de réciprocité, supprime le combat. La guerre devient unilatérale, c'est-à-dire, en quelque sorte, une application pure de violence. A ce sujet, Michael Walzer estime que « *lorsque le monde se trouve irrémédiablement divisé entre ceux qui lancent les bombes et ceux qui les reçoivent, la situation devient moralement problématique*¹⁷⁶ ».

Appuyons-nous sur quelques exemples historiques pour tenter de faire la part des choses entre le mythe et la réalité. Certes, on retient souvent que le très lourd bilan des pertes américaines au cours de la guerre du Vietnam a conduit l'armée de l'air américaine à rechercher une manière d'infliger la mort sans la subir. Le développement des drones et des missiles procède de cette logique. La portée des missiles de croisière de type SCALP¹⁷⁷ par exemple excède aujourd'hui 250 km¹⁷⁸, mettant ainsi le tireur à une distance de sa cible qui l'affranchit de la plupart des menaces (ce qui ne veut pas pour autant dire que le missile, lui, ne pourra pas être intercepté). L'exemple de l'intervention – essentiellement

¹⁷⁴ SAINT MARC (Hélie De), KAGENECK (August Von), *Notre histoire, 1922-1945*, J'ai lu, Paris, 2004, 284 p.

¹⁷⁵ LECOINTRE (François), « L'action militaire aujourd'hui : un sens à partager », *Inflexions*, n°1, 2005/1, 142 p., p. 89 – 101.

¹⁷⁶ WALZER, op. cit.

¹⁷⁷ « Système de croisière conventionnel autonome à longue portée ».

¹⁷⁸ Donnée grand public figurant dans la documentation commerciale du missileier MBDA.

aérienne – en Libye en 2011, première opération militaire sans aucune perte amie (du côté de la coalition), semble en effet corroborer cette affirmation. Il est pourtant aisé de réfuter cette critique. Pour les conflits relativement anciens, le nombre et surtout la proportion d’aviateurs tombés pendant les deux guerres mondiales parlent d’eux-mêmes. Pour les conflits plus récents, force est de constater que les équipages sont relativement épargnés. Le sort parfois réservé aux pilotes abattus, comme celui du lieutenant-colonel israélien Ron Arad, pilote de F-4 capturé en 1986 par une milice libanaise et vraisemblablement mort en captivité, ou du capitaine Maaz al-Kassasbeh, le pilote de F-16 jordanien brûlé vif par Daesh début 2015, ne suffit sans doute pas à contrebalancer ce réquisitoire. En revanche, il est intéressant de remarquer par exemple que selon Phillip Meilinger, pendant l’opération *Allied Force*, les équipages occidentaux avaient trois fois plus de risque d’être la cible d’un missile sol-air que pendant l’opération *Desert Storm* huit ans plus tôt¹⁷⁹. Enfin et surtout, la recherche de cette asymétrie résulte d’une exigence forte des opinions publiques occidentales visant à réduire au minimum les pertes amies au cours d’une opération extérieure¹⁸⁰. La quasi-invulnérabilité du camp dominant, c’est-à-dire le discours du *zéro pertes*, devient une norme éthico-politique¹⁸¹. Mais là encore, comme nous l’avons vu, cette tendance s’accompagne, indissociablement, de celle visant à réduire au strict minimum les victimes civiles.

¹⁷⁹ MEILINGER (Phillip S.), « Paradox list », *op. cit.*

¹⁸⁰ Même si l’histoire récente ne permet heureusement pas de le confirmer, il semble évident que cette aversion aux pertes amies serait bien moindre dans le cas d’une agression armée se déroulant sur le sol national.

¹⁸¹ CHAMAYOU, *op. cit.*

Il est impossible d'évoquer la problématique aérienne de la distanciation sans évoquer le cas particulier des drones, *a fortiori* armés. Pascal Dupont constate qu'« *il [leur] est reproché [...] d'introduire une distance trop importante entre l'arme et la cible, ce qui était déjà le cas en 1139 lorsque le concile de Latran prohiba l'emploi des arbalètes, considérées comme contraires aux "lois de la guerre"*¹⁸² ». Il y a là, incontestablement, si l'on sort le drone armé de l'appareil militaire qui l'accompagne, une asymétrie, voire une non-réciprocité dans l'emploi de la force.

La critique faite à l'endroit des drones est double. D'une part, leurs détracteurs considèrent que « *les particularités des drones armés font qu'ils sont plus susceptibles que les autres armes d'être utilisés à des fins néfastes. Leur faible coût peut faciliter leur prolifération rapide, leur petite taille et leur précision peuvent inciter les forces armées clandestines et les acteurs non étatiques à les utiliser en secret et sans la transparence, le contrôle et la responsabilisation voulues, et le risque minime pour leurs opérateurs peut abaisser le seuil d'emploi de la force*¹⁸³ ». Cet argument, développé dans l'Agenda de désarmement des Nations Unies de 2018, reprend l'un des arguments phares de Grégoire Chamayou, développé dans son ouvrage *Théorie du drone*¹⁸⁴. Cet abaissement du seuil du recours à la force est, selon Jeangène Vilmer, « *l'objection la plus sérieuse que l'on puisse faire à son emploi*¹⁸⁵ ». Il existerait une

¹⁸² DUPONT, *op. cit.*

¹⁸³ Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, *Assurer notre avenir commun : Un programme de désarmement*, Publications des Nations Unies, New York, 2018, 88 p.

¹⁸⁴ CHAMAYOU, *op. cit.*

¹⁸⁵ JEANGÈNE VILMER (Jean-Baptiste), « Légalité et légitimité des drones armés », *Politique étrangère*, n°3, 2013, p. 119-132.

seconde problématique éthique de l'emploi des drones armés, indirecte cette fois-ci, défendue par Grégoire Chamayou : c'est la perception particulièrement négative des frappes de drones par les populations. En effet, contrairement aux avions de chasse, l'endurance des drones permet un survol quasiment ininterrompu des zones de conflit, et maintient une incertitude permanente sur la menace d'une frappe aérienne. Dans une logique conséquentialiste, le drone armé serait une méthode de combat présentant un risque élevé d'aliénation de la population, et ne devrait donc être utilisé qu'avec parcimonie. Cette considération doit toutefois être relativisée. La population concernée se trouve dans des zones de conflit très spécifiques (comme à Gaza ou dans certaines zones d'Afghanistan ou du Pakistan par exemple), où les drones ne représentent en réalité qu'une menace parmi d'autres (exactions diverses, attentats suicides, engins explosifs improvisés...), et ne sauraient par conséquent être tenus pour seuls responsables de l'exaspération légitime de la population. Plus largement, cette problématique touche à la question de l'ubiquité de la puissance aérienne et de la menace afférente. Elle s'imisce dans le quotidien de la population par ses missions de surveillance ou d'écoute. En 2009, alors que le général Stanley McChrystal tentait de gagner les cœurs et les esprits en Afghanistan et encadrait au maximum les intrusions de patrouilles terrestres dans les habitations, les hélicoptères de la coalition continuaient de survoler à très basse hauteur les compounds afghans lors de leurs trajets quotidiens entre deux bases aériennes¹⁸⁶.

¹⁸⁶ Les habitations afghanes situées en dehors des villes sont en grande majorité composées d'une petite maison et d'une plus grande cour, délimitées par de hauts murs en terre qui protègent de la vue, cherchant ainsi, culturellement, à préserver l'intimité familiale. On comprend aisément le sentiment d'agression qui pouvait être ressenti

Face à la ferveur médiatique associée aux drones armés, que Joseph Henrotin qualifie de « *figure aérienne du mal*¹⁸⁷ », il n'est pas inutile de commencer par rappeler que ce n'est pas une nouveauté. En France par exemple, les premiers avions radiocommandés volaient déjà à l'été 1917 ; les avions sans pilote ont déjà plus d'un siècle. Pour aller plus loin, qui se souvient aujourd'hui que le premier bombardement aérien de l'histoire a été effectué le 2 juillet 1849 par des ballons armés d'explosifs et lancés à distance par la flotte austro-hongroise au large de la cité vénitienne assiégée¹⁸⁸, autrement dit, par une forme rustique de drones ? C'est l'armement récent des drones en opérations, au début des années 2000, qui a véritablement initié le débat¹⁸⁹. D'autre part, signalons que le drone armé n'est pas devenu le vecteur privilégié des frappes aériennes. En 2013, d'après des informations officielles de l'US Central Command rapportées par Patrice Sartre, ils représentaient « *de l'ordre de 10 % des aéronefs de l'US Air Force en mesure de délivrer des armements air-sol, et [effectuaient] 12 % des attaques air-sol en Afghanistan*¹⁹⁰ ».

lorsqu'un hélicoptère surgissait par surprise, à grande vitesse et dans un fracas assourdissant à quelques mètres au-dessus du sommet des murs.

¹⁸⁷ HENROTIN (Joseph), « Le drone, figure aérienne du mal ? », *DSI*, Hors-série n°30, juin-juillet 2013, p. 50-52.

¹⁸⁸ LANGENDORF (Jean-Jacques), « Venise, 2 juillet 1849 : le premier bombardement aérien de l'histoire », *Stratégie*, n°102, 2013/1, p. 197 – 203.

¹⁸⁹ Alors que la technologie le permettait déjà pendant la guerre du Vietnam, les drones armés n'ont jamais été employés dans ce conflit, sans doute pour ne pas exacerber l'hostilité déjà farouche de l'opinion publique américaine.

¹⁹⁰ SARTRE (Patrice), *op. cit.* Cette proportion a toutefois une tendance certaine à l'augmentation : les drones Moyenne Altitude

Maintenant que les défauts du drone ont été abordés, mettons-les en balance avec ses qualités. L'absence d'exposition humaine au risque est loin d'être son unique intérêt, et ne prend donc qu'une part relative aux raisons qui conduisent à son emploi. Sa grande autonomie (au sens de l'endurance, c'est-à-dire du temps de vol) et son coût relativement faible (au moins rapporté aux avions d'armes) en font un moyen de premier choix dans la panoplie du chef militaire. En outre, au *défait* éthique de l'asymétrie du risque peut être opposé le *bienfait* éthique d'un vecteur qui assure à ses opérateurs un degré de certitude sur la future cible sans doute inégalé. En effet, l'observation à plusieurs, et presque illimitée dans le temps, de la cible avant sa frappe confère une image de la situation bien meilleure que celle obtenue par exemple depuis un avion de chasse contraint par sa limite d'autonomie entre deux ravitaillements, ou même telle qu'elle est perçue par des forces spéciales dans l'inévitable confusion du combat lors d'un assaut direct¹⁹¹.

Comment considérer alors l'utilisation du drone armé, du point de vue du droit comme de celui de l'éthique ? Concernant leur légalité, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer affirme, en passant les drones armés au crible du droit international, que « *les drones armés sont [bien] des armes légales, et même plus susceptibles que*

Longue Endurance (MALE) seraient aujourd'hui responsables d'un quart des frappes américaines au Levant.

¹⁹¹ Il convient de nuancer cette affirmation dans le cas des *signature strikes* autorisées par le Président Bush en février 2008, « qui consistent à bombarder non plus des individus préalablement identifiés mais des « cibles d'opportunité » (l'administration Obama n'a jamais reconnu le recours à un tel type de frappes) ». KAIL, *op. cit.*

*les autres de respecter le DIH*¹⁹² ». Quant à leur légitimité, un courant de pensée véhiculé par certains philosophes spécialisés dans l'éthique militaire défend que le drone serait *l'arme humanitaire par excellence*, sur la base de la promotion d'une philosophie éthique que Grégoire Chamayou désigne par le terme péjoratif de « *nécroéthique* ». Le raisonnement est fondé sur un syllogisme simple : le projet humanitaire ambitionne de sauver des vies, or le drone permet d'épargner les vies du camp qui en dispose, donc le drone a une vocation humanitaire¹⁹³. C'est, en quelque sorte, un instrument de mise à distance de la violence armée. Quoi qu'il en soit, si la légitimité des drones armés ne fait pas consensus, permettons-nous au moins de rappeler que l'attribution en 2009 du prix Nobel de la Paix au président Barack Obama, qui avait fait du drone armé l'un des outils majeurs de sa guerre contre le terrorisme¹⁹⁴, suggère qu'une large part de l'opinion internationale ne semble pas y voir d'objection éthique majeure.

Si le drone armé cristallise la critique, il n'est que la manifestation la plus évidente d'une tendance millénaire. De manière tout à fait factuelle, cette apparente rupture est en réalité un processus créatif continu, consubstantiel de l'histoire de la guerre et de celle de l'armement. Il est fondé sur l'idée de prendre un avantage décisif sur l'adversaire, dans la combinaison entre l'arme utilisée et la position depuis laquelle elle est

¹⁹² JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste), « Légalité et légitimité des drones armés », *op. cit.*

¹⁹³ KAIL, *op. cit.*

¹⁹⁴ TANDLER (Jaclyn), *Known and Unknowns: President Obama's Lethal Drone Doctrine*, Fondation pour la Recherche Stratégique, note n°07/13, 2013, 5 p.

employée. De la sarisse macédonienne¹⁹⁵ au drone *Reaper*, en passant par le missile balistique et le fusil McMillan Tac-50¹⁹⁶, ce raisonnement a été appliqué à toutes les composantes de la guerre, terrestre, navale et aérienne. À titre de comparaison, les portées des canons d'artillerie CAESAR¹⁹⁷ et des LRU¹⁹⁸ sont supérieures, respectivement, à 40 et 80 km, tandis que le missile de croisière naval français peut être tiré d'une frégate navigant à plus de 1 000 km de sa cible. Il semble d'ailleurs plutôt rationnel, dans toute forme de combat, de chercher à infliger des dommages tout en évitant d'en recevoir soi-même. L'arme aérienne permet seulement de pousser cette logique à son paroxysme. Revenant sur les drones, Éric Germain nous rappelle que « *cette "guerre des drones" conclut [en réalité] un processus séculaire d'obsolescence de la distinction entre le front et l'arrière*¹⁹⁹ », tandis que Michel Kail considère que « *cette distance considérablement amplifiée s'inscrit cependant dans la continuité de l'histoire des armes balistiques*²⁰⁰ ». Ainsi, la puissance aérienne a d'abord permis au combattant de sortir du champ de bataille, à bord d'aérostats ou des premiers avions, puis de projeter sa puissance au cœur du sanctuaire adverse avec le bombardement stratégique. Elle a ensuite fait sortir l'opérateur du système d'arme avec le drone, et l'Intelligence Artificielle (IA) pourrait demain lui permettre d'évacuer l'humain du processus décisionnel.

¹⁹⁵ Lance du IV^{ème} siècle av. J.-C. pouvant atteindre plus de 7 mètres de long.

¹⁹⁶ Fusil de précision américain permettant de réaliser un tir léthal à plus de 3 500 mètres de distance.

¹⁹⁷ CAMion Equipé d'un Système d'ARTillerie.

¹⁹⁸ Lance-Roquette Unitaire.

¹⁹⁹ GERMAIN, *op. cit.*

²⁰⁰ KAIL, *op. cit.*

Toute arme mettant le combattant à distance du champ de bataille ou susceptible d'introduire une nouvelle *rupture* dans la manière de combattre fait partie des capacités militaires *sous surveillance* ; à ce titre, les avancées technologiques de la guerre aérienne sont malgré tout étroitement surveillées, avec les drones, *a fortiori* armés, les missiles hypersoniques, l'intelligence artificielle et les robots. Dans le contexte spécifique de la guerre contre le terrorisme, Patrick Sartre évoque le risque d'une « *asymétrie des projets qui s'affrontent : la volonté hallucinée de l'homme désarmé face à la technologie désincarnée*²⁰¹ ». Tout l'enjeu des démocraties libérales est de discerner la cause et la conséquence : l'immoralité d'un adversaire plus faible est-elle la raison de notre recours à la force, légitime dans ce cas, ou bien au contraire, l'ennemi rivalise-t-il par une dissymétrie morale face à une dissymétrie technologique qui ne lui laisse guère de choix ? Même si l'on ne saurait légitimer le choix d'un mode d'action terroriste, il convient de s'interroger sur notre éventuelle responsabilité dans ce choix, et d'en tenir compte dans notre manière de conduire les hostilités. Dans la préface d'un ouvrage consacré à l'éthique des relations internationales, paru en 2013, Pierre Hassner s'interroge justement sur « *les implications éthiques de la confrontation entre les attentats-suicides, recours des fanatiques religieux d'une part, et les drones, [...] favorisés par des sociétés bourgeoises qui préfèrent échapper au risque à l'aide de la technologie*²⁰² ». Pour Claude Bersay, « *ce sont deux conceptions de la société humaine qui s'affrontent*²⁰³ ».

²⁰¹ SARTRE (Patrice), *op. cit.*

²⁰² JEANGENE VILMER & CHUNG, *op. cit.*

²⁰³ BERSAY (Claude), « Ethique militaire, l'autre stratégie », *Etudes sur la mort*, n°144, 2013/2, 176 p., p. 19 – 26.

Une arme focalisée sur la précision, à la recherche d'une parfaite maîtrise de la violence

L'évolution des valeurs de la société occidentale, et l'importance croissante qu'elle accorde à la vie humaine en particulier, se retrouvent évidemment dans sa manière d'appréhender la guerre. L'objectif est aujourd'hui, plus que jamais, de restreindre les *dommages collatéraux* (concept inventé par les Britanniques au début de la Seconde Guerre mondiale), ces victimes parmi les non-combattants qui sont touchées lors d'un acte de guerre alors qu'elles n'en constituaient pas l'objet. Rappelons d'abord que les dommages collatéraux sont prévus (et encadrés) par le DIH. Ils sont l'héritage direct du « *double-effet* » théorisé par Thomas d'Aquin, qui considère que la qualité morale d'un acte qui a deux effets est affectée par l'effet *intentionnel* (le *mauvais* effet ne doit cependant pas être hors de proportion avec le *bon*)²⁰⁴. Autrement dit, « *une action est condamnable non pas en raison de ses conséquences en elles-mêmes, mais de l'intention qui y préside*²⁰⁵ », ce qui revient à considérer que la fin, dans ce cas précis, peut justifier les moyens.

Pascal Dupont nous rappelle les progrès qui ont été réalisés depuis la Seconde Guerre mondiale dans le but de réduire ces dommages collatéraux : « *alors que la précision du largage d'une bombe était de 1 000 mètres dans les années 1940, elle atteint aujourd'hui entre 3 et 30 mètres selon le type de munitions et les configurations d'emploi. Les armements guidés qui constituaient seulement 8 à 9 % du total des munitions pendant la guerre du Golfe en 1991 ont atteint 70 % en Irak et en*

²⁰⁴ RHODES, *op. cit.*

²⁰⁵ NADEAU & SAADA, *op. cit.*

*Afghanistan puis 100 % en Libye, d'où l'apparition du concept de "frappes ciblées"*²⁰⁶ ». En d'autres termes, pour prendre une comparaison édifiante, en 1940, mille bombardiers B-17 armés de neuf mille bombes étaient nécessaires pour détruire un objectif qu'un unique F-117 pouvait détruire avec une seule de ses deux bombes en 1991, tout en rapportant le rayon d'impact autour de la cible d'un kilomètre à près de 3 mètres²⁰⁷.

Prenons le cas intéressant de l'opération *Allied Force*, qui permet d'appréhender le dilemme associé aux frappes de précision. Toujours dans ce souci absolu de restreindre au minimum les pertes de la coalition, l'altitude de vol était limitée à une altitude plancher de 15 000 pieds²⁰⁸ ; ce qui n'a pas manqué d'être critiqué au sens où les équipages n'auraient pas été en mesure de toucher leurs cibles avec précision depuis cette altitude, augmentant ainsi les dommages collatéraux²⁰⁹. Éric Germain évoque cette campagne aérienne comme le « *dernier épisode de l'arbitrage, moralement contesté, privilégiant une altitude élevée qui renforce la sécurité des équipages au détriment de l'objectif de réduction des dommages collatéraux*²¹⁰ ». Pourtant, Pascal Dupont constate objectivement que « *les opérations de l'OTAN*

²⁰⁶ DUPONT, *op. cit.*

²⁰⁷ Erreur circulaire d'impact à 50%.

²⁰⁸ D'après le Général d'armée Bernard Thorette, chef de cabinet militaire du Ministre de la Défense lors d'*Allied Force*, le président Jacques Chirac avait milité pour abaisser cette hauteur de vol dans un souci *humanitaire* d'augmentation de la précision, contre l'avis de son chef d'état-major des armées, le Général d'armée Jean-Pierre Kelche, sans toutefois obtenir gain de cause face à ses partenaires de l'OTAN (propos tenus lors d'un colloque sur l'opération Trident au Kosovo, organisé à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 2019).

²⁰⁹ MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *op. cit.*

²¹⁰ GERMAIN, *op. cit.*

au Kosovo ont pour la première fois inversé la tendance constante à l'accroissement du nombre des victimes civiles dans les conflits armés²¹¹ », en grande partie grâce au recours plus important aux bombes à guidage de précision (qui représentaient environ 35% de la totalité des bombes tirées pendant l'intervention). Ce type de bombe est généralement plus précis vis-à-vis de cibles fixes et désignées à l'avance (ce qui était le cas de la majorité des objectifs d'*Allied Force*) lorsqu'il est tiré en moyenne altitude (soit au-dessus de 15 000 pieds), en raison à la fois d'un temps de vol suffisant pour corriger la trajectoire de la bombe, mais également pour identifier, désigner et tirer la bombe dans les meilleures conditions possibles pour l'équipage²¹². Concernant les autres types de munition, classiques, la précision augmente logiquement lorsque la bombe est tirée en se rapprochant de la cible, c'est-à-dire à une altitude inférieure, mais cela amène les équipages à s'exposer davantage aux systèmes de défense sol-air. Pour résoudre ce dilemme, refusant initialement que les équipages ne descendent, le commandement avait décidé de réserver les bombes traditionnelles uniquement pour les zones à très faible risque de dommage collatéral²¹³. De toute la campagne aérienne, Phillip Meilinger ne recense qu'un seul cas de dommage collatéral imputable, et en partie seulement, à un équipage volant en moyenne altitude²¹⁴. Après cet incident, l'OTAN a accepté que dans des cas très particuliers, les équipages puissent descendre plus bas que l'altitude *plancher*. Pour autant, eu égard à la fragilité

²¹¹ DUPONT, *op. cit.*

²¹² MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *op. cit.*

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ Il s'agit d'une attaque survenue le 14 avril 1999 à proximité du village de Korisa.

d'une coalition qui aurait facilement pu voler en éclat en cas de pertes amies récurrentes, quel choix privilégier ? Une absence totale de victimes civiles au prix du délitement de la coalition, et donc du maintien au pouvoir d'un régime dont les exactions étaient monnaie courante ? Là encore, l'arme aérienne est au cœur d'un dilemme éthique dont la résolution oppose idéalistes et réalistes.

Les munitions intelligentes à guidage de précision, ou *smart bombs*, ont sans aucun doute changé la manière de conduire la guerre aérienne, voire la guerre tout court. Pour Theo Farrell, elles sont un moyen humain de faire la guerre²¹⁵. L'arme aérienne est aujourd'hui l'instrument militaire le plus précis, et donc d'une certaine manière, le plus *humanitaire*. De plus, comme le souligne Martin Shaw, dès lors que la précision est possible, elle devient un impératif politique²¹⁶, qui contribue donc encore à renforcer cette tendance vertueuse. Mais le problème de la précision des frappes est plus complexe. Alors que la technologie permet aujourd'hui de toucher avec une très forte probabilité la cible visée, c'est justement dans le choix de la cible que peut encore résider l'erreur. En d'autres termes, des erreurs de cartographie peuvent survenir (comme dans le cas du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en mai 1999²¹⁷), le renseignement peut être imparfait (le bunker d'Al Firdos, bombardé en février 1991, avait été désigné à tort comme un centre de

²¹⁵ FARRELL (Theo), *The Norms of War: Cultural Beliefs and Modern Conflict*, Lynne Rienner, Boulder (Colorado), 2005, 225 p., cité par ZEHFUSS, *op. cit.*

²¹⁶ SHAW (Martin), *The New Western Way of War: Risk-Transfer War and its Crisis in Iraq*, Polity Press, Cambridge, 2005, 194 p., cité par ZEHFUSS, *op. cit.*

²¹⁷ C'est du moins la version américaine officielle.

commandement des forces irakiennes), voire la transmission des coordonnées erronée. Il ne suffit pas d'être sûr de toucher sa cible et uniquement sa cible, encore faut-il être sûr de cette cible ! Enfin, le risque de dommage collatéral, certes abaissé, reste malheureusement inévitable, dans la mesure où un dysfonctionnement du système d'arme ou une erreur humaine sont toujours possibles, ou, tout simplement, à cause du fameux « *brouillard de la guerre*²¹⁸ ».

Une arme technologique qui questionne la place de l'Homme dans la guerre

Lorsque l'on parle de drone, il est utile de préciser que l'Homme reste aujourd'hui omniprésent dans sa mise en œuvre. Pour dissiper tout malentendu à ce sujet, les anglosaxons utilisent aujourd'hui l'acronyme « RPA », pour *remotely piloted aircraft*, plutôt que « UAV », précédemment retenu pour désigner les *unmanned aerial vehicles*. En effet, ce sont bien des opérateurs humains qui déterminent et pilotent sa trajectoire à distance, et qui orientent les capteurs embarqués. Dans le cas précis des drones armés, c'est l'Homme qui identifie la cible et mène la frappe, du lancement de la bombe jusqu'à l'impact. Une confusion trop largement répandue consiste à assimiler les drones armés à des *robots tueurs*, en général, mais plus spécifiquement dans le domaine aérien. Les Systèmes d'Armes Létales Autonomes, ou SALA, sont difficiles à définir en raison de leur potentielle diversité. Le rapporteur spécial des Nations Unies Christof Heyns, dans un rapport publié en 2013, les définissait comme des « *systèmes d'armes robotiques qui, une fois activés,*

²¹⁸ CLAUSEWITZ, *op. cit.*

*peuvent sélectionner et attaquer des cibles sans intervention complémentaire d'un opérateur humain. L'élément à retenir est que le robot choisit de façon autonome de viser telle cible et d'utiliser la force meurtrière*²¹⁹ ». Cette définition présente l'inconvénient majeur de simplifier la complexité éthique de ces armes, dans la mesure où toute la question réside dans le degré d'autonomie qui est confié par l'Homme à la machine. Ou, formulé autrement, jusqu'à quel point l'Homme délègue – et, partant, abandonne – la décision à l'intelligence artificielle.

Précisons tout d'abord que les SALA sont très largement vilipendés. Ils sont notamment l'objet d'une campagne de *naming and shaming*²²⁰, baptisée *Stop Killer Robots*, coordonnée par l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Human Rights Watch (HRW) et regroupant plus de cent cinquante ONG à ce jour. Le retentissement de ces condamnations est suffisamment important pour que les entreprises ou les banques cherchent à préserver ou améliorer leur image en se désolidarisant de l'écosystème de ces armes. La rhétorique ferme de Patrick Caine, répétant à l'envi que l'entreprise qu'il préside, Thalès, refuse catégoriquement de développer des systèmes d'armes létaux autonomes, illustre l'impact que les relais d'opinion peuvent avoir sur les programmes d'armement, et donc, *in fine*, sur la manière de faire la guerre.

Certes, ces armes létales autonomes ne concernent pas uniquement la puissance aérienne. Des

²¹⁹ Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires*, Christof Heyns, document A/HRC/23/47 du 9 avril 2013, 26 p.

²²⁰ A l'instar de celle qui entoure l'arme nucléaire avec, par exemple, *Don't Bank The Bomb*.

technologies abouties existent déjà dans les domaines terrestre (robot sentinelle armé SGR-A1, déployé par la Corée du Sud à sa frontière avec la Corée du Nord) et naval (navire de guerre américain Sea Hunter, qui demeurerait non armé à ce stade). Mais le milieu aérien est particulièrement propice à ce type d'armes dans un contexte de déni d'accès de plus en plus poussé. En d'autres termes, en matière aérienne, la supériorité technologique occidentale est d'ores et déjà nivelée par la technologie accessible à coût modéré des défenses sol-air, et donc proliférante. Face à cette impasse dans le rapport de force actuel, les armes autonomes sont une solution permettant la saturation par le nombre, au moyen d'éléments consommables, au profit du système global : on parle de *systèmes de systèmes*. Certains seront sacrifiés, mais d'autres parviendront à remplir la mission, et les moyens de plus grande valeur (dont les vecteurs habités) seront préservés. Il y a donc un véritable intérêt tactique à disposer de ce type d'armes dans le milieu aérien. Selon toute vraisemblance, si l'on en croit David Pappalardo, l'avenir de la puissance aérienne sera incarné par des plateformes aériennes connectées, habitées et non habitées, renforcées par différents capteurs et effecteurs²²¹. Avec les SALA, la place de l'intelligence artificielle est centrale, comme le remarque Hubert Faes : *« elles ne seraient pas simplement des armes pilotées à distance (comme les drones) ni des armes simplement programmées, mais [il s'agirait] d'un système doté d'un cerveau électronique avec capacité d'auto-apprentissage »*

²²¹ PAPPALARDO (David), « The Role of the Human in Systems of Systems: Example of the French Future Combat Air System », site du journal *Over The Horizon*, 27 janvier 2020, URL : <https://othjournal.com/2020/01/27/the-role-of-the-human-in-systems-of-systems-example-of-the-french-future-combat-air-system/>, consulté le 28 mars 2020.

*et de décision*²²² ». La véritable plus-value de l'IA, à ce stade, réside dans sa capacité à traiter un flux de données que l'intelligence humaine n'est pas capable d'absorber. Sur le plan technique, comme le rappelle Pappalardo, « *le problème central est bien celui du degré de liberté octroyée aux machines selon les tâches considérées : reconnaître que les intelligences artificielles ont des faiblesses ne doit pas éluder leurs avantages. L'IA n'est ni bonne ni mauvaise, elle est une réserve d'opportunité puissante, où l'homme doit avoir une place épicentrale*²²³ ». Certaines tâches ne posent pas de problème éthique particulier, comme la navigation, les phases de montée ou de descente, ou encore les phases d'attente, et peuvent donc être totalement autonomisées, ce qui permet de s'affranchir des liaisons de communication dans un environnement électromagnétique contesté. C'est dans les situations de prise de décision de l'emploi de la force qu'apparaissent les véritables enjeux.

Des réflexions complexes sont engagées à l'ONU, dans lesquelles le secrétaire général António Guterres s'est d'ailleurs personnellement impliqué. L'Agenda de désarmement de 2018, déjà évoqué, aborde les SALA sous la double perspective éthique et juridique : « *Alors que la technologie actuelle permet de déployer de telles armes, de sérieux doutes surgissent quant à savoir si leur utilisation en toute circonstance est conforme au droit international humanitaire. Par-delà les aspects juridiques, on s'inquiète également des*

²²² FAES (Hubert), « Une éthique pour les robots tueurs ? », *Revue d'éthique et de théologie morale*, n°289, 2016/2, 142 p., p. 107 – 115.

²²³ PAPPALARDO (David), « Combat coopératif aérien connecté, autonomie et hybridation homme-machine. Vers un « guerrier centaure ailé » ? », *Défense et Sécurité Internationale*, n°139, 2019, 116 p.

*problèmes moraux et éthiques qui se posent si on confère à des machines le pouvoir de mettre fin à la vie humaine [...] Tous [les Etats] semblent convenir qu'il faut au minimum un contrôle de l'homme sur l'emploi de la force [...] Aucun système d'armes ne pourra jamais exercer un jugement conforme aux principes humanitaires car l'application du droit international humanitaire se fonde sur la capacité de discernement et la responsabilité*²²⁴ ». Deux obstacles majeurs aux armes létales autonomes se dessinent donc : leur incapacité à exercer un jugement éthique, et la question de l'imputation de la responsabilité des actions de guerre.

La question de la déresponsabilisation morale de l'opérateur, écartée avec les drones armés, devient lancinante avec les SALA. Le rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, précédemment cité, précise que l'établissement des responsabilités concernant les conséquences de l'utilisation d'une arme autonome étant particulièrement délicat voire impossible, une telle arme ne saurait être considérée qu'illicite et contraire à l'éthique²²⁵. Éric Fiat, dans l'esprit de la pensée d'Hannah Arendt, nous rappelle que « *le fond de l'idée de responsabilité, c'est la possibilité d'identifier quelqu'un comme l'auteur de l'action* »²²⁶. David Pappalardo évoque le danger d'aléa moral : celui qui met en œuvre des armes autonomes est déresponsabilisé, il ne ressent pas directement la responsabilité des morts qu'elles peuvent causer et pourrait donc faire preuve de négligence. C'est un véritable obstacle du point de vue de

²²⁴ Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, *op. cit.*

²²⁵ Assemblée générale, des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, *op. cit.*

²²⁶ FIAT (Éric), « Les enjeux éthiques de la décision – 2^{ème} partie », *La lettre de l'Espace éthique*, n°15-16-17-18, Hiver – été 2002, 189 p., p. 39 – 41

l'éthique de responsabilité, dans la mesure où l'opérateur est moins conscient des conséquences de ses actes ²²⁷. Hubert Faes considère que « *la déshumanisation serait cet évanouissement de toute responsabilité*²²⁸ » : ni la responsabilité du robot, ni celle de son concepteur, ni même celle de l'opérateur (au contrôle duquel il échappe) ne pourraient être mise en cause.

Le second problème éthique réside dans l'absence des notions de pitié et d'empathie dans l'intelligence artificielle, là où l'homme a toujours la possibilité de faire preuve d'humanité même lorsqu'il s'apprête à commettre les pires atrocités²²⁹. Il apparaît en tout cas peu probable aujourd'hui, technologiquement, que les robots deviennent un jour capables de formuler un jugement éthique. Mais Hubert Faes met le doigt sur une profonde contradiction, lorsque les détracteurs des SALA « *dénoncent la déshumanisation de la guerre tout en supposant que les robots sont devenus humains*²³⁰ ».

Quelle attitude adopter alors à l'égard de ces nouvelles armes ? Certains, comme Hubert Faes, considèrent que le risque n'est pas dans la possibilité qu'elles deviennent incontrôlables et nous dépassent, mais bien dans l'utilisation effective que nous en ferons. Autrement dit, les valeurs éthiques devraient entrer en jeu à propos de l'emploi, non de la possession de ce type d'armes. Il ne faudrait donc pas brider par principe leur développement, mais définir une doctrine précise à

²²⁷ PAPPALARDO (David), « Combat coopératif aérien connecté, autonomie et hybridation homme-machine. Vers un « guerrier centaure ailé » ? », *op. cit.*

²²⁸ FAES, *op. cit.*

²²⁹ PAPPALARDO (David), « Combat coopératif aérien connecté, autonomie et hybridation homme-machine. Vers un « guerrier centaure ailé » ? », *op. cit.*

²³⁰ FAES, *op. cit.*

laquelle se tenir²³¹. A cette vision sans doute un peu utopiste, les plus pessimistes rétorqueront, histoire à l'appui, que toutes les armes qui ont été inventées à ce jour ont été utilisées dans la guerre, y compris l'arme nucléaire. Pour la France, la position actuelle a été clairement affirmée par Florence Parly début 2020 : « *ces systèmes sont contraires à nos principes et jamais la France ne confiera une décision de vie ou de mort à une machine qui agirait de façon pleinement autonome et échapperait à tout contrôle humain* ». Lucide, elle précise néanmoins que « *nous ne pouvons pas exclure que d'autres puissances militaires fassent ce choix, c'est pourquoi le débat est légitime*²³² ». Enfin, il n'est pas totalement exclu que cette position évolue dans le temps, à l'instar du radical changement de positionnement français à l'égard des drones armés, avec le tournant pris en 2017. Quoi qu'il en soit, l'Armée de l'air doit absolument s'investir dans ce domaine pour éviter que d'autres ne s'en emparent à sa place et la condamnent à un rôle de simple exécutant. Le risque, comme cela est arrivé pour les drones armés américains sur lesquels la CIA avait pris la main, serait que le cadre éthique de leur emploi ne soit pas pleinement maîtrisé. Elle doit

²³¹ Hubert Faes estime qu'une part de la responsabilité devrait également reposer sur les scientifiques et les ingénieurs, qui, un peu trop facilement, appellent à l'interdiction de ces armes par les pouvoirs publics. En effet, le 28 juillet 2015, à l'ouverture de la Conférence internationale des chercheurs en Intelligence Artificielle qui se tenait à Buenos Aires, des scientifiques, avec à leur tête Stephen Hawking et Stuart Russel, ont publié une lettre ouverte demandant l'interdiction des SALA (URL : <https://futureoflife.org/open-letter-autonomous-weapon>, consulté le 26 mars 2020). Ils forment l'espoir que le pouvoir politique prenne la décision à leur place, alors qu'ils pourraient d'eux-mêmes refuser de participer à ces travaux, sur la base d'un choix déontologique personnel. FAES, *op. cit.*

²³² PARLY, *op. cit.*

participer à la réflexion conduite au niveau ministériel, donc interarmées, en étant proactive et ambitieuse sur le périmètre qui la concerne directement : le milieu aérospatial. Son expérience des drones armés et son approche éthique de ces sujets lui confère en tout cas une forte légitimité.

Les systèmes d'armes létaux autonomes aériens cristallisent aujourd'hui la question de la place de l'Homme dans la puissance aérienne. Demain, d'autres systèmes nécessiteront de nouvelles réflexions, face à de nouveaux enjeux. Mais fondamentalement, l'*humanité* de la guerre (au sens où elle est conduite par des humains) est justement ce qui lui garantit une once d'*humanité* (au sens de la bienveillance à l'égard d'autrui). John Boyd, éminent penseur de la puissance aérienne, rappelle fort justement que « *Les machines ne font pas la guerre ; le terrain ne fait pas la guerre. Les hommes se font la guerre. Il faut pénétrer leurs cerveaux. C'est là que se gagnent les batailles*²³³ ». La guerre aérienne, quel que soit le degré de technologie impliquée, demeurera donc toujours une dialectique des volontés et des intelligences, pour paraphraser le général Vincent Desportes²³⁴.

Au sens du jus post bellum : une arme qui surveille la paix

La dimension éthique du *jus post bellum*, qui s'intéresse au retour à la paix, ne concerne la puissance aérienne que de manière très marginale, et ne sera donc

²³³ BOYD (John), cité par CORAM (Robert), *Boyd: The Fighter Pilot Who Changed the Art of War*, Little, Brown & Company, Boston, 2002, 496 p.

²³⁴ DESPORTES (Vincent), « La stratégie en théories », *Politique étrangère*, n°2014/2, 2014, p. 165-178.

que très brièvement abordée ici. Mentionnons simplement que la puissance aérienne peut être amenée à contribuer au retour à la paix, en veillant directement à ce que les hostilités ne reprennent pas. Comme nous le rappelle Pascal Dupont, deux interdictions de survol, que l'aviation a permis de garantir, ont ainsi été mises en place après la Première guerre du Golfe. La première, à partir du 7 avril 1991, visait à protéger les populations kurdes tandis que la seconde, établie le 27 août 1992, était destinée à protéger la communauté chiite. Il est reconnu que ces zones d'interdiction de survol²³⁵ ont contribué à freiner les exactions contre ces minorités, au moins depuis les airs²³⁶.

La puissance aérienne fait donc intervenir des enjeux éthiques spécifiques, liés aux caractéristiques intrinsèques de l'arme aérienne et du milieu dans lequel elle évolue. Au centre de ces questionnements se trouvent des femmes et des hommes, des aviateurs, nécessairement marqués par la force qu'ils manipulent et intimement imprégnés d'une identité éthique particulière.

²³⁵ L'établissement d'une zone d'interdiction de survol est une mesure extrapolée de l'article 42 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

²³⁶ DUPONT, *op. cit.*

Vers une éthique de l'aviateur ?

Avant de pouvoir confirmer, ou infirmer, qu'il existe une éthique propre aux aviateurs, il est nécessaire d'apporter une précision. Cette réflexion se heurte en effet à deux écueils majeurs, d'ordre sémantique et sociologique. D'une part, il est nécessaire de définir ce que l'on entend par *aviateur*. Le terme, dans son acception militaire, peut en effet renvoyer à deux ensembles sociaux sécants mais distincts : soit l'ensemble des servants de la puissance aérienne (originaires, donc, des trois armées voire des corps de *Marines*), soit l'ensemble des militaires des armées de l'air²³⁷. Dans le cadre de notre réflexion, nous convoquerons tour à tour ces deux catégories, puisque certains points communs sont hérités de la couleur bleu clair de l'uniforme, d'autres de la passion commune de l'aéronautique. Ensuite, comme le souligne Emmanuel Goffi, « *parler des armées comme d'un bloc homogène relève [...] d'une simplification confortable mais présentant des limites*²³⁸ ». Les trois armées sont en effet des groupes sociaux très hétérogènes. Au sein des armées de l'air, des perceptions différentes d'un même métier d'aviateur s'observent, en raison d'une multitude de spécialités très diverses. Par exemple, il serait délicat voire hasardeux de vouloir esquisser une identité commune entre un membre du personnel navigant en escadron et un secrétaire en administration centrale. En outre, pour ne rien arranger,

²³⁷ Ainsi qu'un grade particulier de l'Armée de l'air, mais ce sens particulier est sans objet dans le cadre de cette étude.

²³⁸ GOFFI (Emmanuel), *Le sacrifice suprême : une approche critique de la construction d'un mythe*, 529 p., sous la direction de M. Ariel Colonomos, Th., Sciences Po - Institut d'études politiques de Paris, 2015, NNT : 2015IEPP0041.

l'interarmisation croissante des forces armées occidentales tend à lisser les différences entre armées, tout au moins dans les unités et état-majors interarmées.

Il ressort donc de ces deux difficultés qu'il nous sera nécessaire de rechercher le plus petit dénominateur commun, tout en laissant de côté les *données aberrantes* (pour reprendre une expression statistique) trop écartées de la moyenne du phénomène étudié, pour espérer pouvoir dégager une éthique spécifique de l'aviateur.

Un métier des armes particulier

Un métier militaire fortement imprégné du monde civil

De prime abord, on imagine qu'une attirance fortement prononcée pour le vol, voire pour l'aéronef de combat, est un trait partagé par l'ensemble de la communauté des aviateurs. On leur prête volontiers un intérêt pour la technologie, comme pour une certaine catégorie de littérature orientée autour de l'épopée de l'aéropostale ou de récits autobiographiques plus ou moins romancés de pilotes militaires de la Seconde Guerre mondiale. En réalité, si l'on observe l'Armée de l'air, le nombre de personnes directement concernées par l'aéronautique dans leur métier quotidien est relativement faible. Comme toute administration, les fonctions de soutien consomment en effet une part importante de la ressource humaine. Or cette proximité plus ou moins grande avec les aéronefs influence les motivations personnelles des aviateurs. Dans une étude réalisée par l'observatoire social de l'Armée de l'air en 2018, visant à

cerner les motivations des nouveaux engagés²³⁹, on constate par exemple que les officiers sous contrat navigants (Elèves officiers du personnel navigant ou EOPN) veulent servir leur pays tout en devenant pilotes ou en travaillant au plus près des avions, tandis que les officiers sous contrat non navigants (OSC PNN) s'engagent principalement pour servir leur pays, et ne citent jamais l'aéronautique comme un facteur ayant motivé leur engagement. Cette réponse contre-intuitive mérite que l'on s'interroge sur la véritable nature du métier d'aviateur aujourd'hui.

A ce titre, les concepts définis par Charles Moskos, professeur américain de sociologie, de métiers *occupationnels* par opposition aux métiers *institutionnels* apportent des éléments de réponse. L'institution est caractérisée par une finalité qui transcende les intérêts particuliers de ses membres, en faveur d'un bien présumé supérieur²⁴⁰. Elle est légitimée par des valeurs et des normes. L'occupation, quant à elle, est légitimée par un fonctionnement de marché, c'est-à-dire de rétribution financière en échange de l'exercice d'une compétence, et elle se caractérise par la primauté accordée aux intérêts particuliers au détriment de ceux de l'organisation d'emploi. Pour Moskos, le professionnalisme militaire était traditionnellement en cohérence avec le modèle institutionnel. Pourtant, il constate de manière générale l'évolution vers un modèle occupationnel au sein des forces armées américaines, s'appuyant sur les conclusions du rapport de la commission consultative pour une armée professionnelle de 1970 (*Gates*

²³⁹ Observatoire social de l'Armée de l'air, *Motivations des nouveaux engagés – promotions 2018*, 59 p.

²⁴⁰ MOSKOS (Charles C.), « From Institution to Occupation: Trends in military organization », *Armed forces and society*, n°4/1, Novembre 1977, p. 41 – 50.

Commission Report). Il envisageait d'ailleurs deux conséquences à ce glissement vers le modèle occupationnel : la probable syndicalisation de l'armée²⁴¹ et le recours accru à des contractants civils pour effectuer des tâches militaires. Emmanuel Goffi nous rappelle, dans sa thèse, que déjà en 1988, Bernard Boëne constatait que l'Armée de l'air et la Marine nationale étaient moins institutionnelles que l'Armée de terre, « *dans la mesure où dans l'Armée de terre il existe une "primauté traditionnelle du rôle de soldat sur celui de spécialiste"* »²⁴². Boëne imputait ce passage au modèle occupationnel à la technicisation de l'Armée de l'air et de la Marine nationale, associée à la distanciation physique de la zone de risque – deux dimensions fondamentales déjà abordées et que nous approfondirons plus loin.

Essayons d'observer plus finement les aspects occupationnels du métier d'aviateur. Tout d'abord, la monographie d'emploi d'un pilote militaire (c'est moins vrai pour les autres spécialités qui composent les équipages, comme les officiers systèmes d'armes, les mécaniciens navigants ou les sauveteurs plongeurs par exemple) présente de fortes similitudes avec celle d'un pilote civil : une mission aérienne est avant tout un vol sur lequel vient s'ajouter une dimension tactique. La base du métier est la même, c'est le but recherché, qui, naturellement, diffère. Ensuite, contrairement aux

²⁴¹ Même si nous ne détaillerons pas ce point particulier, force est de constater l'acuité de cette prémonition vieille d'un demi-siècle, en particulier pour l'Armée de l'air au sein de laquelle s'est développée la première association professionnelle nationale de militaire (APNM), si l'on excepte la Gendarmerie.

²⁴² BOËNE (Bernard), in MOSKOS (Charles C.), WOOD (Frank R.) [édité par], *The Military: More Than Just a Job?*, Pergamon-Brassey's International Defense Publishers, Elmsford Park (New York), 1988, p. 191-210, cité par GOFFI (Emmanuel), *op. cit.*

régiments ou aux navires militaires, les bases aériennes ne se déploient pas en opération en ensemble ou en équipage constitué. En France, mais c'est sans doute vrai ailleurs, les aviateurs qui participent aux opérations, de près ou de loin, ne représentent qu'une partie des membres de l'Armée de l'air. En outre, pour les tâches qui ne sont pas des actions de combat (soutien logistique, état-major...), les aviateurs sont souvent déployés parce qu'ils ont volontairement répondu à une prospection, et non parce que c'est leur poste qui leur impose directement. En 2018 par exemple, 30% des effectifs militaires de l'Armée de terre ont passé plus de 100 jours en activités opérationnelles hors de la garnison, contre 17% pour la Marine Nationale et 9% pour l'Armée de l'air²⁴³. Outre le fait que les aviateurs assurent, souvent depuis leur base d'affectation, trois alertes régaliennes permanentes sur le territoire national²⁴⁴, dont résulte une forte sujétion opérationnelle, ces chiffres ne reflètent pas l'activité opérationnelle réelle de l'Armée de l'air, compte-tenu de sa propension à intervenir en opérations extérieures depuis ses bases de métropole. Dans l'aéronautique militaire, et dans l'armée de l'air en particulier, une large proportion d'aviateurs reste malgré tout à distance de la violence pendant toute leur carrière.

A la base même de l'institution, il semble y avoir en parallèle une plus grande perméabilité entre les *mondes* civil et militaire chez les militaires du rang de l'Armée de l'air, qu'elle fidélise moins que les autres armées. « *Sur la seule population des militaires du rang, 54,3 % des premiers contrats ont été renouvelés dans*

²⁴³ Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire, 13^{ème} rapport*, 2019, 178 p.

²⁴⁴ La dissuasion nucléaire, la posture permanente de sûreté aérienne (PPS Air), et la recherche et le sauvetage (SAR).

*l'armée de l'air, 68 % dans l'armée de terre et 92,6 % dans la marine*²⁴⁵ ». Au niveau global pourtant, l'Armée de l'air est, de loin, l'armée à la plus forte proportion de militaires de carrière (47,7%, contre 37,2% pour la Marine Nationale et 24,5% pour l'Armée de terre)²⁴⁶.

Si les militaires semblent de plus en plus substituables par du personnel civil, comme le présentait Charles Moskos, c'est particulièrement vrai pour les armées de l'air occidentales. Elles ont par exemple une forte tendance à sous-traiter la maintenance d'un certain nombre de leurs flottes à des entreprises civiles. Le cas particulier du mercenariat est très largement développé dans le domaine aérien. Les exemples sont légion : les volontaires internationaux dans l'aviation républicaine de la guerre d'Espagne²⁴⁷, les Tigres volants en Chine, les nombreux pilotes d'Europe de l'est présents en Afrique (en Côte d'Ivoire lors du bombardement de Bouaké en 2004, ou encore au Tchad), les *contractors* occidentaux en Afghanistan... Ce mercenariat aérien reflète d'une certaine manière ce phénomène de civilianisation de la guerre aérienne. Il s'agit avant tout d'aéronautique, appliquée, certes, à la guerre. Or, comme le rappelle Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « *la privatisation du militaire pose plusieurs problèmes. Du point de vue du jus ad bellum, il augmente le nombre d'acteurs susceptibles de faire la guerre et donc l'instabilité [...]* Du point de vue du jus in bello, il augmente le risque que les guerres soient plus brutales, qu'il y ait davantage de

²⁴⁵ Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire, 13^{ème} rapport, op. cit.* Le taux de renouvellement de contrat est sensiblement équivalent entre armées pour les contrats ultérieurs. Les écarts sont présentés comme résultant de politiques de ressources humaines différentes.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Magistralement mis en scène par André Malraux dans *L'Espoir*.

*dommages collatéraux, puisque le personnel de ces compagnies privées n'a pas toujours la même formation au DIH que les troupes conventionnelles ni la même incitation à le respecter. Il pose en outre un problème démocratique puisqu'il n'est pas nécessaire de passer par le Parlement pour les utiliser*²⁴⁸ ».

Ainsi, pour schématiser, les armées de l'air semblent être profondément inscrites dans une dynamique orientée vers l'occupationnel, à la différence des armées de terre, et, dans une moindre mesure, des marines nationales. Pourtant, il semble important de relativiser cette tendance. Par exemple, l'augmentation conséquente du temps passés sur des *tâches annexes*, expression désignant toutes les tâches accomplies par les militaires ne relevant pas de leur cœur de métier militaire (gestion et entretien de matériel, formalités administratives autour du vol, tâches militaires spécifiques...), participe de la dimension institutionnelle du métier des aviateurs ; le métier de personnel navigant civil reste essentiellement focalisé sur le vol. En outre, ce n'est absolument pas la vision officielle de la Royal Air Force. Celle-ci considère en effet que « *l'ensemble du personnel, officier ou non, doit être, avant tout, des combattants et, en second lieu, des spécialistes, même s'ils n'ont pas leur pareil dans leur spécialisation*²⁴⁹ ». Son message interne est aux antipodes de cette séparation stricte entre le combat et les tâches occupationnelles : « *la distinction entre la ligne de front et la zone de soutien va devenir de plus en plus floue et nous devons tous avoir un esprit militaire et un esprit de combat* ».

²⁴⁸ JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste), « L'éthique de la guerre », *op. cit.*

²⁴⁹ Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, Crown copyright, 2009, 157 p., p. 41.

*déterminé pour surmonter l'adversité des circonstances auxquelles chacun d'entre nous peut être confronté lors des opérations*²⁵⁰ ».

Le sens de l'investissement professionnel

Plus largement, c'est le sens de l'investissement professionnel des aviateurs qui diffère de celui de leurs frères d'armes. Il serait intéressant d'interroger un échantillon représentatif de l'ensemble de la communauté militaire sur la question fondamentale : « Pour quoi êtes-vous prêt à donner votre vie ? » « Pour la Nation ? » Emmanuel Goffi nous donne un premier indice dans sa thèse, lorsqu'il affirme que « *les officiers de l'Armée de terre sont plus perméables aux "doutes métaphysiques", que les officiers de l'Armée de l'air présentant un fort tropisme ingénieur et marqués par la passion de l'aéronautique, ou les officiers de la Marine nationale, ingénieurs également et focalisés sur l'élément "mer" comme colonne vertébrale de leur identité*²⁵¹ ». On peut ainsi postuler, en généralisant à grands traits, que là où le sens de l'engagement d'un soldat de l'armée de terre inclut fondamentalement la perspective de mourir au combat pour la Nation, celui de l'aviateur est davantage marqué par la passion de l'aéronautique, au moins lors de son incorporation.

A l'image du message de la RAF, toute la construction sociale du combattant aérien, indispensable pour les fonctions que les équipages auront à occuper, se fait en interne au sein de l'armée de l'air. C'est l'objet de la formation initiale, qui sera abordée plus loin, mais également d'un processus continu : déconstruire

²⁵⁰ *Id.*

²⁵¹ GOFFI, *op. cit.*

l'individu, passionné d'avion, pour construire un collectif, tendu vers la défense de la Nation.

Le rapport privilégié à la technologie

Il est essentiel de réaliser que l'armée de l'air (ou plutôt l'aéronautique militaire au sens large) est une armée d'équipement, comme la marine d'ailleurs (dans une mesure sans doute légèrement moindre), tandis que l'armée de terre reste davantage *anthropocentrée*. Leur raison d'être disparaîtrait avec la disparition des équipements. Cette dépendance intrinsèque à la technologie engendre de profondes répercussions sur l'identité de l'aviateur. Bernard Boëne va jusqu'à affirmer que « *l'armée de l'air française [...] cultive depuis longtemps une identité qui est plus technique que militaire*²⁵² ». Les aviateurs sont donc des spécialistes, et cela influence nécessairement leur comportement. La RAF considère par exemple que son histoire et le milieu aérien expliquent l'importance accordée à la technologie, au respect des individus et à une proximité professionnelle entre les officiers et les sous-officiers²⁵³.

La dimension nucléaire a sans doute également exercé une influence non négligeable dans la construction de l'identité des armées de l'air. Aux Etats-Unis par exemple, les aviateurs du Strategic Air Command étaient focalisés sur les frappes nucléaires pendant la guerre du Vietnam, en total décalage avec la réalité géopolitique du conflit. En France, comme sans doute dans les autres

²⁵² BOËNE (Bernard), « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique », *Revue française de sociologie*, n°44, 2003/4, p. 647 – 693.

²⁵³ Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, 2009, 38 p.

pays disposant d'une composante nucléaire aéroportée, le nucléaire est structurant pour l'Armée de l'air, tant au niveau industriel que budgétaire. Tout tourne autour du raid nucléaire : l'avion de chasse bien sûr, mais également les contrats de maintenance, les ravitailleurs, les systèmes d'alerte avancée (AWACS)... La façon dont l'opération *Hamilton*, déjà évoquée, a été planifiée et conduite par l'Armée de l'air est un parfait exemple de ce qui pourrait être réalisé, presque à l'identique, pour le tir d'un missile nucléaire aéroporté. Or la sûreté nucléaire impose de procéduraliser à l'extrême les méthodes de travail, ce qui participe évidemment de la spécialisation et de la technicisation des aviateurs en général.

Pourtant, là encore, le fait technologique ne concerne pas uniquement l'aviation militaire. Ce phénomène était déjà constaté par Ernst Jünger, qui écrivait en 1942 : « *La vieille chevalerie est morte. Les guerres d'aujourd'hui sont menées par des techniciens*²⁵⁴ ». Antoine de Saint Exupéry lui-même empruntait dans *Terre de Hommes* des termes médicaux pour décrire ce que la guerre aéroterrestre était devenue : « *Une guerre, depuis qu'elle se traite avec l'avion et l'ypérite, n'est plus qu'une chirurgie sanglante. Chacun s'installe à l'abri d'un mur de ciment, chacun, faute de mieux, lance, nuit après nuit, des escadrilles qui torpillent l'autre dans ses entrailles*²⁵⁵ ». Ainsi, l'écart avec les autres armées a tendance à diminuer. Dès 1960, Morris Janowitz postulait que les militaires professionnels américains, de manière générale, « *perdaient leur qualité de "professionnels de la*

²⁵⁴ JÜNGER (Ernst), *Notes du Caucase*. 31 décembre 1942, La Pléiade, t. II, cité par SAINT MARC & KAGENECK, *op. cit.*

²⁵⁵ SAINT-EXUPÉRY (Antoine de), *Terre des hommes*, Gallimard, Paris, 1939, 213 p.

violence" et s'acheminaient vers un statut de technicien pour s'adapter aux innovations technologiques touchant l'appareil militaire²⁵⁶ ». Quoi qu'il en soit, face à la part de plus en plus importante qu'occupe la technologie dans les outils militaires, aviateurs, marins ou terriens ne doivent pas perdre de vue la place fondamentale que l'humain doit conserver dans le métier des armes. En effet, comme le rappelle très justement Paul Scharre, il est fort probable qu'il ne soit pas possible d'attendre de la technologie qu'elle nous sauve de nous-mêmes²⁵⁷.

De la distance physique à la distance morale

L'une des conséquences directes de la technologie, nous l'avons vu, est la possibilité d'exercer des effets militaires à longue distance. La première répercussion que cela entraîne sur les aviateurs est une certaine dilution entre l'espace de conflit et le monde réel. Prenons quelques exemples. Pendant l'opération *Harmattan*, certains équipages de chasse de l'Armée de l'air étaient logés dans des hôtels confortables en Crète, et alternaient une journée de mission de guerre au-dessus de la Libye avec une journée de repos au bord de la piscine. Les équipages français affectés pour deux ou trois ans en famille aux Emirats Arabes Unis conduisent depuis septembre 2014 des missions de guerre contre Daesh en Irak et en Syrie, dans un cadre de vie

²⁵⁶ JANOWITZ (Morris). *The Professional Soldier: A Social and Political Portrait*, The Free Press, New York, 1971 [1960], p. 21-37, cité par GOFFI, *op. cit.*

²⁵⁷ SCHARRE (Paul), *Army of None: Autonomous Weapons and the Future of War*, W. W. Norton & Company, New York, 2018, 448 p., cité par PAPPALARDO (David), « The Role of the Human in Systems of Systems: Example of the French Future Combat Air System », *op. cit.*

traditionnel d'expatrié. Les raids aériens régulièrement lancés depuis les bases métropolitaines françaises (pour les opérations *Harmattan*, *Hamilton* ou encore au début de *Serval* par exemple) participent de cette réalité : sans présumer de la manière dont les faits se sont réellement déroulés, un pilote et un navigateur de Mirage 2000-D peuvent par exemple décoller de nuit de Nancy, bombarder le convoi de Mouammar Kadhafi au petit matin au sud de Syrte, se poser à Nancy en fin de mission et aller assister au spectacle de l'école de leurs enfants en fin de journée. C'est également le cas des équipages américains de bombardiers stratégiques qui opèrent depuis leurs bases sur le continent nord-américain. Tant que les équipages ne sont pas immergés à l'intérieur ou à proximité immédiate des zones de conflit, et qu'ils poursuivent une existence quasi-normale en-dehors de leurs horaires de travail, la distorsion perdure. C'est d'ailleurs en grande partie pour cette raison que l'US Army comme l'Armée de l'air ont choisi de placer leurs stations de contrôle de drones au cœur des théâtres d'opérations, en Afghanistan ou au Niger, à la différence de l'US Air Force.

La distanciation de l'ennemi, dans le cas des missiles de croisière ou des drones par exemple, conjuguée à la très faible prise de risque associée, contribue, dans une certaine mesure, à banaliser le métier des armes et à estomper la frontière entre le civil et le militaire. Les répercussions éthiques sont évidentes : la distanciation physique menace d'entraîner une distanciation morale. Dans un article du journal *Le Monde*, Jean Birnbaum s'interroge ainsi : « *Quand un pilote d'avion peut broyer des milliers de corps sans même apercevoir leurs silhouettes, et surtout sans que se pose à lui un cas de conscience, que devient le métier de*

*soldat*²⁵⁸ ? » Il fait écho à l'écrivain français Georges Bernanos qui écrivait, en 1947, dans un style pamphlétaire qui ne lui était pas étranger : « *Ce qui me fait précisément désespérer de l'avenir, c'est que l'écartèlement, l'écorchement, la dilacération de plusieurs milliers d'innocents soient une besogne dont un gentleman peut venir à bout sans salir ses manchettes, ni même son imagination*²⁵⁹ ». Or, selon Éric Germain, « *les syndromes post-traumatiques qui affectent [...] les pilotes de drones montrent que la réalité de la violence qu'ils visionnent est loin d'être désincarnée*²⁶⁰ ». Christophe Fontaine, lui-même ancien opérateur et commandant d'un escadron de drones, mentionne que « *certaines études récentes soulignent chez les équipages de drones du stress induit par le côté ennuyeux (dull) de la surveillance de manière déportée, mais plus récemment en raison de la délivrance d'armement sur des cibles humaines par écran interposé*²⁶¹ ». Les opérateurs de drone comme les équipages de chasse ou d'hélicoptères sont unanimes : lorsqu'ils observent leurs cibles sur leurs écrans, ils conservent une conscience aigüe de la réalité. Sans doute la distance leur permet-elle même de bâtir un questionnement éthique plus abouti vis-à-vis de la mort qu'ils s'appêtent à infliger. Certains

²⁵⁸ BIRNBAUM (Jean), *Il n'y a plus de pilote dans l'avion. "Théorie du drone", de Grégoire Chamayou*, site du journal Le Monde, 19 juin 2013, URL : https://www.lemonde.fr/livres/article/2013/06/19/il-n-y-a-plus-de-pilote-dans-l-avion_3432909_3260.html, consulté le 7 avril 2020.

²⁵⁹ BERNANOS (Georges), *La France contre les robots*, Robert Laffont, Paris, 1947, 222 p.

²⁶⁰ GERMAIN, *op. cit.*

²⁶¹ FONTAINE (Christophe), « Drones aériens », in DURIEUX (Benoît), JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste) & RAMEL (Frédéric) [dir.], *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, PUF (Dictionnaires Quadriga), Paris, 2017, 1560 p.

systèmes d'armes paraissent toutefois susceptibles d'engendrer une distorsion entre la conscience de l'aviateur et l'arme utilisée : les missiles *fire and forget* (tire et oublie), tirés depuis un avion ou un hélicoptère²⁶², qui sont équipés d'un système de guidage autonome. Une fois le missile lancé, le pilote ou l'officier système d'armes n'a (théoriquement) plus à s'en préoccuper. Cette technologie est évidemment bien mal nommée : un tir de missile ne saurait s'oublier.

L'individualisation du rapport à l'acte de guerre

La problématique de la distanciation questionne fondamentalement le rapport individuel de l'aviateur à l'acte de guerre. Un ouvrage colossal du CICR dédié au droit dans la guerre établit par exemple un lien assez hasardeux entre la distanciation et la déresponsabilisation : « *les armes modernes permettent de tuer des êtres humains à grande distance, sans les individualiser ni les apercevoir. Elles sont en outre déclenchées dans le cadre d'une "division du travail" qui dilue les responsabilités. Ces deux facteurs ont pour résultat d'amoindrir certains réflexes éthiques. Pour ne prendre qu'un exemple, il est peu probable que les pilotes qui ont bombardé Coventry, Dresde ou Hiroshima auraient égorgé ou arrosé de pétrole des dizaines de milliers de femmes et d'enfants*²⁶³ ». Certes, la distance, la vision de la réalité au travers d'une interface, ou encore la temporalité resserrée conditionnent la manière dont l'aviateur côtoie et envisage la mort ; la sienne,

²⁶² Précisons que la technologie *fire and forget* n'est pas propre aux armes air-air ou air-sol, mais se retrouve également pour des systèmes terrestres ou navals.

²⁶³ SASSOLI, BOUVIER, QUINTIN, *op. cit.*

naturellement, mais surtout celle d'autrui. Mais c'est au contraire une responsabilité d'autant plus lourde qui pèse sur ses épaules. Intrinsèquement, l'aéronautique nécessite d'accorder beaucoup d'autonomie au pilote, voire tolère parfois la remise en question des procédures. L'analyse d'une panne en vol, par exemple, peut aboutir à une réaction qui n'est pas celle que préconise la réglementation, si le commandant de bord considère qu'elle est plus appropriée dans le contexte particulier où elle s'inscrit. A ce titre, mentionnons que la RAF considère que le courage ne doit pas être seulement physique, mais également moral. Elle veut que ses leaders développent une éthique où l'inaction est considérée comme une faute plus grave que l'erreur²⁶⁴. La responsabilisation individuelle, déjà particulièrement développée et encouragée dans l'aéronautique, est poussée à son paroxysme avec la superposition de la mission tactique au simple vol. Dès la Première Guerre mondiale, le pilote est seul dans son avion, lorsque les progrès de l'armement embarqué entraînent le passage du biplace au monoplace. La solitude du chef de l'armée de terre, ressentie parce qu'il hérite *in fine* de la charge de décider seul, ne l'empêche pas d'élaborer son raisonnement en équipe. La décision du combattant aérien, elle, est parfaitement individualisée. Contrairement à ce qui se fait dans les autres composantes des forces armées, terrestre ou navale, les règles d'engagement sont déclinées jusqu'au niveau du plus simple opérateur, avec une délégation de la *décision* d'ouverture du feu accordée au pilote, parfois seul dans son avion.

²⁶⁴ Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, *op. cit.*

Des études sur le déroulement de la bataille de Gettysburg en juillet 1863²⁶⁵, ou sur l'expérience au combat des soldats américains durant la Seconde Guerre mondiale montrent qu'une faible partie seulement des combattants s'est réellement servie de son arme²⁶⁶, mais que la propension à l'utiliser augmente en équipe. Cela s'applique aux servants de mitrailleuses mais également aux équipages de bombardiers²⁶⁷. La proximité de camarades tendrait en effet à dissiper la répugnance naturelle d'un être humain à faire usage de son arme²⁶⁸. En conséquence, l'isolement actuel dans lequel se trouve une grande partie des combattants aériens, dans des avions monoplaces ou biplaces, inciterait ceux-ci, de la même manière, à faire preuve de retenue dans l'application du feu.

La mission nucléaire amplifie le phénomène de la responsabilisation de l'opérateur aérien. Le tir d'un missile balistique stratégique par une composante sous-marine s'effectuerait depuis un bâtiment dont l'équipage est composé de plus d'une centaine de personnes, incluant une quinzaine d'officiers au minimum. La procédure est extrêmement mécanisée, fondée sur une

²⁶⁵ Bataille de la guerre de Sécession.

²⁶⁶ LORD (Francis A.) cité dans GROSSMAN (Dave), *On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*, Little, Brown & Company, New York, 1996, 400 p. et MARSHALL (Samuel L. A.), *Men Against Fire: The Problem of Battle Command in Future War*, William Morrow, New York, 1947, 215 p., cités par RHODES, *op. cit.*

²⁶⁷ Pendant la Seconde Guerre mondiale, les bombardiers B-17 et B-24 par exemple étaient armés par une dizaine de membres d'équipage en mission de bombardement. En comparaison, le nombre de membres d'équipage nécessaires aujourd'hui pour une mission de bombardement s'échelonne de un, pour un chasseur monospace, à cinq pour un bombardier américain B-52.

²⁶⁸ RHODES, *op. cit.*

division du travail où chacun contribue sans porter seul le poids de la responsabilité de l'acte en lui-même. Face à l'ordre de déclencher le feu nucléaire, le sous-marin agirait en équipage. En outre, l'isolement délibéré de l'équipage l'empêcherait de suivre l'évolution des rapports de force géopolitiques, et limiterait donc drastiquement la réflexion personnelle sur la justification, ou non, de la frappe ordonnée. A bord d'un avion de chasse de type Rafale par exemple, la responsabilité repose uniquement sur le pilote, et, éventuellement, sur son navigateur en place arrière, qu'il ne voit pas²⁶⁹. Même à deux, dans une situation aussi délicate, le soutien moral est alors réduit à sa plus simple expression. De plus, durant la phase de montée des tensions qui précéderait la décision de recourir à une frappe nucléaire, l'équipage d'un bombardier nucléaire aurait tout le loisir de suivre l'actualité internationale et d'analyser, au prisme de ses valeurs intimes, du bien-fondé de la frappe qu'il aurait à exécuter. Quoi qu'il en soit, le questionnement moral doit avoir été entrepris en amont de l'action, de manière individuelle, et participe ainsi à forger une éthique de responsabilité aux racines profondes chez les aviateurs impliqués dans la mission nucléaire.

Pour autant, l'aviateur doit également savoir travailler de manière collective. Une mission aérienne est très rarement menée à un seul aéronef, mais agrège le plus souvent un nombre conséquent de vecteurs, et donc d'autres aviateurs, qui n'ont pas nécessairement l'habitude de travailler spécifiquement ensemble. Il s'agit

²⁶⁹ La Marine nationale ne disposant que d'avions Rafale monoplaces, un tir dans le cadre de la Force d'action navale nucléaire serait nécessairement réalisé avec un seul pilote à bord. Dans l'Armée de l'air, la mission nucléaire des forces aériennes stratégiques ne s'envisage qu'avec deux personnes à bord.

donc, pour n'importe quel aviateur, de pouvoir effectuer – et réussir – une mission avec n'importe quel autre aviateur. En effet, contrairement aux autres composantes, la coordination aérienne entre éléments d'unités différentes n'est pas nécessairement réalisée à un échelon de commandement tactique, mais peut revenir à chacun des opérateurs. La RAF le formule d'ailleurs explicitement dans son anthologie du leadership : « *les individus seront en mesure de faire partie d'une équipe plus large, invariablement multidisciplinaire, de plus en plus interalliée et souvent multinationale*²⁷⁰ ». Cet effort d'interopérabilité collective s'applique également entre aviateurs de nationalités différentes, puisque, comme le soulignait déjà le général Debeney en 1937, l'aéronautique militaire s'affirme « *chaque jour plus importante et plus apte à être spécifiquement l'armée de coalition*²⁷¹ ». Au sein de ces coalitions, les membres d'équipages, réunis par les valeurs communes de l'aviation militaire, restent évidemment porteurs, et parfois ambassadeurs, de celles de leur nation d'appartenance. L'éthique de l'aviateur, par rapport à l'éthique du militaire, englobe cette dimension supplémentaire.

Une identité spécifique

Sur la base d'un raisonnement constructiviste, l'identité d'une armée peut être considérée comme un construit social. Elle ne serait pas innée, ou originelle, mais façonnée dans l'intérêt collectif du groupe social

²⁷⁰ Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, op. cit, p 61.

²⁷¹ DEBENEY (Eugène), *La guerre et les hommes. Réflexions d'après-guerre*, Plon, Paris, 1937, 382 p., cité par DUPONT, op. cit.

considéré. Pourtant, une armée est avant tout une agrégation d'individus, d'origines variées, mus par des motivations personnelles diverses et employés dans des fonctions précises. La multitude de ces paramètres nous permet d'affirmer qu'à leur tour ils influent sur l'identité collective de l'armée. Tout aviateur, navigant ou non, de l'armée de l'air ou d'une autre armée, est donc à la fois le produit mais également la source d'une identité spécifique dont nous allons tenter de définir les contours.

Une profonde diversité illustrée par une importante représentation féminine

Prenons l'exemple de la féminisation de l'Armée de l'air, qui illustre cette interaction identitaire réciproque entre l'aviateur et son groupe social d'appartenance. De manière générale, le lien entre l'Armée de l'air et la nation française est particulier : l'Armée de l'air semble en phase avec la société, qu'elle reflète plus largement que les autres armées. En contrepartie, elle est plus perméable aux inquiétudes sociales, et la question de la parité n'échappe pas à la règle. La dimension plus occupationnelle de ses métiers, déjà évoquée, rend une majorité d'entre eux plus accessibles aux femmes que dans l'armée de terre par exemple. L'organisation du travail est différente : le rythme se rapproche de la norme des métiers civils, et l'environnement de travail au sens large semble davantage conciliable avec une vie de mère de famille. La manière même d'appréhender le combat, par la distanciation plutôt que par le corps à corps des armes de mêlée, paraît plus propice à l'intégration des femmes dans l'acte de guerre, en raison, notamment, de l'absence de prérequis particulier en matière de force physique. Les taux de féminisation des armées françaises sont éloquentes. En 2018, ils atteignaient 22,2% dans

l'Armée de l'air (en augmentation)²⁷², 14,5% dans la Marine nationale (en légère hausse) et 10,2% dans l'Armée de terre (en légère baisse)²⁷³. Ceci étant dit, l'accès aux différentes spécialités au sein de l'Armée de l'air n'est pas homogène. Seuls 4,5 % des officiers du personnel navigant sont des femmes²⁷⁴.

Le nombre conséquent de femmes dans l'Armée de l'air, que l'on peut sans doute extrapoler à l'aviation militaire au sens large, entraîne des répercussions sur l'éthique de la communauté à laquelle elles appartiennent. D'après Carol Gilligan, il existe une conception féminine de la morale²⁷⁵, « *radicalement différente des modèles du kantisme ou de l'utilitarisme [...], fondée sur une intuition morale qui repose sur l'expérience de la maternité*²⁷⁶ ». Elle considère par exemple que leur perception d'elles-mêmes est intimement liée à leurs relations aux autres, et que les dilemmes moraux les maintiennent dans un mode de jugement fermement contextuel. Elle se réfère par exemple à Freud qui pensait que la normalité éthique perçue par les hommes différait de celle perçue par les femmes. Ainsi, les femmes en général seraient davantage portées sur cette approche éthique particulière dite du

²⁷² Ce chiffre atteint désormais 23% (données RH du 1^{er} novembre 2019). Source : *L'Armée de l'air en chiffres, 2019 – 2020*, plaquette d'information officielle de l'Armée de l'air.

²⁷³ Direction des ressources humaines du Ministère de la défense, *Bilan social 2018 du Ministère des armées*, 372 p.

²⁷⁴ A titre de comparaison, les femmes ne représentent que 0,7% de l'effectif de la spécialité combat de l'infanterie de l'Armée de terre. Source : Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire, 13^{ème} rapport*, op. cit.

²⁷⁵ Voir par exemple EISENSTEIN (Hester) & JARDINE (Alice), *The Future of Difference*, Rutgers University Press, New Brunswick, 1985, 362 p.

²⁷⁶ COLONOMOS, op. cit.

care, qui consiste à satisfaire en priorité les besoins d'autrui, plus précisément de ceux dont nous nous sentons responsables. En cela, leur forte représentation au sein de l'armée de l'air mais également de l'aviation en général, participe du renforcement de cette tendance comportementale centrée sur autrui. Comme Carol Gilligan l'analyse pour la psychologie féminine, c'est d'ailleurs valable dans les deux sens : on apporte une assistance presque inconditionnelle à autrui, tout en étant persuadé que l'inverse serait également réalisé le cas échéant. En aéronautique, remettre sa vie dans la main des autres (mécaniciens, contrôleurs aériens, ou autres membres d'équipage) relève d'une acceptation permanente, qui resserre naturellement les liens au sein du groupe. Les femmes seraient notamment moins attirées par l'armée de terre, justement parce que leur tendance forte à l'éthique du *care* les incite (à la manière d'un impératif moral) de ne pas blesser autrui, et les éloigne donc naturellement des armes de mêlée.

Un corollaire politique lancinant vient artificiellement brouiller la place naturelle que les femmes pourraient occuper dans l'aviation. En effet, l'acceptation politique à l'égard de la perte de femmes au combat semble toujours inférieure à celle consentie face aux pertes de soldats masculins. D'après le général Benoît Royal, les pilotes féminines étaient interdites de mission de guerre lors de la campagne aérienne du Kosovo, pourtant relativement récente²⁷⁷. Toutefois, au grand dam des américains, les femmes meurent sous les drapeaux : 111 membres des forces américaines décédés

²⁷⁷ Entretien du 9 mars 2020.

en Irak de mars 2003 à juillet 2009 étaient des femmes, soit environ 2,5% des pertes totales²⁷⁸.

Le rôle de la formation initiale et continue

La société, véritable sphère préparatoire de l'individu, est la première étape dans l'appréhension par l'individu des questions morales. Avant l'incorporation militaire, c'est donc le monde civil qui fournit les expériences, les connaissances et les rapports de l'individu, futur militaire, avec le droit et l'éthique. Comme le résume Jean Baechler, « *chaque individu est [...] le siège actuel de toutes les déterminations reçues de toutes les classes emboîtées dont il relève*²⁷⁹ ». La structure institutionnelle intervient ensuite, sur des individus éthiquement *non-neutres*, par l'intermédiaire notamment de la formation.

La formation des aviateurs présente la double caractéristique d'être élitiste et fortement inspirée du monde civil. Les aviateurs *combattants* sont en grande majorité des officiers, tout au moins dans la conduite de la mission : les équipages de conduite (commandant de bord, pilote, navigateur officier des systèmes d'armes) ne sont formés que d'officiers, tandis que les membres d'équipage placés, à bord, en arrière du cockpit sont plutôt issus du corps des sous-officiers. Factuellement, ils bénéficient donc d'un plus haut niveau de formation, et l'on attend d'eux une meilleure capacité à bâtir un raisonnement en vue d'une prise de décision, en particulier sur les questions éthiques. Devant la complexité des situations de conflit actuelles,

²⁷⁸ RHODES, *op. cit.* (d'après des données tirées du site icasualties.org).

²⁷⁹ BAECHLER, *op. cit.*

asymétriques, caractérisée par une plus grande porosité entre combattants et non-combattants, après les *armes intelligentes*, on attend des *soldats intelligents*²⁸⁰. Par ailleurs, les formations techniques sont très largement communes avec l'aéronautique civile, et viennent renforcer l'interdépendance déjà évoquée entre les sphères civile et militaire.

Depuis plusieurs années, la formation initiale des officiers des armes occidentaux comporte une sensibilisation spécifique à l'éthique militaire. Parmi les écoles d'officiers françaises²⁸¹, c'est celle de l'Armée de terre qui est la plus avancée dans ce domaine. Comme le relève Jean-Vincent Holeindre, « *un pôle d'excellence "Éthique et déontologie", coordonné par le philosophe Henri Hude, a été créé en 2004 au sein des Ecoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan*²⁸² ». Dans l'Armée de l'air, depuis le début des années 2000, tous les officiers sont sensibilisés aux questions éthiques lors de leur passage à l'Ecole de l'air de Salon de Provence. Cet enseignement est volontairement axé sur des illustrations historiques des dilemmes éthiques, particulièrement parlants pour des non-initiés. Pour la majorité des officiers, cela représente vingt-huit heures de cours dispensées sur deux ans. En comparaison, il existe un centre du Bureau d'éthique de l'Air Force au sein de l'armée de l'air américaine. Il est présenté comme le premier programme d'éthique du Gouvernement fédéral

²⁸⁰ Pour reprendre une expression tirée d'un titre de l'hebdomadaire *The Economist* du 27 octobre 2017 : « *After smart weapons, smart soldiers* ».

²⁸¹ Par manque d'information sur les autres corps, seule la formation des officiers sera abordée ici. Pour une approche exhaustive du sujet, il faudrait évidemment compléter cette étude en analysant la formation éthique des sous-officiers et militaires du rang des trois armées.

²⁸² HOLEINDRE, *op. cit.*

américain, visant à inculquer un leadership éthique à tout le personnel de l'Air Force par le biais de la formation, de l'éducation et de conseils spécifiques sur des cas particuliers, tout en proposant des conseils juridiques pour garantir la confiance du public dans l'intégrité des fonctionnaires²⁸³.

La plus grande technicité de la Marine nationale et de l'Armée de l'air a pour corollaire une formation davantage axée sur la partie technique du métier, au détriment sans doute des traditions de leur armée (au moins pour l'Armée de l'air) comme des spécificités éthiques du métier d'officier. Pourtant, il semble primordial de réserver une part importante de la formation initiale *et* continue au développement de l'identité éthique du soldat, quelle que soit son armée d'appartenance, pour lui rappeler notamment les droits, mais surtout les devoirs que son statut de militaire implique. De manière générale, il est regrettable que les officiers de l'Armée de l'air, aux profils très majoritairement scientifiques, ne bénéficient pas d'une plus large formation aux sciences humaines, comme le droit, la sociologie ou encore les relations internationales.

L'importance réelle des valeurs

La formation militaire doit évidemment reposer sur des valeurs. Les valeurs sont à la fois le fondement de la vie sociale et le socle des jugements moraux. Leur place est donc cruciale au sein de tout appareil militaire. En France par exemple, comme nous le rappelle Benoît

²⁸³ Site de l'*Office of General Counsel* du *Department of the Air Force*.

URL : <https://www.safgc.hq.af.mil/Organizations/GCA/Ethics/>, consulté le 29 mars 2020.

Royal, la richesse de la culture militaire est l'héritage du maréchal Lyautey et de sa stratégie militaire respectueuse de l'humain²⁸⁴. Elle s'ancre dans le respect absolu du droit des conflits armés. Geoffroy Murat définit l'éthique militaire comme « *la mise en pratique des valeurs de l'institution militaire*²⁸⁵ ». Mais l'éthique militaire ne transcenderait-elle pas, justement, les valeurs de l'institution militaire qui peuvent parfois évoluer en fonction des régimes politiques, ou simplement des chefs militaires ? L'éthique militaire occidentale, adossée sur la théorie de la guerre juste ne serait-elle pas davantage intemporelle, ou tout au moins, inscrite dans le temps long ? Pourtant, la Royal Air Force constate que « *la société civile évolue, et les militaires ne sont pas épargnés par ce phénomène. Ils deviennent sans doute plus individualistes. Les valeurs traditionnelles de volontarisme, voire de sacrifice, ne vont plus de soi. Le vrai danger ne serait plus que l'armée et le monde civil soient trop en décalage, mais au contraire que les différences disparaissent*²⁸⁶ ».

Cette interaction entre les valeurs d'une société, en l'occurrence d'une nation, et celles des membres de ses forces armées semble plutôt logique, voire rassurante. Aussi s'attendrait-on à ce que les valeurs des armées françaises soient, tout simplement, celles de la France. Le bloc de constitutionnalité offre l'embarras du choix, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

²⁸⁴ ROYAL (Benoît), « Les défis éthiques du guerrier moderne », *Perspectives Psy*, n°49, 2010/1, 78 p., p. 45 – 47.

²⁸⁵ MURAT (Geoffroy), *L'éthique dans les organisations militaires : traduction sur le terrain et enseignements pour les sciences de gestion*, 425 p., sous la direction de M. Samuel Mercier, Th., Université de Bourgogne, 2016, NNT : 2016DIJ0E005, p. 30.

²⁸⁶ Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, op. cit.

au Préambule de la Constitution de 1946. Pourtant, chaque armée cultive son propre champ de valeur. Avant de les observer de plus près, interrogeons-nous sur la raison de cet état de fait. Les différences reposent en réalité sur une volonté de différenciation, de culture spécifique. C'est un réflexe naturel en sociologie professionnelle, pour se distinguer de ses concurrents. Dans un secteur très concurrentiel, le principe consiste à rechercher une *niche*, c'est-à-dire un positionnement qui protège son occupant de la concurrence. Dans les armées, cela passe d'abord par les valeurs, mais également par des domaines d'expertise particuliers. On peut, là encore, penser à la manière dont l'Armée de l'air et la Marine nationale ont, chacune à sa manière, érigé leur identité opérationnelle autour de la mission de dissuasion. Il faut toutefois reconnaître que cette compétition sociologique n'est pas toujours vertueuse. La limite entre l'esprit de corps et le corporatisme est ténue, en particulier dans les domaines d'activité sécants²⁸⁷ et en période d'arbitrage budgétaire.

Sous l'impulsion du général Bachelet, l'Armée de terre a publié en 1999 un « *Code du soldat* » (voir annexe 3)²⁸⁸. Celui-ci est constitué de onze règles, formulées par des phrases courtes alternant impératifs moraux (« *il obéit aux ordres* »), exigences de résultat (il « *veille à épargner les populations* ») et injonctions au développement individuel (il « *développe sa compétence*

²⁸⁷ On peut penser par exemple aux commandos, aux hélicoptères ou encore aux missiles sol-air.

²⁸⁸ Ce code du soldat a incontestablement une valeur officielle, comme en témoigne son nombre de référencement sur des sites internet officiels de l'Armée de terre (voire par exemple les sites <https://www.sengager.fr/le-code-du-soldat>, <https://www.defense.gouv.fr/terre/bloc-les-essentiels/code-du-soldat>, ou <http://www.emb.terre.defense.gouv.fr/spip.php?article331>).

et sa force morale »). Il s'inscrit donc dans la triple perspective de la déontologie, du conséquentialisme et de l'éthique de la vertu. Très proche du code du soldat de l'armée de terre, le « *code du marin* » français (voir annexe 4)²⁸⁹, quant à lui, détaille douze règles qui procèdent exactement de la même logique, en intégrant la prise en compte du milieu maritime. Il est intéressant de relever que le marin, à la différence du soldat (dans la formulation du code tout au moins), obéit aux ordres non seulement *dans le respect des lois et des conventions internationales*, mais également *de l'éthique*.

S'il n'est pas étonnant de ne trouver aucune trace de l'existence d'un tel code dans l'aéronautique navale ou dans l'aviation légère de l'armée de terre, qui se rapportent chacune à celui de leur armée respective, son absence dans l'Armée de l'air est plus surprenante. À l'image de ses consœurs américaine et britannique, dont elle s'est d'ailleurs très fortement inspirée, elle ne recense *que* quelques valeurs socle, à savoir le *respect*, l'*intégrité*, le *sens du service* et l'*excellence*²⁹⁰. À l'exception notable de l'excellence, celles-ci se retrouvent peu ou prou dans les codes du soldat ou du marin.

Attardons-nous sur la Royal Air Force et sur le soin qu'elle accorde au développement des valeurs de son

²⁸⁹ Marine nationale, *Guide du Marin*, édition 2013, 308 p, p. 3.

²⁹⁰ Valeurs que l'on retrouve à l'identique au sein de la Royal Air Force, comme dans l'US Air Force (à l'exception toutefois du « respect » qui n'est pas mentionné). Voir le site des cadets de l'air de la Royal Air Force (URL : <https://www.raf.mod.uk/aircadets/raf-aircadets/assets/File/RAF%20Values%20%26%20Ethos%20posters.pdf>, consulté le 29 mars 2020), ou encore le site de l'*Office of General Counsel* du *Department of the Air Force* qui précise : « *The Air Force Ethics Office upholds the Air Force values of integrity, service, and excellence* » (URL : <https://www.safgc.hq.af.mil/Organizations/GCA/Ethics/>, consulté le 29 mars 2020).

personnel. Après avoir créé un *Leadership Training Center*²⁹¹ dans les années 2000, la RAF a publié en 2009 deux documents qui décrivent avec précision l'*ethos*, les normes et valeurs fondamentales, et le patrimoine des aviateurs britanniques, et les mettent en perspective avec des réflexions consacrées au leadership²⁹². L'objectif affiché est de « *communiquer à l'ensemble du personnel de la RAF l'importance de la contribution de l'éthique, des valeurs et normes fondamentales et du patrimoine de la RAF à la composante morale du combat* ». L'*ethos*²⁹³ – présenté comme incluant la conscience et la fierté d'appartenir à une organisation – de la RAF est d'abord un *ethos* militaire, qui insiste sur le placement de l'unité et de l'institution au-dessus de l'individu. Mais il est paré du particularisme de l'aviation militaire, forgé à la fois par une riche tradition historique et par l'exigence d'un milieu spécifique, différent de celui des autres composantes. La RAF se fixe pour objectif d'« *inculquer* » cet *ethos*, au travers à la fois de la formation et de l'expérience du service. Pour cela, elle a identifié des valeurs fondamentales (respect, intégrité, service et excellence) qui visent à façonner les comportements, et a établi les normes de conduite personnelle qui sont attendues des membres de sa communauté. Ces normes et valeurs sous-tendent son

²⁹¹ Il s'agit aujourd'hui de la *Tedder Academy of Leadership*, implantée au sein du RAF College de Cranwell.

²⁹² Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, *op. cit.*, et Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, *op. cit.*

²⁹³ Pour mémoire, Paul Ricœur décrit l'*ethos* de la manière suivante : « *Chaque groupe historique a [...] un ethos, une singularité, qui est un pouvoir de création lié à une tradition, à une mémoire, à un enracinement archaïque* ». RICŒUR (Paul), *Lectures 1. Autour du politique*, *op. cit.*

ethos et constituent un élément clé de sa composante morale. Un tableau comparatif des valeurs respectives des trois armées britanniques (et des Royal Marines) a été publié par la Royal Air Force (voir annexe 5). Son analyse renvoie aux mêmes conclusions que celles observées dans le cas français : l'excellence est l'unique valeur que l'armée de l'air est la seule à revendiquer, tandis que la grande majorité des valeurs des autres armées sont couvertes par le sens des notions de respect, d'intégrité et de service. Une spécificité semble donc se dessiner dans la communauté des aviateurs, la culture de l'excellence, dont on peut postuler qu'elle est en grande partie insufflée par le rapport privilégié à la technologie, l'exigence du milieu et une temporalité particulièrement contrainte.

Il est important de constater que cette insistance sur l'excellence est une exigence qui va au-delà du simple affichage. De manière factuelle, elle se retrouve notamment dans le recrutement de l'Armée de l'air. Observons par exemple, dans le graphique suivant, la sélectivité dans le corps des officiers, pour les cas particuliers des recrutements directs et des concours d'admission à l'École de guerre (où les officiers des trois armées suivent une scolarité commune).

Armée	Type de recrutement	Nombre d'inscrits	Nombre d'admis	Taux d'admission
Armée de terre	RECRUTEMENTS DIRECTS D'OFFICIERS	1978	172	8,7
	CONCOURS D'ADMISSION A L'ECOLE DE GUERRE	263	80	30,4
Marine Nationale	RECRUTEMENTS DIRECTS D'OFFICIERS	1705	77	4,5
	CONCOURS D'ADMISSION A L'ECOLE DE GUERRE	160	38	23,8
Armée de l'air	RECRUTEMENTS DIRECTS D'OFFICIERS	2519	72	2,9
	CONCOURS D'ADMISSION A L'ECOLE DE GUERRE	214	45	21,0

Fig. 1 : Sélectivité des concours et sélections professionnelles des officiers dans les armées françaises en 2018²⁹⁴

Dans les deux cas étudiés, une plus forte sélectivité se distingue assez nettement au sein de l'Armée de l'air, en

²⁹⁴ Direction des ressources humaines du Ministère de la défense, *Bilan social 2018 du Ministère des armées*, op. cit. Le taux d'admission est calculé entre le nombre d'inscrits (et non de présents au concours) et le nombre d'admis (et non pas le nombre de personnes définitivement admises, après repêchage sur les listes complémentaires), mais le calcul effectué avec les autres combinaisons conduit sensiblement au même résultat.

comparaison avec l'Armée de terre, ou, dans une moindre mesure, avec la Marine nationale. Cela signifie à la fois que l'entrée dans le corps des officiers de l'Armée de l'air est bien plus sélective (approximativement trois fois plus que dans l'Armée de terre, et 1,5 fois plus que dans la Marine nationale), mais également qu'au sein de cette population déjà triée sur le volet, seule une faible proportion est retenue pour accéder aux plus hautes responsabilités. Au bilan, un candidat extérieur qui se présente à un recrutement direct pour le corps d'officier des armes a nettement plus de chances de suivre une scolarité à l'École de guerre s'il frappe à la porte de l'Armée de terre plutôt qu'à celle de l'Armée de l'air²⁹⁵.

Une fois que les valeurs de l'armée de l'air ont été définies, elles doivent être transmises, appropriées et entretenues par les aviateurs. Cette démarche, inspirée par l'éthique de la vertu, consiste à développer une culture d'armée, caractérisée par des traditions, des symboles ou même des procédures.

Empruntons à Anne Jorro sa définition de l'*ethos* dans le cadre de la sociologie classique : « *[d'après] les travaux de Max Weber (1964) et de Norbert Elias (1985), l'éthos constitue une contrainte, reposant sur l'existence de normes, qui façonne un comportement dans le champ*

²⁹⁵ Cette différence très marquée chez les officiers l'est considérablement moins dans les deux autres corps. La sélectivité du recrutement de sous-officiers par voie externe dans l'Armée de l'air, après une baisse constante depuis plusieurs années, égale aujourd'hui celle de la Marine avec deux candidats pour une place, contre 1,5 candidats pour une place dans l'Armée de terre. Parmi les militaires du rang et les volontaires, elle est de 1,7 candidats pour une place dans l'Armée de l'air et la Marine, et légèrement supérieure à 1,2 candidats pour une place dans l'Armée de terre. Source : Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire*, 13^{ème} rapport, *op. cit.*

*social*²⁹⁶ ». Si l'on tente d'appliquer cette définition à une armée, on peut considérer que les normes sont les valeurs fondamentales qu'elle cultive, et que le comportement dans le champ social est la somme des traditions et des procédures. La RAF envisage cette relation comme une interdépendance, qu'elle représente sous la forme du schéma suivant :



Fig. 2 : Interdépendance entre ethos et culture militaire²⁹⁷

Ainsi, dans l'armée en général, on comprend que l'*ethos* serait à la fois déterminé par les valeurs fondamentales, mais également par les habitudes et les procédures. Partant, il existerait bel et bien une éthique des aviateurs, qui serait largement influencée par les valeurs de respect, d'intégrité, de (sens du) service et d'excellence, sous réserve que les aviateurs aient pu

²⁹⁶ JORRO (Anne), « Éthos professionnel », in JORRO (Anne) [dir.], *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2013, 362 p., p. 109 – 112.

²⁹⁷ Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, op. cit.

comprendre ce qu'elles recouvrent et se les approprier. Les symboles ne sont pas en reste. Commémorant ses as en 2017, l'Armée de l'air a rappelé qu'ils « *constituaient un symbole identitaire de l'Armée de l'air*²⁹⁸ ». C'est là tout l'intérêt, à la fois de la formation (on comprend l'importance d'une connaissance fine de l'histoire de l'aéronautique militaire), mais également d'une véritable culture organisationnelle pénétrée de ces valeurs. L'*interarmisation* croissante des armées occidentales contrarie toutefois ce processus, puisque de nombreux aviateurs ne servent pas, en pratique, au sein de l'armée de l'air²⁹⁹, et s'éloignent inévitablement de l'*ethos* de leur armée d'origine.

L'influence de la tradition et de la religion

Les traditions, au pluriel, semblent donc jouer un rôle important dans la construction de l'*ethos* de l'aviateur. Elles contribuent à créer une identité collective centrée autour de l'histoire du groupe, qui en renforce la cohésion. Les armées de l'air sont certes des armées jeunes, compte-tenu des dates relativement récentes de leurs créations³⁰⁰, et par conséquent moins traditionnelles.

²⁹⁸ Calendrier officiel 2017 de l'Armée de l'air, cité par RAZOUX (Pierre), *Le siècle des as (1915 – 1988), Une autre histoire de l'aviation*, Perrin, Paris, 2019, 462 p.

²⁹⁹ C'est le cas d'un aviateur sur quatre dans l'Armée de l'air, en 2019. A titre de comparaison, seulement 13% des militaires de la Marine Nationale et 11% des militaires de l'Armée de terre servaient dans les organismes interarmées en métropole au 31 décembre 2018. Sources : *L'Armée de l'air en chiffres, 2019 – 2020*, plaquette d'information officielle de l'Armée de l'air, et Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire, 13^{ème} rapport, op. cit.*

³⁰⁰ Pour donner un ordre d'idée, 1918 pour la RAF, 1934 pour l'Armée de l'air et 1947 pour l'US Air Force.

Néanmoins, excroissances des forces terrestres ou maritimes dont elles ont fini par se détacher, elles revendiquent leur singularité par le biais d'un discours visant à construire une identité spécifique de l'aviateur. De même, les aéronautiques navales et les forces terrestres hélicoptères cultivent, au sein de leur armée d'appartenance, des traditions spécifiques qui particularisent leur communauté. La différenciation, nécessaire, est d'ailleurs souvent exagérée.

Illustrant l'importance des traditions, Geoffroy Murat considère que l'éthique militaire était jusqu'à présent édifiée sur des vertus et des idéaux héroïques. Il fait directement référence à la glorification des as de l'aviation³⁰¹. C'est bien mal connaître les aviateurs d'aujourd'hui, français tout du moins, dont seule une minorité s'est intéressée aux faits d'armes des nombreux as qui se sont pourtant couverts de gloire, à l'exception peut-être du trio de tête composée par Guynemer, Fonck et Clostermann. Plus généralement, les aviateurs ne sont pas de bons avocats de la puissance aérienne : au-delà de leur méconnaissance de l'histoire militaire en général, et celle de l'arme aérienne en particulier, ils raisonnent essentiellement au niveau tactique et ne prennent qu'une part marginale au débat public. Alors que les officiers de l'Armée de terre et de la Marine nationale étudient à loisir les batailles terrestres ou navales, y compris leur éventuelle dimension stratégique, les aviateurs ne ressentent pas l'intérêt de réfléchir, par exemple, à la contribution décisive de l'aviation dans l'arrêt de la percée allemande au printemps 1918, ou encore à l'opération *Moked*, précédemment citée, qui permit de

³⁰¹ MURAT (Geoffroy), « Comprendre l'éthique militaire grâce à l'éthique du care et la théorie des parties prenantes », *Etudes sur la mort*, n°144, 2013/2, 176 p., p. 27 – 42.

clouer au sol une aviation adverse en quelques heures. L'éthique des aviateurs n'est donc pas à rechercher dans la reproduction d'un modèle héroïque ou la poursuite d'un idéal transcendant, mais bien davantage dans la reconnaissance de l'appartenance à un groupe, plus intime, dont chacun se sent à la fois solidaire et dépendant.

Le rapport à *la* tradition, au singulier, est également un marqueur fondamental de l'identité de l'aviateur. L'idée d'un conservatisme plus prononcé dans l'armée de terre ou la marine n'est pas qu'un cliché. Au sein de l'armée de terre britannique par exemple, à la fin des années 1980, de nombreux officiers supérieurs affirmaient encore qu'il était du devoir des forces armées de rester une demi-génération en arrière de la société civile³⁰². Or, le respect immodéré de la tradition bride la réflexion et freine le progrès. Les victoires allemandes du début de la Seconde Guerre mondiale, telles que Liddell Hart les analyse dans *Les Généraux allemands parlent*, démontrent à quel point l'avance technologique, mais également doctrinale sous l'impulsion des jeunes généraux allemands, a permis à la Wehrmacht de prendre le dessus sur les armées alliées, en retard d'une guerre mondiale³⁰³. Il en a été de même dans les airs, et c'est la conjonction de ces deux avantages qui permit d'emporter la décision en quelques semaines durant la campagne de France. Ce tropisme à l'égard du progrès est en général une caractéristique des aviateurs. La RAF par exemple, consciente que le monde change plus vite que jamais, et que la technologie progresse rapidement, affirme

³⁰² Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, *op. cit.*

³⁰³ LIDDELL HART (Basil H.), *Les généraux allemands parlent*, Perrin (tempus), Paris, 2019, 576 p.

rechercher des leaders flexibles, ouverts d'esprit, réceptifs au changement, et sachant saisir les opportunités que le changement apporte tout en passant outre à l'inconfort associé³⁰⁴. Mais cette corrélation entre progrès technologique et progrès (au sens non connoté d'évolution) des idées dans l'aviation n'a pas toujours été heureux. Comme le rappelle Jérôme de Lespinois, « *au cours de l'entre-deux-guerres, l'arme aérienne s'impose comme l'arme privilégiée des régimes autoritaires* ». En effet, « *l'avion symbolise la vitesse, la puissance, la modernité, des valeurs que veulent incarner les régimes fasciste ou nazi*³⁰⁵ ». D'après Fernando Esposito, à la fin des années 1930, « *l'aviation est devenue une métaphore du fascisme lui-même*³⁰⁶ ». Lespinois relève que les grands aviateurs italiens ou allemands (Italo Balbo, Gabriele d'Annunzio, ou Hermann Göring) avaient une forte influence au sein de leur régime, ou que certains grands aviateurs alliés (comme l'Américain Charles Lindbergh et le Français René Fonck) « *ne cachèrent pas leur sympathie* » pour ces mêmes régimes³⁰⁷. Parmi les trois armées du *Reich* hitlérien, la Luftwaffe était

³⁰⁴ Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, *op. cit.*

³⁰⁵ LESPINOIS (Jérôme de), « L'arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », *op. cit.*

³⁰⁶ ESPOSITO (Fernando), *Mythische Moderne: Aviatik, Faschismus und die Sehnsucht nach Ordnung in Deutschland und Italien*, Oldenbourg Verlag, Munich, 2011, 480 p., cité par RIEGER (Tobias), „Deutsche Wiedergeburt“ durch einen „Chor der Rache“. Die Luftfahrt und der Nationalsozialismus, site du projet de recherche „Beamte nationalsozialistischer Reichsministerien“, 7 décembre 2018, URL : <https://ns-reichsministerien.de/2018/12/07/deutsche-wiedergeburt-durch-einen-chor-der-rache-die-luftfahrt-und-der-nationalsozialismus/>, consulté le 7 avril 2020.

³⁰⁷ LESPINOIS (Jérôme de), « L'arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », *op. cit.*

indiscutablement la plus imprégnée des idéologies nazies, y compris dans le corps des officiers, où le niveau d'étude moyen est le plus élevé. A l'opposé, les officiers de la Heer, héritière de la tradition aristocratique prussienne, étaient plutôt réservés à l'égard des nationaux-socialistes. En Italie, l'écrivain fasciste Nello Quilici avait érigé le pilote en allégorie du fascisme : « *Vous ne pouvez pas être un fasciste sans vous sentir un peu comme un pilote, vous ne pouvez pas être un pilote sans vous sentir fasciste* »³⁰⁸. Ainsi, du point de vue de la morale, le progressisme, généralement incarné par les armées de l'air face à des marines et armées de terre plus traditionnalistes, n'est-il pas toujours connoté positivement, loin s'en faut.

La croyance religieuse est un paramètre qui exerce une influence majeure sur l'éthique d'un individu, quel qu'il soit. Les valeurs étant ancrées dans la culture, si celle-ci est essentiellement religieuse, les valeurs seront inévitablement imprégnées de cette dimension. Par essence, en raison d'un rapport particulier à la mort, l'armée stimule la réflexion spirituelle. En France, il est malheureusement impossible³⁰⁹ de disposer de statistiques sur les croyances religieuses des militaires, comme de la population en général. Néanmoins, au sein de l'appareil militaire, il est incontestable que l'Armée de terre (et la Marine nationale, mais pour une raison qui s'explique sans doute davantage par un ancrage dans la tradition séculaire de la Marine royale) entretient une relation très particulière avec la religion. Lorsque l'on côtoie la mort au quotidien, il est utile de croire en

³⁰⁸ QUILICI (Nello), *Aviatoria*, Tip. La Nuovissima, Naples, 1934, 279 p., cité par RIEGER, *op. cit.*

³⁰⁹ D'un point de vue sociologique.

quelque chose³¹⁰. Jean Baechler nous rappelle d'ailleurs que la fin dernière de la vie bonne est la « *félicité dans un au-delà de l'existence humaine*³¹¹ ». Emmanuel Goffi soutient que dans l'armée, tout est articulé autour de la notion de sacrifice, et du sacrifice christique en particulier. Il constate un « *glissement de l'obéissance à Dieu vers l'obéissance à l'Etat, divinité séculière, au motif de sa supposée transcendance*³¹² ». Ainsi, dans l'Armée de terre, la soif de transcendance spirituelle s'amalgame avec le dévouement au service de la Nation. Dans l'Armée de l'air, compte-tenu des aspects plus occupationnels du métier, ce besoin de sens semble moins marqué et pourrait expliquer une moins grande perméabilité de la religion.

Dans son ouvrage d'introduction à l'éthique, Jean-Cassien Billier évoque les « *éthiques du commandement divin* », qui concernent les religions du Livre (fondées sur une révélation et sur l'existence d'un dieu transcendant). La particularité de cette approche éthique est qu'elle est bâtie sur une structure foncièrement déontologique : elle s'appuie sur des règles édictées *avant* les actes, qui ont été données lors de la Révélation³¹³. Cela confirme une fois de plus que l'Armée de terre et la Marine, toujours selon le postulat invérifiable qu'elles seraient davantage imprégnées de religion, aborderont la chose militaire via des règles à appliquer, et auront tendance à défavoriser une réflexion

³¹⁰ Voir à ce sujet la thèse d'Emmanuel Goffi, citée *supra*.

³¹¹ BAECHLER, *op. cit.*

³¹² GOFFI, *op. cit.*

³¹³ BILLIER (Jean-Cassien), *Introduction à l'éthique*, PUF (Quadrige Manuels), Paris, 2014, 256 p. L'éthique du commandement divin contient également une dimension liée à l'éthique de la vertu : elle prône une construction de l'agent moral qui lui permette d'honorer les règles parfaites issues du commandement divin.

conduite en-dehors de ces règles, qui s'interrogerait sur les conséquences prévisibles d'un acte. Cette conduite aura tendance à figer la réflexion dans un cadre établi, là où l'aviateur aura une tendance plus naturelle à s'aventurer en dehors du cadre (à plus ou moins bon escient, comme nous l'avons vu précédemment).

L'obéissance et le rapport à l'autorité.

Dans une institution militaire, l'exigence de discipline est cruciale et participe de la réussite de la mission. Pour autant, comme le constate Armel Huet, *« l'intelligence de la situation est requise comme une garantie de la réussite de l'engagement et de la mission. L'obéissance se conjugue avec le devoir de désobéir si l'ordre contrevient au droit, mais aussi à l'éthique, à la conscience³¹⁴ »*. Comment, dès lors, se plier au devoir de désobéissance (à un ordre manifestement illégal) lorsque l'armée érige la discipline au rang de valeur absolue ? À ce titre, il est intéressant de comparer l'article 4 du code du soldat de l'armée de terre, avec l'article D4122-3 du code de la Défense (qui s'applique donc à l'ensemble des armées, directions et services). Là où le premier impose simplement *« [d'obéir] aux ordres, dans le respect des lois et des conventions internationales »*, le second précise explicitement : *« En toutes occasions, [le militaire] cherche à faire preuve d'initiative réfléchie et doit se pénétrer de l'esprit comme de la lettre des ordres »*. Est-ce un raccourci pour satisfaire à la forme d'un code le plus simple et percutant possible, ou une restriction volontaire et assumée ? En comparaison, les valeurs de l'Armée de l'air, nous l'avons évoqué, ne

³¹⁴ HUET, *op. cit.*

mentionnent pas directement la traditionnelle discipline militaire.

L'interrogation est en réalité plus profonde. En présence d'un conflit de norme entre un ordre d'un supérieur hiérarchique direct et un cadre légal plus distant, voire en situation de conflit entre droit et éthique, l'aviateur fera-t-il un choix différent du soldat terrien ou du marin ? Quoi qu'il en soit, l'obéissance aveugle aux ordres, à l'instar du portrait que dépeint Hannah Arendt d'Adolf Eichmann dans *Eichmann à Jérusalem*³¹⁵, c'est-à-dire dans une perspective kantienne – certes détournée – d'un impératif catégorique, est dangereuse. Les soldats doivent être encouragés à questionner les ordres qu'ils reçoivent lorsqu'ils ont l'intuition que ceux-ci posent problème. Comme le rappelle Bill Rhodes, tous les militaires, quel que soit leur rang, conservent leur conscience et leur propre responsabilité³¹⁶. La problématique du questionnement de l'autorité rejoint ici l'impératif de formation. En effet, l'expérience de Stanley Milgram prouve que sans formation, l'être humain possède une tendance naturelle à ne pas remettre en question les directives émises par une autorité.

L'aviateur, c'est sa faiblesse mais également sa force, est sans doute plus enclin que d'autres militaires à contester un ordre. Il n'est pas surprenant que ce soit un pilote d'hélicoptère (de l'US Army) qui soit intervenu pour faire cesser le massacre de My Lai le 16 mars 1968, réussissant ainsi un parfait exemple de test d'intégrité. Il parvint en effet à remettre en question une situation acceptée (voire ordonnée) par un officier de grade supérieur (Hugh Thompson était *Warrant Officer* alors

³¹⁵ ARENDT (Hannah), *Eichmann à Jérusalem : Rapport sur la banalité du mal*, Gallimard (folio histoire), Paris, 2006, 484 p.

³¹⁶ RHODES, *op. cit.*

que l'autorité reconnue responsable des exactions était le *Second Lieutenant* William Calley, chef de peloton³¹⁷). En outre, s'il ne faut pas négliger le fait que l'équipage de Thompson ait pu avoir les idées plus claires car il considérait la scène avec un regard extérieur, le fait que ce soit un équipage d'aéronef est révélateur. L'aéronef permet à son équipage de prendre de la hauteur, au sens propre comme au sens figuré, en se détachant d'une situation donnée et en élargissant le prisme par lequel il analyse les événements. Il l'éloigne, physiquement comme psychologiquement, des horreurs de la guerre que côtoie le combattant terrestre, et le rend moins susceptible de commettre à son tour des exactions sous le coup de la vengeance et parfois sous l'influence de psychotropes. De surcroît, l'autonomisation des aviateurs, héritée de l'aéronautique, développe nécessairement de fortes personnalités. L'esprit frondeur de certaines figures célèbres de l'aviation militaire en témoigne : on peut citer le Français Jean Navarre ou l'Autrichien Julius Arigi pendant la Première Guerre mondiale, ou encore l'Américain Gregory « Papy » Boyington³¹⁸ mis en scène (de manière un peu caricaturale il est vrai) dans la série télévisée *Les Têtes brûlées*. Aujourd'hui, les aviateurs au sens large, peut-être encore davantage dans les armées de l'air, ont des perceptions, des attentes, voire une tendance revendicatrice proches de celles en vigueur dans la société civile que leur communauté reflète davantage. Si l'on pousse le raisonnement à l'extrême, ils seraient, d'après Emmanuel Goffi, moins enclins à accepter une

³¹⁷ L'enquête a pourtant montré par la suite que William Calley était peu apprécié de ses hommes, dont certains avaient même, antérieurement au massacre, évoqué l'idée d'attenter à ses jours.

³¹⁸ RAZOUX, *op. cit.*

servitude vis-à-vis du pouvoir politique que les membres des autres armées³¹⁹.

Ce particularisme ne peut s'expliquer que par la superposition d'une éthique personnelle (au sens d'un questionnement) sur l'éthique militaire. Si l'on reprend la caractérisation de Geoffroy Murat, l'éthique des aviateurs semble davantage centrée sur une approche d'« *éthique du care* ». A propos des guerres asymétriques modernes, il affirme que « *la culture de nos institutions militaires, fondées davantage sur une éthique de la vertu, ne permet [pas] de préparer correctement nos soldats à ces nouveaux enjeux*³²⁰ ». Il poursuit en précisant que « *l'éthique du care propose au contraire l'idée que les militaires se battent d'abord pour aider leur prochain, plutôt que pour de grandes valeurs comme l'honneur ou le courage* ». C'est, en pratique, ce qui semble déjà caractériser l'aéronautique militaire. Il suffit d'interroger des pilotes d'hélicoptère militaires pour constater que les missions qui les marquent et pour lesquelles ils s'investissent le plus sur le plan émotionnel sont les évacuations sanitaires, au cours desquelles ils contribuent au sauvetage de vies humaines, quelle que soit d'ailleurs l'origine de la victime (amie, civile ou même ennemie). Plus largement, les aviateurs se reconnaissent davantage dans une escadrille, un escadron, une communauté rassemblée autour d'un type d'aéronef, que dans leur condition d'aviateur. En France, les derniers chefs d'état-major de l'Armée de l'air ont bien tenté de rassembler leurs ouailles sous une identité commune, centralisée, derrière les valeurs du plan *Unis Pour Faire Face*³²¹.

³¹⁹ GOFFI, *op. cit.*

³²⁰ MURAT (Geoffroy), « Comprendre l'éthique militaire grâce à l'éthique du care et la théorie des parties prenantes », *op. cit.*

³²¹ « Lancé en 2013, le plan stratégique Air Unis pour "Faire Face" a pour ambition de tracer une voie, de fixer une feuille de route, pour

Pourtant, l'aviateur semble davantage obéir par adhésion que par obligation disciplinaire ou hiérarchique. Autrement dit, pour s'investir à la hauteur de son plein potentiel, un aviateur doit se sentir concerné et être convaincu du service qu'il rend en répondant à la sollicitation. Il cherche un sens à son action, la passion de l'aéronef ne suffit plus. La transcendance qu'il ne trouve pas dans la religion, il la recherche dans un groupe auquel il accorde de la valeur, et se bat d'abord *pour* son prochain. Son identité individuelle s'inscrit dans ce groupe social.

Il peut être intéressant d'observer l'attitude des aviateurs lors des grands moments de tension nationale dans l'histoire récente de la France. Si l'on analyse par exemple le choix des aviateurs entre résistance et loyalisme pendant la Seconde Guerre mondiale, aucune tendance particulière ne se dessine : à l'instar des autres armées, l'Armée de l'air a été profondément déchirée par ce dilemme entre une cause légale et une cause qui, pour certains, apparaissait plus légitime. Des aviateurs français se sont ainsi battus contre des aviateurs français (à Dakar et en Afrique équatoriale), de même que des Français affronteront d'autres Français en mer ou sur terre, à Dakar ou en Syrie par exemple. Si l'on observe maintenant l'autre traumatisme majeur de l'armée française au XX^{ème} siècle, à savoir la guerre d'Algérie, force est de constater que les aviateurs ont pris une part active à la tentative de coup d'Etat d'avril 1961. Parmi le célèbre *quarteron de généraux en retraite*, deux généraux

construire une armée de l'air opérationnelle, modernisée, partenaire, portée par ses aviateurs. ». Délégation à l'information et à la communication de la Défense, site du Ministère des Armées, 24 juin 2015, URL : <https://www.defense.gouv.fr/english/actualites/la-vie-du-ministere/plan-strategique-unis-pour-faire-face>, consulté le 18 avril 2020.

de corps d'armée étaient des aviateurs, et une majorité des commandos de l'air se ralliera aux putschistes. Là encore, le choix est cornélien, entre fidélité à un régime légal et légitime dont la politique s'oppose radicalement à nos valeurs, et choix du camp de l'illégalité dont les valeurs correspondent davantage à ce que l'on juge bon et juste. Sans doute le plus faible attachement des aviateurs à l'autorité institutionnelle, de même qu'une solidarité à l'égard de figures connues et respectées, expliquent-ils cette décision.

Une exposition au risque assumée mais maîtrisée

Comme nous l'avons déjà longuement évoqué, le rapport au risque de l'aviateur est particulier, à double-titre : la distanciation vis-à-vis de la mort qu'il donne, mais également de celle qu'il reçoit. C'est sans aucun doute la possibilité d'être soi-même tué qui est la plus caractéristique du métier des armes.

En France, on constate une certaine tolérance à l'égard des pertes, en comparaison notamment avec les Etats-Unis. Au bénéfice de la mission, une prise de risque supérieure est consentie, illustrée par des protections individuelles moindres (et surtout moins ostentatoires) et une approche au plus près de l'ennemi qui expose davantage les troupes françaises. C'est particulièrement recherché par l'Armée de terre qui va *au contact* de l'ennemi, comme le rappelle le titre de son plan de réorganisation dévoilé en mai 2015. Un colloque, organisé début 2019 par l'Armée de terre, opposait d'ailleurs, significativement, la *guerre à distance* et la *victoire au contact*³²². Dans cette logique où la notion de

³²² *Guerre à distance, victoire au contact*, colloque organisé le 31 janvier 2019 à l'Ecole militaire. Les actes du colloque sont

sacrifice ultime revêt une dimension particulière, il est intéressant de signaler que l'on recense aujourd'hui des cas de trouble post-traumatique chez certains soldats, profondément perturbés par une tradition qui consiste à privilégier la réussite de la mission à sa propre sauvegarde. En comparaison, dans l'Armée de l'air (les procédures de gestion du risque auxquelles sont soumis les équipages d'hélicoptère de l'US Air Force tendent à prouver qu'il en va de même outre-Atlantique), et depuis une dizaine d'années au moins, les missions opérationnelles sont analysées en séparant l'importance de la mission (dont le niveau est défini par le commandement) et le niveau de risque auquel s'exposent les équipages (défini par le chef de mission, qui participe personnellement à la mission). A la lueur de cette combinaison « intérêt vs risque », le commandement décide (ou non) de valider la mission, ou d'imposer des mesures de réduction du risque. Il est donc accepté de perdre des aviateurs dans une opération (c'est même hautement probable dans certains cas), sous réserve que le gain opérationnel espéré le justifie. Cette logique de gestion du risque opérationnel tend à se généraliser : la directive de planification des opérations de l'OTAN, publiée en 2013³²³, prévoit ce même type de raisonnement. Enfin, après avoir mentionné à quel point

consultables sur le site internet du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, à l'adresse https://www.c-dec.terre.defense.gouv.fr/images/documents/colloque/distance-contact/20190709_NP_CDEC_actes-du-colloque.pdf (consulté le 2 avril 2020).

³²³ *Comprehensive Operational Planification Directive*, Allied Command Operations, du 4 octobre 2013. Consultable sur le site internet du commandement allié pour la transformation de l'OTAN, à l'adresse http://www.act.nato.int/images/stories/events/2016/sfpdpe/copd_v20.pdf (consulté le 2 avril 2020).

la mission nucléaire était dimensionnante dans la construction identitaire de l'aviateur, il est amusant de rappeler que la dissuasion, par définition, cherche à éviter le combat.

La spécificité de cette prise en compte du risque par les aviateurs transparaît dans la manière dont les armées britanniques décrivent leur *ethos* respectif. Dans l'anthologie du leadership publiée par la RAF, les *ethos* des trois armées (retranscrits depuis des documents propres à chacune d'entre elles) figurent côte à côte. Si leur formulation est assez proche, on peut remarquer que les trois armées sont déterminées face à l'adversité, mais que seule la RAF prône le courage face au risque. Elle veut des leaders « *qui comprennent la différence entre hasard et risque, et qui sont prêts à prendre des risques mesurés dans des domaines appropriés sans renoncer à leur responsabilité*³²⁴ ». Le choix britannique de conduire des raids stratégiques de nuit sur le théâtre européen pendant la Seconde Guerre mondiale est emblématique de ce rapport au risque des aviateurs. Cette politique non-discriminante, couplée à son insensibilité à l'égard des pertes parmi les équipages amis³²⁵, valut au maréchal de l'air Harris son surnom de *Harris the butcher*³²⁶. Parmi les valeurs de la RAF, se retrouve aujourd'hui encore la nécessité de « *faire face à l'adversité et au risque avec*

³²⁴ Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology*, 2nd Edition, *op. cit.*

³²⁵ Patrick Facon estime que 46 000 membres d'équipage du Bomber Command britannique ont perdu la vie en service aérien commandé (soit un septième des pertes britanniques), tandis que 44 000 membres d'équipage américains périrent pour la seule VIII^{ème} Air Force américaine. Un total de 40 000 bombardiers lourds alliés a ainsi été perdu. FACON, *op. cit.*

³²⁶ « Harris le boucher ».

*courage*³²⁷ ». Comme nous l'avons vu, les Américains avaient adopté une stratégie inverse, persistant à conduire des raids de précision de jour, malgré des pertes colossales³²⁸ (les attaques aériennes américaines en profondeur sur le Reich seront également temporairement suspendues, en l'occurrence de novembre 1943 à février 1944). Pour prendre un exemple plus récent, au cours de l'opération *Barkhane*, les équipages français de Rafale souhaitaient pouvoir descendre plus bas que ce à quoi les autorisait la réglementation dans le cadre de leurs *passes canon*. Le but était, entre autres³²⁹, d'augmenter la précision des tirs, mais cela impliquait une prise de risque supplémentaire librement consentie pas les équipages. Cette augmentation du risque fut toutefois refusée à l'échelon supérieur, par l'état-major de niveau tactique. Cette dichotomie entre l'acceptation du risque par l'acteur directement concerné, et le refus de l'exposition par la hiérarchie militaire hors de la zone d'action, n'est pas une caractéristique française. Le très vif emportement du Président américain Nixon, peu après le lancement de l'opération *Linebacker*, reflète une vision – certes subjective – de la frilosité de l'état-major aérien américain vis-à-vis de la prise de risque en basse altitude : « *I am thoroughly disgusted with [the Air Force's] performance in North Vietnam. Their refusal to fly unless the ceiling is 4,000 feet or more is without*

³²⁷ Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, *op. cit.*

³²⁸ L'attaque aérienne de la ville de Schweinfurt (abritant une usine de roulements à billes cruciale pour l'industrie aéronautique allemande) le 17 août 1943 causera par exemple la perte de plus de 15% des bombardiers B-17 engagés et d'environ 550 membres d'équipage. *FACON, op. cit.*

³²⁹ Il s'agissait également d'augmenter la vitesse des obus à l'impact, et donc leur effet sur la cible.

*doubt one of the most pusillanimous attitudes we have ever had in the whole fine history of the U.S. military. I do not blame the fine Air Force pilots who do a fantastic job in so many other areas. I do blame the commanders*³³⁰ ». Aujourd'hui, ce consentement politique d'un risque supérieur procède d'une logique éthique différente, à plus long terme, qui trouve son explication dans l'objectif d'une diminution des dommages collatéraux, visant à ne pas éloigner davantage la perspective de la fin des hostilités. Le stratège politique peut donc, d'une certaine manière, être amené à privilégier la vie de civils étrangers au détriment de celle des militaires de son propre camp. Les aviateurs ont d'ailleurs une conscience assez précise de cette réalité.

Quelle place accorder alors aux notions de courage, d'honneur, inscrites au frontispice du métier des armes et de son éthique de la vertu ? La conduite moderne de la guerre ne tendrait-elle pas à banaliser ces valeurs ancestrales ? La polémique américaine sur la médaille à accorder aux opérateurs de drone est symbolique. Après avoir décidé, en 2013, la création d'une nouvelle médaille pour les récompenser (avec les cybercombattants), baptisée *Distinguished Warfare Medal* et surnommée avec dérision *Médaille Nintendo*, le Pentagone a fait machine arrière moins d'un mois plus tard devant la fronde des associations de vétérans. Celles-ci considéraient en effet que cette médaille, ou plutôt son rang élevé dans l'ordre de préséance, ne venait finalement sanctionner qu'un travail méritoire sans aucune comparaison possible avec les actes d'héroïsme accomplis sous le feu. De manière intéressante, elles

³³⁰ Cité par CLODFELTER (Mark A.), « The Limits of Airpower or the Limits of Strategy », *op. cit.*

plaçaient ainsi leurs récriminations sous le signe d'une problématique morale, en l'occurrence la reconnaissance différenciée des actes de guerre incluant ou non une prise de risque. De quoi rappeler les propos critiques d'Hélie de Saint Marc, digne représentant de cet ancien monde guerrier : « *A partir du moment où le soldat ne frôle plus la mort, qu'il la sème en appuyant sur un bouton, il perd son titre de soldat et devient un exécutant*³³¹ ». Enfin, toujours au sujet des drones, s'il n'est pas étonnant de constater que « *les télépilotes, qu'on appelle "opérateurs", ont de la difficulté à être considérés comme des soldats – y compris dans l'armée* », Jean-Baptiste Jeangène Vilmer prétend plus curieusement que même « *les pilotes de l'US Air Force se moquent de leurs collègues télépilotes qui, ne risquant rien, ne peuvent pas faire preuve de vertus guerrières, courage ou sacrifice*³³² ».

Un code de l'honneur tacite ?

Il ressort de l'analyse des valeurs de l'aviateur qu'elles seraient une sorte de conjugaison de valeurs individuelles innées (mais communes) et de valeurs imposées par l'institution, qui ne prennent pas totalement. Dès lors, existerait-il un code de l'honneur officieux de l'aviateur, qui lui dicterait sa conduite dans une perspective déontologique ? Nous avons cité de nombreux exemples issus du bombardement. Malheureusement, l'histoire est partielle et ne retient que les événements dont les conséquences tragiques la marquent. Peu d'anecdotes d'équipages ayant refusé

³³¹ SAINT MARC & KAGENECK, *op. cit.*

³³² JEANGÈNE VILMER (Jean-Baptiste), « Légalité et légitimité des drones armés », *op. cit.*

d'ouvrir le feu lorsqu'ils n'étaient pas absolument certains de leur cible sont recensées, alors que les aviateurs ayant causé des dommages collatéraux sont frappés du sceau de l'opprobre. A l'opposé, depuis la Première Guerre mondiale, l'histoire de l'aviation de chasse regorge d'anecdotes de chevalerie moderne. Tandis que les équipages de bombardiers accompliraient les basses besognes, les as de l'aviation de chasse sont mythifiés et véhiculent l'image d'une caste respectant un certain code de l'honneur. Les duels aériens, archétypes du combat symétrique³³³, témoignent en effet du maintien de certaines valeurs de civilisation malgré les horreurs de la guerre où la nécessité fait souvent loi.

Dans le livre qu'il consacre aux as de l'aviation, Pierre Razoux tente de discerner la réalité du mythe à propos de l'esprit chevaleresque des aviateurs. Il évoque le largage récurrent de gerbes de fleurs lors des funérailles d'adversaires, et relate par exemple le duel acharné entre les as français George Guynemer et allemand Ernst Udet en juin 1917, au terme duquel Guynemer refusa d'abattre son adversaire, devant son incapacité à se défendre du fait de l'enrayement de ses mitrailleuses. Dans un panel très divers d'actions particulièrement valeureuses, citons également la ténacité héroïque du français Max Guedj, choisissant délibérément le succès d'une mission de la plus haute importance au détriment de sa propre vie³³⁴, ou encore le refus de son compatriote Maurice de Seynes d'abandonner à une mort certaine son mécanicien

³³³ La symétrie n'existe évidemment plus aujourd'hui lorsque les coalitions occidentales affrontent un adversaire de second rang, comme l'Irak de Saddam Hussein, la Serbie de Slobodan Milosevic ou la Libye de Mouammar Kadhafi.

³³⁴ Relaté par Pierre Clostermann dans CLOSTERMANN (Pierre), *Feux du Ciel*, Flammarion, Paris, 1951, 273 p.

soviétique à bord de son avion en flammes³³⁵. Dans l'autre camp, certains pilotes de la Luftwaffe ont également brillé par leur sens de l'honneur, comme le chasseur Franz Stigler qui escorta, dans son Messerschmitt 109, un bombardier B-17 américain gravement endommagé. Même le capitaine Hermann Göring, as de la Première Guerre mondiale et dernier commandant de la célèbre escadre *Jagdgeschwader 1*, laissera le souvenir d'un pilote chevaleresque³³⁶. Toutes ces anecdotes sont des exemples célèbres d'un nombre bien supérieur d'actes héroïques d'aviateurs méconnus ou tombés dans l'oubli. Mais Razoux mentionne également la course effrénée au score pour la première place aux tableaux de chasse, citant les propos de plusieurs pilotes insensibles, qui témoignent que le combat aérien procède parfois davantage d'un guet-apens que d'un duel³³⁷. Comme dans l'histoire militaire au sein de laquelle elle s'inscrit, l'histoire de la guerre aérienne alterne des actions radicalement opposées selon le prisme de l'éthique, comme le mitraillage de pilotes éjectés sous voile³³⁸ ou le souci récurrent de la préservation de la vie des civils. Ainsi, l'Histoire et les multiples récits autobiographiques de membres d'équipages militaires nous laissent penser qu'un code de l'honneur de l'aviateur existe, implicite mais réel. Il le conduit à accomplir son devoir de combattant jusqu'au bout de la

³³⁵ Voir le récit particulièrement émouvant d'un de ses camarades du Régiment de Chasse « Normandie-Niemen » : POYPE (Roland de la), *L'épopée du Normandie-Niemen*, Perrin (tempus), Paris, 2011, 268 p.

³³⁶ Voir par exemple KERSAUDY (François), *Hermann Goering*, Perrin (tempus), Paris, 2013, 984 p.

³³⁷ RAZOUX, *op. cit.*

³³⁸ Voir par exemple les mémoires d'un autre pilote du « Normandie-Niemen » : GEOFFRE (François de), *Normandie-Niemen : Souvenirs d'un pilote*, André Bonne, Paris, 1952, 285 p.

mission qui lui est assignée, avec une détermination qui peut faire froid dans le dos³³⁹. Il lui intime de faire fi de la triple menace qui le guette à chaque mission, entre le feu ennemi, la panne mécanique et les obstacles météorologiques. Enfin, il l'exhorte à préserver ce qu'il peut d'humanité et de bonne humeur, goutte d'eau dans l'horreur de la guerre mais véritable gageure à l'échelle d'un combattant.

³³⁹ Voir par exemple l'absence d'états d'âme qui transparait dans l'autobiographie de René Fonck. FONCK (René), *Mes combats*, Flammarion, Paris, 1920, 252 p.

Epilogue

La puissance aérienne est aujourd'hui incontournable dans la panoplie du décideur politique comme du chef militaire. Elle sait produire des effets en temps de crise comme en conflit ouvert, de manière limitée ou dans une application débridée de la force. Au niveau individuel, elle marque l'identité des aviateurs qui la servent, tout comme ceux-ci influencent en retour sa conception et sa manifestation.

On constate donc que la puissance aérienne s'exprime dans un cadre éthique propre, adapté à ses spécificités et jonglant tour à tour avec les trois grandes approches de l'éthique, mais également qu'une éthique spécifique de l'aviateur se dessine, idiosyncratique, au carrefour de valeurs et de traditions distinctes de celles de ses frères d'armes des forces terrestres ou navales. Toutefois, cette vision idéal-typique mérite d'être nuancée. D'une part, nous l'avons évoqué, la diversité de la communauté des aviateurs, originaires des trois armées, est profonde, et les cultures d'armées prennent souvent le pas sur la culture aéronautique. D'autre part, le regroupement, à la fois organique et opérationnel, de militaires de toutes les armes et de toutes les armées au sein d'unités interarmées lisse les spécificités du corps d'origine. Le concept encore balbutiant des opérations *multidomaines*, dont la puissance aérienne, souvent concourante, était déjà largement pénétrée, viendra nécessairement confirmer cette tendance. Gageons toutefois que l'aviateur, le soldat terrestre comme le marin auront d'autant plus à cœur de continuer à entretenir une identité spécifique, véritable déterminant de l'éthique de leur action militaire.

Il est aisé d'aborder la réflexion éthique sur l'emploi de l'arme aérienne en temps de paix, ou, du

moins, en période de conflits limités. Or, la stratégie aérienne est une praxéologie, pour paraphraser Lucien Poirier. C'est une science de l'action, conditionnée par un objectif politique. Le souci d'efficacité militaire rentre d'autant plus en compte que la guerre est intense. Le défi éthique réside justement dans l'art de respecter en temps de guerre des règles établies en temps de paix. Que l'éthique soit, ou non, un frein à l'efficacité militaire importe finalement assez peu. On finit toujours par faire la paix avec ses anciens ennemis, puisque, comme nous l'enseigna Aristote, on ne fait la guerre que pour vivre en paix³⁴⁰. Il se trouve qu'un comportement exemplaire pendant le conflit favorise nécessairement l'après-guerre. L'exemple de l'Algérie nous le rappelle : la bataille fût certes remportée, mais la guerre perdue. C'est exigeant, difficile, jamais gagné, mais c'est le coût de la victoire.

Pour autant, la morale survivrait-elle dans des conflits mettant en jeu des intérêts élevés ? L'inverse semble d'ailleurs assumé avec le recours à l'arme nucléaire, tel qu'il est actuellement envisagé. Le président français le rappelait encore en février 2020 : « *Si d'aventure un dirigeant d'Etat venait à mésestimer l'attachement viscéral de la France à sa liberté et envisageait de s'en prendre à nos intérêts vitaux, quels qu'ils soient, il doit savoir que nos forces nucléaires sont capables d'infliger des dommages absolument inacceptables sur ses centres de pouvoir*³⁴¹ ». Face à la survie de la Nation, l'éthique s'efface. Pour expliquer l'ampleur des bombardements réalisés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni – deux Nations incontestablement pénétrées des valeurs humanistes – sur l'Allemagne et le

³⁴⁰ ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, Le Livre de Poche, Paris, 1992, 448 p.

³⁴¹ MACRON, *op. cit.*

Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, Stephen Garret évoque une situation d'« *extrême urgence nationale*³⁴² ». Éric Germain emploie l'expression antinomique d'« *éthique de l'exceptionnalité*³⁴³ », et Michael Walzer consacre un chapitre à « *l'éthique de l'urgence* » dans son ouvrage *Arguing about war*³⁴⁴, dans lequel il considère qu'en cas d'urgence suprême, une immoralité peut être moralement justifiée. Il est intéressant de constater qu'il s'appuie lui aussi sur l'exemple du bombardement britannique des villes allemandes du III^{ème} Reich. Dans ce cas précis, le communautarisme, au sens de la survie de la communauté, prime sur les considérations traditionnelles de guerre juste. Selon Bill Rhodes, l'idée de Walzer est que l'obligation morale de défendre les droits de l'Homme peut supplanter le principe de discrimination³⁴⁵. De surcroît – et de manière plus insidieuse – en temps de guerre, l'opinion publique présente une tendance à accepter la définition de nécessité militaire que son gouvernement lui propose³⁴⁶. Toutes ces approches s'inscrivent dans la tradition de l'utilitarisme moral, selon lequel, face à certains dilemmes moraux qui n'ont pas de solution, il existe un seuil tragique au-delà duquel on peut enfreindre une règle morale déontologique³⁴⁷. Mais comment peut-on prétendre respecter une quelconque forme de morale lorsque l'on outrepassé les fondements mêmes de celle-ci ? A l'extrême, ne serait-ce pas donner raison à Charles Patterson, pilote du Bomber Command

³⁴² GARRETT, *op. cit.*

³⁴³ GERMAIN, *op. cit.*

³⁴⁴ WALZER (Michael), *Arguing about war*, Yale University Press, New Haven, 2004, 224 p.

³⁴⁵ RHODES, *op. cit.*

³⁴⁶ GARRETT, *op. cit.*

³⁴⁷ BILLIER, *op. cit.*

britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il considère que « *la moralité est une chose à laquelle on peut se laisser aller dans un environnement de paix et de sécurité, mais on ne peut pas porter de jugement moral en temps de guerre, quand il est question de la survie de la Nation*³⁴⁸ » ?

Il est impossible de conclure cette réflexion sans aborder la spécificité des nouveaux champs de conflictualité, dont les répercussions sur la puissance aérienne, encore mal cernées, seront toutefois inévitables. On appréhende assez facilement que dans son acception aérospatiale, elle sera directement impliquée dans les enjeux que représente la militarisation de l'espace exo-atmosphérique. L'interaction de la puissance aérienne avec le cyberspace est moins évidente, mais tout aussi critique. Or ces espaces *confidentiels* permettent de mener des guerres dans l'anonymat. Ils offrent ainsi une forme de permissivité qui confère un sentiment élevé d'impunité et fait courir le risque d'une véritable perte de sens moral.

Enfin, dans une perspective postmoderne, le questionnement éthique au sens large reste plus que jamais d'actualité. L'éthique s'inscrit dans la coexistence du temps long, garant d'une certaine permanence de valeurs universelles, et d'une échelle de temps de plus en plus resserrée, qui connaît des bouleversements sociétaux de plus en plus forts. La morale évolue avec la société, et l'éthique d'aujourd'hui sera sans doute anachronique demain. C'est pourquoi l'éthique, et la déontologie en particulier, doit rester le gardien du temple. Dans son modeste champ d'application, l'éthique de l'aviateur y contribuera.

³⁴⁸ OVERY (Richard), *Bomber Command 1939-1945. Reaping the whirlwind*, Bookmart Ltd, 2000, 224 p.

Jules Roy, célèbre serviteur de l'arme aérienne, prophétisait en son temps : « *La guerre que nous avons faite était déjà le fourrier des guerres qu'on nous promet, où les hommes sécheront de frayeur*³⁴⁹ ». Espérons que la puissance aérienne contribuera à donner tort à cette sinistre prémonition.

³⁴⁹ ROY (Jules), *La vallée heureuse*, Albin Michel, Paris, 1989, 242 p.

Bibliographie et sources

Sources primaires

Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires*, Christof Heyns, document A/HRC/23/47 du 9 avril 2013, 26 p.,

Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, *Assurer notre avenir commun : Un programme de désarmement*, Publications des Nations Unies, New York, 2018, 88 p,

Direction des ressources humaines du Ministère de la défense, *Bilan social 2018 du Ministère des armées*, 372 p.,

Haut comité d'évaluation de la condition du militaire, *Revue annuelle de la condition militaire, 13^{ème} rapport*, 2019, 178 p

PARLY (Florence), *Lancement du comité d'éthique de la Défense* [Discours], Paris, 10 janvier 2020, 7 p.,

Royal Air Force Leadership Centre, *Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology)*, 2009, 38 p.

Royal Air Force Leadership Centre, *Leadership: an anthology, 2nd Edition*, Crown copyright, 2009, 157 p.

Ouvrages

Ouvrages généraux et manuels

BAECHLER (Jean), *Précis d'éthique*, Editions Hermann (Hermann Philosophie), Paris, 2013, 122 p.,

BILLIER (Jean-Cassien), *Introduction à l'éthique*, PUF (Quadrige Manuels), Paris, 2014, 256 p.

SASSOLI (Marco), BOUVIER (Antoine A.), QUINTIN (Anne), *Un droit dans la guerre ? : cas, documents et supports d'enseignement relatifs à la pratique contemporaine du droit international humanitaire*, 2^{de} édition, CICR, Genève, 2012.

Ouvrages spécialisés

CHAMAYOU (Grégoire), *Théorie du drone*, La Fabrique, Paris, 2013, 368 p.,

FACON (Patrick), *Le bombardement stratégique*, Éditions du Rocher (L'art de la guerre), Monaco, 1996, 357 p.,

GARRETT (Stephen A.), *Ethics and Airpower in World War II: The British Bombing of German Cities*, St. Martin's Press, New York, 1993, 276 p.,

LIDDELL HART (Basil H.), *Les généraux allemands parlent*, Perrin (Tempus), Paris, 2019, 576 p.,

NADEAU (Christian) & SAADA (Julie), *Guerre juste, guerre injuste : Histoire, théories et critiques*, PUF (Philosophies), Paris, 2009, 153 p.,

RAZOUX (Pierre), *Le siècle des as (1915 – 1988), Une autre histoire de l’aviation*, Perrin, Paris, 2019, 462 p,

RHODES (Bill), *An introduction to military ethics*, Praeger, Santa Barbara, 2009, 165 p,

WALZER (Michael), *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Gallimard (Folio essais), Paris, 2006, 688 p.,

ZEHFUSS (Maja), *War and the Politics of Ethics*, Oxford University Press, Oxford, 2018, 260 p.

Chapitres d’un ouvrage collectif ou d’un recueil

COLONOMOS (Ariel), « Ethique et théories des relations internationales », in JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste) et CHUNG (Roya) [dir.], *Ethique des relations internationales : Problématiques contemporaines*, PUF, Paris, 2013, 474 p.,

JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste), « L’éthique de la guerre », in JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste) & CHUNG (Roya) [dir.], *Ethique des relations internationales : Problématiques contemporaines*, PUF, Paris, 2013, 474 p., p. 157 – 190,

LESPINOIS (Jérôme de), « L’arme aérienne et la culture stratégique des démocraties », in HOLEINDRE (Jean-Vincent) & MURAT (Geoffroy) [dir.], *La démocratie et la guerre au XXI^e siècle : De la paix démocratique aux guerres irrégulières*, Editions Hermann, Paris, 2012, p. 157 – 169.

Articles

BERSAY (Claude), « Ethique militaire, l'autre stratégie », *Etudes sur la mort*, n°144, 2013/2, 176 p., p. 19 – 26,

BUGNION (François), « Droit de Genève et droit de La Haye », *International Review of the Red Cross*, n°83/844, 2001, p. 901 – 922,

CLODFELTER (Mark A.), « The Limits of Airpower or the Limits of Strategy », *Joint Force Quarterly*, n°78, 2015/3, p. 111 – 124,

DUPONT (Pascal), « Les opérations aériennes face au droit international », *Revue Française de Droit Aérien et Spatial*, n°292, 2019/4, p. 453 – 479,

FAES (Hubert), « Une éthique pour les robots tueurs ? », *Revue d'éthique et de théologie morale*, n°289, 2016/2, 142 p., p. 107 – 115,

FIAT (Eric), « Les enjeux éthiques de la décision – 1^{ère} partie », *La lettre de l'Espace éthique*, n°12-13-14, Été – automne 2000, 99 p., p. 3 – 5,

FIAT (Eric), « Les enjeux éthiques de la décision – 2^{ème} partie », *La lettre de l'Espace éthique*, n°15-16-17-18, Hiver – été 2002, 189 p., p. 39 – 41,

GERMAIN (Eric), « De la guerre à distance à une guerre désincarnée : les enjeux moraux d'une globalisation du champ de bataille », *International Review of the Red Cross*, n°97 (sélection française), 2015/4, p. 81 – 112,

GÓMEZ (Francisco Javier Guisández), « Le droit dans la guerre aérienne », *International Review of the Red Cross*, n°80/830, 1998, p. 371 – 388,

GUILLAUME (Marc), « Légitimité et légalité de l'action militaire », *Inflexions*, n°36, 2017/3, 266 p., p. 67 – 72,

HOLEINDRE (Jean-Vincent), « Les deux guerres justes. L'éthique de la guerre face aux évolutions récentes de la conflictualité internationale », *Raisons politiques*, n°45, 2012/1, 256 p., p. 81 -101,

HUET (Armel), « Rationalité éthique et maîtrise de la violence armée », *Inflexions*, n°36, 2017/3, 266 p., p. 39 – 53,

KAIL (Michel), « Bombardement, Drone, Politique », *L'Homme & la Société*, n° 193-194, 2014/3-4, p. 209 – 220,

JEANGENE VILMER (Jean-Baptiste), « Légalité et légitimité des drones armés », *Politique étrangère*, n°3, 2013, p. 119-132.,

MAIER (Charles S.), « Les villes pour cible : débats et silences autour des bombardements aériens de la Seconde Guerre mondiale », *International Review of the Red Cross*, n°87 (sélection française), 2005, p. 183 – 202,

MEILINGER (Phillip S.), « Bogus charges against Airpower », *Air Force Magazine*, n°85, 2002/9, p. 70 – 76,

MEILINGER (Phillip S.), « More bogus charges against Airpower », *Air Force Magazine*, n°85, 2002/10, p. 52 – 57,

MEILINGER (Phillip S.), « Paradox list », *Air Force Magazine*, n°92, 2009/4, p. 62 – 65,

MOSKOS (Charles C.), « From Institution to Occupation: Trends in military organization », *Armed forces and society*, n°4/1, Novembre 1977, p. 41 – 50,

MURAT (Geoffroy), « Comprendre l'éthique militaire grâce à l'éthique du care et la théorie des parties prenantes », *Etudes sur la mort*, n°144, 2013/2, 176 p., p. 27 – 42,

PAPPALARDO (David), « Combat coopératif aérien connecté, autonomie et hybridation homme-machine. Vers un « guerrier centaure ailé » ? », *Défense et Sécurité Internationale*, n°139, 2019, 116 p.,

PONTICELLI (Nathanaël), « Ethique et efficacité : plaidoyer pour une conscience de guerre », *Revue Défense Nationale*, n°824, Novembre 2019, p. 73 – 78,

ROYAL (Benoît), « Les défis éthiques du guerrier moderne », *Perspectives Psy*, n°49, 2010/1, 78 p., p. 45 – 47,

SARTRE (Patrice), « Drones de guerre », *Etudes*, n°419, 2013/11, p. 439 – 448.

Thèses et travaux universitaires

GOFFI (Emmanuel), *Le sacrifice suprême : une approche critique de la construction d'un mythe*, 529 p., sous la direction de M. Ariel Colonomos, Th., Sciences Po - Institut d'études politiques de Paris, 2015, NNT : 2015IEPP0041,

MURAT (Geoffroy), *L'éthique dans les organisations militaires : traduction sur le terrain et enseignements pour les sciences de gestion*, 425 p., sous la direction de M. Samuel Mercier, Th., Université de Bourgogne, 2016, NNT : 2016DIJOE005,

ROUZE (Armand), *L'éthique militaire : une exigence complexe*, 9 p., Essai, Salon de Provence, 2018.

Internet

PAPPALARDO (David), « The Role of the Human in Systems of Systems: Example of the French Future Combat Air System », site du journal *Over The Horizon*, 27 janvier 2020,

URL : <https://othjournal.com/2020/01/27/the-role-of-the-human-in-systems-of-systems-example-of-the-french-future-combat-air-system/>, consulté le 28 mars 2020,

RIEGER (Tobias), „*Deutsche Wiedergeburt*“ durch einen „*Chor der Rache*“. *Die Luftfahrt und der Nationalsozialismus*, site du projet de recherche „Beamte nationalsozialistischer Reichsministerien“, 7 décembre 2018,

URL : <https://ns-reichsministerien.de/2018/12/07/deutsche-wiedergeburt->

durch-einen-chor-der-rache-die-luftfahrt-und-der-nationalsozialismus/, consulté le 7 avril 2020.

Témoignages

BRUN (Christian, capitaine de réserve de l'armée de l'air), membre associé du Centre de Recherche de l'Ecole de l'air et enseignant en Histoire et en Ethique à l'Ecole de l'air, entretien téléphonique libre qui s'est déroulé le 29 mars 2020,

GOFFI (Emmanuel, ancien capitaine de l'armée de l'air), directeur du Centre de recherche et expertise en éthique et intelligence artificielle et professeur en éthique des relations internationales à l'Institut libre d'étude des relations internationales, entretien téléphonique libre qui s'est déroulé le 29 mars 2020,

JEANGÈNE VILMER (Jean-Baptiste), directeur de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire et membre du comité d'éthique de la Défense, philosophe, juriste et politologue, entretien oral libre qui s'est déroulé le 27 février 2020 à Paris,

LE SAINT (Jean-Patrice, colonel de l'armée de l'air), fin connaisseur de l'histoire de l'Airpower, entretien oral libre qui s'est déroulé le 4 février 2020 à Paris,

ROYAL (Benoît, général en 2^{ème} section de l'armée de terre), auteur d'un ouvrage sur l'éthique du soldat français, entretien téléphonique libre qui s'est déroulé le 9 mars 2020.

Annexe 1

Note du Grand Quartier Général du 11 mai 1917, fixant la répartition des unités de bombardement. (Source : Archive du Service Historique de la Défense)

SECRET

GRAND QUARTIER GENERAL
3^e Bureau
Aéronautique
N° 10.184

G.Q.G., le 11 Mai 1917

LE GENERAL COMMANDANT EN CHEF
aux Généraux Commandant les Groupes d'Armées
Généraux Commandant les Armées
Commandants des Groupes de Bombardement.

NOTE
FIXANT LA REPARTITION DES UNITES DE BOMBARDEMENT.

-:-:-:-:-

I - MISSIONS ACTUELLES DE L'AVIATION DE BOMBARDEMENT -

Dans la situation actuelle, les missions qui peuvent être données à l'aviation de bombardement sont les suivantes :

1°) - Destruction des établissements militaires et industriels de l'ennemi et gêne apportée à leur production. Le résultat obtenu est alors fonction de la quantité d'explosifs lancés sur l'objectif, sous réserve que le tir soit précis et la continuité réalisée dans les attaques. Avec le matériel d'aviation actuel, cette destruction doit être surtout recherchée par le bombardement de nuit. Sont les plus aptes au bombardement de nuit, les avions qui possèdent :

- des facilités d'atterrissage
- une bonne visibilité vers l'avant,
- une vitesse suffisante (120 km.) pour dominer les vents ordinaires
- un moteur silencieux.

Parmi les appareils en service se rapprochant le plus de ce type : le VOISIN, le FARMAN, le HEBGUT, le CAPRONI.

2°) - Fixation de l'aviation de chasse ennemie sur des points du front éloignés de la bataille en effectuant en ces points de bombardements de jour aussi continus que possible, de manière à retenir les avions de chasse ennemis chargés de s'y opposer.

Ces bombardements sont effectués à courte distance des lignes sur les cantonnements, bivouacs, états-majors, gares, terrains d'aviation, etc..... en liaison avec les escadrilles de combat.

3°) - Bombardement du champ de bataille - en attaquant de jour et de nuit les objectifs vulnérables offerts par l'ennemi sur le champ de bataille au-delà de la portée de nos canons.

Les.....

Les missions de jour prévues aux § 2 et 3 exigent des avions qui soient capables de combattre les avions ennemis, le poids des projectiles emportés ne venant qu'en deuxième urgence. Actuellement les avions qui répondent à ces conditions sont les avions de combat (NIEUPORT et SPAD), les SOFWITH. Ultérieurement le BREGUET AV.

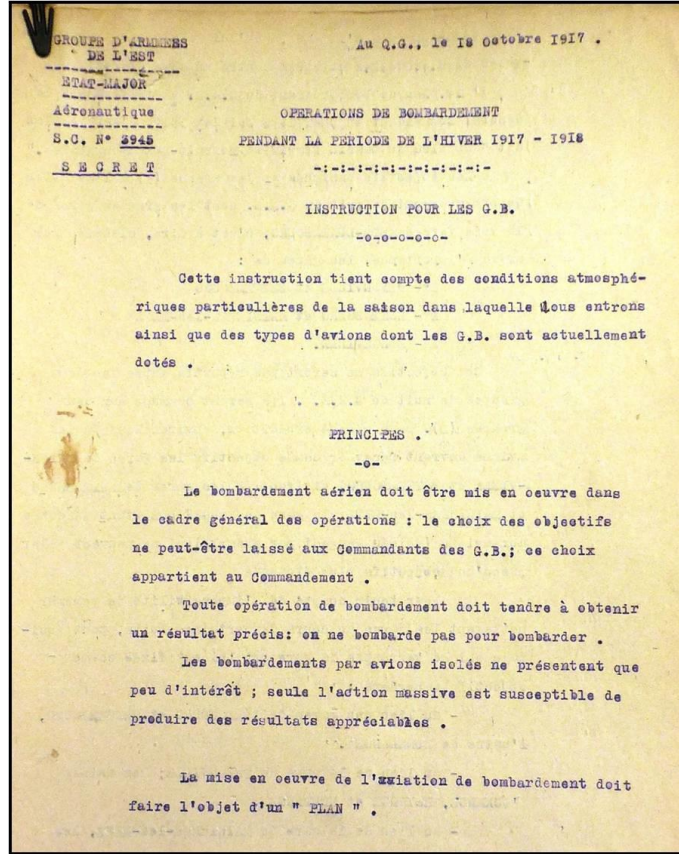
4°)- Raids de jour individuels ou collectifs pour atteindre des points particulièrement sensibles de l'ennemi (usines, dépôts, etc.....) ou pour exercer des représailles sur des villes ouvertes lointaines.

L'exécution de ces raids exige des appareils ayant des qualités particulières de vitesse et de régularité, des équipages de choix et, dans le cas d'une expédition collective, la possibilité d'une marche en formation de combat.

Ces conditions, dans l'état actuel de nos appareils, limitent d'une façon sérieuse le nombre des bombardements lointains qu'il est possible d'effectuer.

Annexe 2

Instruction du Groupe d'armées de l'Est du 18 octobre 1917 pour les groupes de bombardement
(Source : Archive du Service Historique de la Défense)



GROUPE D'ADRESSES
DE L'EST
Etat-Major
Aéronautique

Au Q.G., le 18 Octobre 1917

ANNEXE N° 5

G. B. 4

-o-

SOPWITH MONOPLACES : OBJECTIFS NORMAUX

Gare de MULLHEIM	Catégorie 2 - N° 25
Gare de FRIEBURG	d° 2 - N° 26
(Gare de marchandises à l'Ouest de la ville, près du terrain d'aviation)	
Gare de APPENWEIER	Catégorie 2 - N° 26 bis
Gare de LAHR DINGLINGEN	d° 2 - N° 27
(Usine de BURBACH	d° 1 - N° 1
SARRE (Usine de VOCKLINGEN	d° 1 - N° 3
(Usine de DILLINGEN	d° 1 - N° 6
(Usine de ROMBAS	d° 1 - N° 24
Bassin (Usine de HAGONDANGE	d° 1 - N° 27
de (Usine de KUTANGE	d° 1 - N° 18
BRIEY (Usine de HAYANGE	d° 1 - N° 20
(Usine de WCKANGE	d° 1 - N° 23
Bassin (Usines d'ESSEN	d° 1 - N° 200
de la (Usines de DORTMUND	d° 1 - N° 201
RURA (Usines de RHEINHAUSEN	d° 1 - N° 202

OBJECTIFS EXCEPTIONNELS (représailles)

STUTTGART	Catégorie 4 - N° 312
KARLSRUHE	d° 4 - N° 324
MANNHEIM	d° 4 - N° 316
MAYENCE	d° 4 - N° 318
FRANCFORT	d° 4 - N° 319
TREVES	d° 4 - N° 305

SOPWITH BIPLACES (Equipages confirmés)

Gare de MOLSHEIM	d° 3 - N° 23
Terrain av. de SIERENTE	d° 3 - N° 12
-d°- de COLMAR	d° 3 - N° 14
-d°- de RUSTENHARDT	d° 3 - N° 34
-d°- de BIRSEIM	d° 3 - N° 16
-d°- de SCHLETTSTADT	d° 3 - N° 15
Gare-àt-dépôt de LOEFLBACH	d° 3 - N° 47
Dépôt et garage N. de VITTEHEIM ..	d° 3 - N° 45
-----d°----- S.O. -----d°-----	d° 3 - N° 46

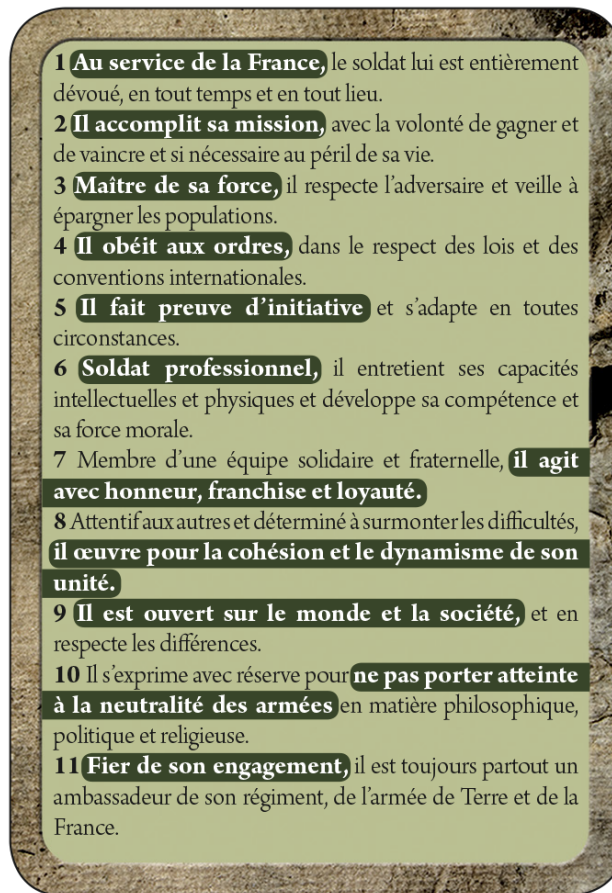
SOPWITH BIPLACES (Objectifs d'instruction)

Plate forme du DONON	d° 3 - N° 40
Dépôt O. de BELVAL	d° 3 - N° 41
Gare et dépôt de BOURG-BRUCHE ...	d° 3 - N° 42
-----d°----- de WEILER-im-THAL (près SULZBACH)	d° 3 - N° 43
Dépôt de munitions de RUFFACH	d° 3 - N° 44

Annexe 3

Code du soldat de l'armée de terre française

(Source : site internet des Ecoles militaires de Bourges)



Code du marin de la Marine nationale française
(Source : *Guide du Marin, Marine nationale, édition 2013, 308 p.*)

Le code du marin

Le code du marin invite chacun à une réflexion plus approfondie sur sa mission, ses responsabilités et les devoirs qui s'imposent à lui.

- Au service de la nation, le marin lui est entièrement dévoué, en tout temps et en tout lieu.
- Déterminé, il accomplit sa mission avec abnégation, si nécessaire au péril de sa vie.
- Conscient de la force dont il est dépositaire, il obéit aux ordres, dans le respect des lois, de l'éthique et des conventions internationales.
- Membre de la communauté des gens de mer, il s'attache à la sauvegarde de la vie en mer.
- Marin professionnel, il entretient ses capacités intellectuelles et physiques, et développe en permanence sa compétence et sa force morale.
- Il fait preuve d'initiative et s'adapte en toutes circonstances, dans l'exercice quotidien de son métier et les situations extrêmes des missions opérationnelles.
- Homme ou femme d'un même groupe solidaire, le marin agit avec honneur, franchise et loyauté.
- Attentif aux autres et déterminé à surmonter les difficultés, il oeuvre pour la cohésion et le dynamisme de son équipe, de son service, de son unité.
- Il s'attache à maintenir l'esprit d'équipe, en mer comme à terre.
- Il est ouvert sur le monde et la société, dont il connaît les valeurs et respecte les différences.
- Il s'exprime avec réserve pour ne pas porter atteinte à la neutralité des armées en matière philosophique, politique ou religieuse.
- Fier de son engagement, il est, en uniforme comme en civil, un ambassadeur de sa spécialité, de son unité, de la Marine nationale et de la France.

Annexe 5

Les valeurs fondamentales des forces armées britanniques

(Source : *Royal Air Force Leadership Centre, Ethos, Core values & Standards, and Heritage (An anthology), 2009, 38 p., p. 15*)

Royal Navy	Royal Marines	Royal Army	Air Force
Courage	Personal courage	Courage	<i>Physical and moral courage</i>
Discipline		Discipline	<i>Discipline</i>
Integrity		Integrity	Integrity – moral courage, honesty, responsibility, justice
	Professional standards		Excellence – personal excellence, discipline, pride
Loyalty	Unity	Loyalty	<i>Loyalty</i>
Respect for others	Humility	Respect for others	Respect – mutual and self
	Commando humour		
	Cheerfulness		
Commitment	Unselfishness	Selfless commitment	Service – physical courage, loyalty, commitment, teamwork
	Personal determination		
	Adaptability		
	Fortitude		

* *Commando spirit in bold, others are group values*

* *Italicised words incorporated in main values in bold*